



**THE TRAFFIC AND
TRANSPORTATION MODERNIZATION
ACT**

**LOI SUR LA MODERNISATION
DES LOIS RELATIVES À LA
CIRCULATION ET AU TRANSPORT**

STATUTES OF MANITOBA 2018

LOIS DU MANITOBA 2018

Chapter 10

Chapitre 10

Bill 14
3rd Session, 41st Legislature

Projet de loi 14
3^e session, 41^e législature

Assented to June 4, 2018

Date de sanction : 4 juin 2018

EXPLANATORY NOTE

This note is a reader's aid and is not part of the law.

This Act makes significant changes to the regulation of traffic and transportation in Manitoba. The Highway Traffic Board and Motor Transport Board are eliminated. The Act amends various Acts and repeals others in relation to the new regulatory framework.

SCHEDULE A — TRANSPORTATION INFRASTRUCTURE ACT

This Schedule enacts a new Act that modernizes the legislation for constructing and managing provincial transportation infrastructure. It eliminates the Highway Traffic Board and transfers jurisdiction over provincial highways to the government. It also sets out the authority and obligations of the department in relation to airports, docks and ferries.

The Act replaces both *The Highways and Transportation Act* and *The Highways Protection Act*.

SCHEDULE B — HIGHWAY TRAFFIC AMENDMENT ACT

This Schedule makes the following key amendments to *The Highway Traffic Act*.

SPEED LIMITS

Before this enactment, the Highway Traffic Board was responsible for speed limits throughout the province, including the City of Winnipeg. With the board's elimination, municipalities are given the power to fix speed limits on municipal roads. The government retains the power to designate restricted speed areas in which the default speed limit is 50 km/h. Municipalities can override that default limit by by-law. The government also retains the responsibility for fixing speed limits on provincial highways.

OPERATING AND SAFETY CERTIFICATES

Before this enactment, the Motor Transport Board regulated certain aspects of the transportation industry, such as commercial trucking and passenger public service vehicles. With the elimination of the board, operating certificates from the board are no longer required. Heavy trucks and buses continue to need safety fitness certificates issued by the government.

NOTE EXPLICATIVE

La note qui suit constitue une aide à la lecture et ne fait pas partie de la loi.

La présente loi apporte des modifications importantes à la réglementation de la circulation et du transport au Manitoba. Le Conseil routier et la Commission du transport routier sont dissous. De nombreuses lois sont modifiées et d'autres sont abrogées en raison de l'établissement du nouveau cadre réglementaire.

ANNEXE A — LOI SUR LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Cette annexe édicte une nouvelle loi qui a pour but de mettre à jour la législation qui régit la construction et la gestion des infrastructures de transport provinciales. Elle dissout le Conseil routier et fait en sorte que les activités liées aux routes provinciales relèvent dorénavant du gouvernement. Elle établit également les pouvoirs et les obligations du ministère relativement aux aéroports, aux quais et aux traversiers.

La *Loi* remplace la *Loi sur la voirie et le transport* et la *Loi sur la protection des voies publiques*.

ANNEXE B — LOI MODIFIANT LE CODE DE LA ROUTE

Cette annexe apporte les modifications clés qui suivent au *Code de la route*.

LIMITES DE VITESSE

Avant l'édition du présent texte, le Conseil routier était chargé d'établir les limites de vitesse pour l'ensemble de la province, y compris dans la ville de Winnipeg. En raison de la dissolution du Conseil, les municipalités sont dorénavant chargées d'établir de telles limites pour leurs routes. Le gouvernement conserve le pouvoir de désigner des zones de limitation de vitesse où la limite de vitesse est fixée d'office à 50 km/h, mais les municipalités peuvent modifier cette limite au moyen d'arrêtés. Le gouvernement demeure également responsable de l'établissement des limites de vitesse pour les routes provinciales.

CERTIFICATS D'EXPLOITATION ET EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Avant l'édition du présent texte, la Commission du transport routier régissait divers éléments de l'industrie des transports, tels que le transport routier commercial et les véhicules de transport public de passagers. En raison de la dissolution de la Commission, il n'est plus nécessaire de se faire délivrer un certificat d'exploitation. Par contre, les exploitants de camions lourds et d'autobus demeurent tenus d'obtenir, du gouvernement, des certificats en matière de sécurité.

The elimination of the board results in the simplification of vehicle categories under *The Highway Traffic Act*. Registration classes and usage-based insurance classifications are still set by regulation.

OTHER AMENDMENTS

The Act also

- allows the government to broaden, by regulation, the manner in which a municipality may indicate temporary parking bans;
- moves detailed vehicle equipment requirements from *The Highway Traffic Act* into regulations; and
- requires agricultural and infrastructure equipment to have private liability insurance when driven on a highway.

SCHEDULES C AND D — DRIVERS AND VEHICLES AMENDMENT ACT AND MANITOBA PUBLIC INSURANCE CORPORATION AMENDMENT ACT

These Schedules amend *The Drivers and Vehicles Act* and *The Manitoba Public Insurance Corporation Act* to reflect the simplified vehicle categories and the elimination of the Motor Transport Board.

SCHEDULE E — PROVINCIAL RAILWAYS AMENDMENT ACT

This Schedule amends *The Provincial Railways Act* to reflect the elimination of the Motor Transport Board. It simplifies the regulatory framework for short-line railways and creates a Superintendent of Railways.

OTHER REPEALS

This Act also repeals a number of unproclaimed statutory provisions and outdated regulations.

En raison de la dissolution de la Commission, les classes de véhicules du *Code de la route* sont réduites. Les classes d'immatriculation ainsi que les classes d'assurance établies en fonction de l'utilisation continuent à être fixées par règlement.

AUTRES MODIFICATIONS

La présente loi :

- permet au gouvernement d'élargir, par règlement, les moyens auxquels les municipalités peuvent avoir recours pour communiquer les interdictions de stationnement temporaires;
- fait en sorte que les exigences détaillées relatives au matériel dont doivent être munis les véhicules figurent dorénavant dans les règlements plutôt que le *Code de la route*;
- exige que le matériel agricole et le matériel de chantier soient couverts en vertu d'une assurance de responsabilité privée lorsqu'ils sont conduits sur route.

ANNEXES C ET D — LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES CONDUCTEURS ET LES VÉHICULES ET LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE PUBLIQUE DU MANITOBA

Ces annexes modifient la *Loi sur les conducteurs et les véhicules* et la *Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba* afin qu'il soit tenu compte de la réduction des classes de véhicules et de la dissolution de la Commission du transport routier.

ANNEXE E — LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES CHEMINS DE FER PROVINCIAUX

Cette annexe modifie la *Loi sur les chemins de fer provinciaux* afin qu'il soit tenu compte de la dissolution de la Commission du transport routier, de simplifier le cadre réglementaire applicable aux chemins de fer d'intérêt local et de créer un nouveau poste, soit celui du surintendant des chemins de fer.

ABROGATION

La présente loi abroge également un certain nombre de dispositions non proclamées et des règlements désuets.

CHAPTER 10

THE TRAFFIC AND TRANSPORTATION MODERNIZATION ACT

(Assented to June 4, 2018)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of Manitoba, enacts as follows:

Transportation Infrastructure Act

1 *The Transportation Infrastructure Act* set out in Schedule A is hereby enacted.

Highway Traffic Amendment Act

2 *The Highway Traffic Amendment Act* set out in Schedule B is hereby enacted.

Drivers and Vehicles Amendment Act

3 *The Drivers and Vehicles Amendment Act* set out in Schedule C is hereby enacted.

Manitoba Public Insurance Corporation Amendment Act

4 *The Manitoba Public Insurance Corporation Amendment Act* set out in Schedule D is hereby enacted.

Provincial Railways Amendment Act

5 *The Provincial Railways Amendment Act* set

CHAPITRE 10

LOI SUR LA MODERNISATION DES LOIS RELATIVES À LA CIRCULATION ET AU TRANSPORT

(Date de sanction : 4 juin 2018)

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative du Manitoba, édicte :

Loi sur les infrastructures de transport

1 La *Loi sur les infrastructures de transport* figurant à l'annexe A est édictée.

Loi modifiant le Code de la route

2 La *Loi modifiant le Code de la route* figurant à l'annexe B est édictée.

Loi modifiant la Loi sur les conducteurs et les véhicules

3 La *Loi modifiant la Loi sur les conducteurs et les véhicules* figurant à l'annexe C est édictée.

Loi modifiant la Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba

4 La *Loi modifiant la Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba* figurant à l'annexe D est édictée.

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer provinciaux

out in Schedule E is hereby enacted.

Coming into force

6(1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives royal assent.

Coming into force of Schedules

6(2) The Schedules to this Act come into force as provided in the coming into force section at the end of each Schedule.

5 La *Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer provinciaux* figurant à l'annexe E est édictée.

Entrée en vigueur

6(1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur des annexes

6(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur conformément à ce qu'elles prévoient.

SCHEDULE A

**THE TRANSPORTATION
INFRASTRUCTURE ACT**

TABLE OF CONTENTS

Section

**PART 1
INTRODUCTORY PROVISIONS**

- 1 Definitions
- 2 Purpose

**PART 2
CONSTRUCTION AND MANAGEMENT OF
TRANSPORTATION INFRASTRUCTURE**

- 3 Minister responsible for provincial transportation facilities
- 4 Construction standards
- 5 Payments from Consolidated Fund
- 6 Credits to Consolidated Fund
- 7 Public works
- 8 Power of minister re contracts
- 9 Tenders
- 10 Contract requirements
- 11 Acquiring property for transportation infrastructure
- 12 Drainage infrastructure
- 13 Disposal of property
- 14 Agreements re highways outside Manitoba
- 15 Funding agreements
- 16 Use of bridges, etc.

**PART 3
DEPARTMENTAL ROADS AND
PROTECTION OF HIGHWAYS**

DEPARTMENTAL ROADS

- 17 Intersections
- 18 Municipal responsibility for certain infrastructure
- 19 Municipal responsibility for highway when declaration ceases

ANNEXE A

**LOI SUR LES INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT**

TABLE DES MATIÈRES

Article

**PARTIE 1
DISPOSITIONS INTRODUCTIVES**

- 1 Définitions
- 2 Objet

**PARTIE 2
CONSTRUCTION ET GESTION DES
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT**

- 3 Ministre responsable des installations de transport provinciales
- 4 Normes de construction
- 5 Versements sur le Trésor
- 6 Crédits portés au Trésor
- 7 Ouvrages publics
- 8 Pouvoir du ministre en matière de contrats
- 9 Appels d'offres
- 10 Exigences applicables aux contrats
- 11 Acquisition de biens pour les infrastructures de transport
- 12 Infrastructure de drainage
- 13 Disposition de biens
- 14 Accords relatifs aux voies publiques à l'extérieur du Manitoba
- 15 Accords de financement
- 16 Accords relatifs à l'utilisation des ponts

**PARTIE 3
ROUTES DE RÉGIME PROVINCIAL ET
PROTECTION DES VOIES PUBLIQUES**

ROUTES DE RÉGIME PROVINCIAL

- 17 Intersections
- 18 Responsabilité municipale à l'égard de certaines infrastructures
- 19 Responsabilité municipale lors d'une modification du classement

- 20 Limited-access highways
- 21 Termination of access
- 22 Controlled areas
- 23 Closing of highways or road allowances
- 24 Landscaping on or next to departmental roads
- 25 Snow fences on private property

- 20 Routes à accès limité
- 21 Extinction des droits d'accès
- 22 Zones contrôlées
- 23 Fermeture de voies publiques ou d'emprises
- 24 Aménagement paysager des voies publiques
- 25 Barrières à neige sur des biens-fonds privés

FUNDING OF HIGHWAY CONSTRUCTION

- 26 Contribution agreements for municipal roads
- 27 Highways in unorganized territory

FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION DE VOIES PUBLIQUES

- 26 Accords — participation au financement des routes municipales
- 27 Voies publiques dans un territoire non organisé

PROTECTION OF HIGHWAYS

- 28 Permits for accesses and objects on or near departmental road
- 29 Permission for activities on a departmental road
- 30 Removal orders
- 31 Abandonment of vehicles or equipment
- 32 Removal agreements
- 33 Temporary moving of vehicles or equipment
- 34 Temporary road closings
- 35 Damage to departmental roads

PROTECTION DES VOIES PUBLIQUES

- 28 Permis — bretelles et objets près d'une route de régime provincial
- 29 Autorisation pour certaines activités sur une route de régime provincial
- 30 Arrêtés — enlèvement d'objets
- 31 Abandon de véhicules ou de matériel
- 32 Accords — enlèvement d'objets
- 33 Déplacement temporaire de véhicules ou de matériel
- 34 Fermetures temporaires de routes
- 35 Dommages aux routes de régime provincial

PART 4
MANITOBA TRUCKING PRODUCTIVITY
IMPROVEMENT FUND

- 36 Manitoba Trucking Productivity Improvement Fund

PARTIE 4
FONDS D'AMÉLIORATION DE LA
PRODUCTIVITÉ DE L'INDUSTRIE DU
TRANSPORT ROUTIER AU MANITOBA

- 36 Fonds d'amélioration de la productivité de l'industrie du transport routier au Manitoba

PART 5
GENERAL

- 37 Crown bound
- 38 Delegation by minister
- 39 Evidence
- 40 Regulations

PARTIE 5
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 37 Couronne liée
- 38 Délégation par le ministre
- 39 Valeur probante de certains documents
- 40 Règlements

PART 6
TRANSITIONAL, CONSEQUENTIAL,
REPEAL, C.C.S.M. REFERENCE
AND COMING INTO FORCE

- 41-48 Transitional provisions
- 49-60 Consequential amendments
- 61-62 Repeals
- 63 C.C.S.M. reference
- 64 Coming into force

PARTIE 6
DISPOSITIONS TRANSITOIRES
MODIFICATIONS CORRÉLATIVES,
ABROGATION, *CODIFICATION*
PERMANENTE ET ENTRÉE EN VIGUEUR

- 41-48 Dispositions transitoires
- 49-60 Modifications corrélatives
- 61-62 Abrogations
- 63 *Codification permanente*
- 64 Entrée en vigueur

SCHEDULE A

THE TRANSPORTATION INFRASTRUCTURE ACT

PART 1

INTRODUCTORY PROVISIONS

Definitions

1 The following definitions apply in this Act.

"access", when used as a noun, means an entrance to or exit from a departmental road, but does not include a connection between one or more roadways of the same highway. (« bretelle »)

"appropriated" means appropriated by an Act for a specified purpose. (« affecté »)

"controlled area" means a controlled area described in subsection 22(1). (« zone contrôlée »)

"departmental road" means a provincial trunk highway or provincial road, or a highway in unorganized territory, but does not include

(a) a parking lot, road or driveway on grounds appurtenant to a public work as defined in *The Public Works Act*;

(b) a highway for which the cost of construction or maintenance is paid out of the Consolidated Fund with money appropriated for the purposes of another Act;

(c) a highway built and maintained at the expense of the Government of Canada; or

(d) a highway built and maintained on private land by the owner or occupier of that land. (« route de régime provincial »)

"freeway" means a departmental road designated as a freeway under the regulations. (« autoroute »)

ANNEXE A

LOI SUR LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

PARTIE 1

DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« **affecté** » Se dit des crédits affectés par une loi à une fin précise. ("appropriated")

« **autoroute** » Route de régime provincial désignée par règlement à titre d'autoroute. ("freeway")

« **bretelle** » Voie de raccordement qui permet d'accéder à une route de régime provincial ou d'en sortir. La présente définition exclut les voies de jonction entre les chaussées d'une même voie publique. ("access")

« **chaussée** » S'entend au sens du *Code de la route*. ("roadway")

« **construction** » Bâtiment ou chose construit, érigé, placé ou entreposé au-dessus ou en-dessous de la surface de la terre. La présente définition exclut :

a) les dispositifs de signalisation au sens du *Code de la route*;

b) les clôtures érigées à des fins agricoles;

c) les boîtes à lettres;

d) les bornes ou les poteaux d'arpentage dont l'installation est autorisée par une loi provinciale ou une loi du Parlement du Canada;

e) toute chose qui est soustraite par règlement à l'application de la présente définition. ("structure")

"highway" includes

(a) a highway, road, road allowance, street, lane or thoroughfare dedicated to the public use as a highway or opened as or made a highway under this or any other Act; and

(b) a bridge, floodway, pier, ferry, square or public place dedicated to the public use as a highway, including any improvements and appurtenant works. (« voie publique »)

"limited-access highway" means a limited-access highway described in section 20. (« route à accès limité »)

"minister" means the minister appointed by the Lieutenant Governor in Council to administer this Act. (« ministre »)

"municipality" includes The City of Winnipeg. (« municipalité »)

"person" includes a municipality, partnership, syndicate, joint venture and an association of persons. (« personne »)

"provincial road" means a highway or portion of a highway declared to be a provincial road under the regulations. (« route provinciale secondaire »)

"provincial transportation facility" means

(a) a departmental road; or

(b) an airport, ferry dock or ferry owned or operated by the government, including any appurtenant land. (« installation de transport provinciale »)

"provincial trunk highway" means a highway or portion of a highway declared to be a provincial trunk highway under the regulations. (« route provinciale à grande circulation »)

"road allowance" means

(a) land shown as a road allowance on the Dominion government survey or a provincial government survey; or

« **emprise** » S'entend :

a) soit de biens-fonds qui, suivant l'arpentage des terres du Canada, ou un arpentage du gouvernement provincial, constituent une emprise;

b) soit d'une emprise prévue par une loi et destinée à une voie publique ou à l'usage public à titre de voie publique. ("road allowance")

« **installation de transport provinciale** » S'entend :

a) soit d'une route de régime provincial;

b) soit d'un aéroport, d'un terminal de traversier ou d'un traversier qui appartient au gouvernement ou est exploité par lui, y compris les biens-fonds attenants. ("provincial transportation facility")

« **ministre** » Le ministre chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de l'application de la présente loi. ("minister")

« **municipalité** » Est assimilée à une municipalité la ville de Winnipeg. ("municipality")

« **personne** » Sont assimilées à des personnes les municipalités, les sociétés en nom collectif, les consortiums financiers, les coentreprises et les associations de personnes. ("person")

« **route à accès limité** » Route à accès limité qui est indiquée à l'article 20. ("limited-access highway")

« **route de régime provincial** » Route provinciale à grande circulation ou route provinciale secondaire, ou voie publique dans un territoire non organisé. La présente définition exclut :

a) les stationnements, les routes ou les entrées situés sur les terrains attenants à un ouvrage public au sens de la *Loi sur les travaux publics*;

b) les voies publiques dont les frais de construction ou d'entretien sont payés sur le Trésor avec des sommes affectées pour l'application d'une autre loi;

(b) a right-of-way provided by or under an Act for the purpose of a highway or dedicated to public use as a highway. (« emprise »)

"roadway" means a roadway as defined in *The Highway Traffic Act*. (« chaussée »)

"service road" means a roadway that is

(a) located between the primary roadway of a highway and the boundary lines of that highway; and

(b) used or intended to provide access to land adjacent to the highway that is not accessible from the primary roadway of the highway. (« voie de service »)

"structure" means a building or thing built, erected, placed or stored above or below the surface of the earth, but does not include

(a) a traffic control device as defined in *The Highway Traffic Act*;

(b) a fence erected for agricultural purposes;

(c) a mail box;

(d) a survey monument or post authorized to be placed under an Act of the Legislature or of the Parliament of Canada; or

(e) anything exempted from the definition under the regulations. (« construction »)

"vehicle" means a vehicle as defined in *The Highway Traffic Act*. (« véhicule »)

c) les voies publiques construites et entretenues aux frais du gouvernement du Canada;

d) les voies publiques construites et entretenues sur des biens-fonds privés par le propriétaire ou l'occupant de ceux-ci. ("departmental road")

« **route provinciale à grande circulation** » Voie publique ou section de voie publique déclarée route provinciale à grande circulation en vertu des règlements. ("provincial trunk highway")

« **route provinciale secondaire** » Voie publique ou section d'une voie publique déclarée route provinciale secondaire en vertu des règlements. ("provincial road")

« **véhicule** » Véhicule au sens du *Code de la route*. ("vehicle")

« **voie de service** » Chaussée qui est :

a) située entre la chaussée principale d'une voie publique et ses limites;

b) utilisée ou destinée à être utilisée pour assurer l'accès à des biens-fonds contigus à la voie publique qui ne sont pas accessibles à partir de sa chaussée principale. ("service road")

« **voie publique** » La présente définition vise notamment :

a) les voies publiques, les routes, les emprises, les rues, les allées ou les passages routiers destinés, à titre de voies publiques, à l'usage public ou ouverts ou construits à ce titre en vertu de la présente loi ou de toute autre loi;

b) les ponts, les canaux de dérivation, les jetées, les traversiers, les parcs ou les places publiques destinés, à titre de voies publiques, à l'usage public, y compris les améliorations et les ouvrages afférents. ("highway")

« **zone contrôlée** » Zone contrôlée qui est indiquée au paragraphe 22(1). ("controlled area")

Purpose

2 The purposes of this Act are to

- (a) govern the establishment, operation and decommissioning of provincial transportation facilities;
- (b) protect the integrity, safety and efficiency of the provincial highway system;
- (c) control the location, construction and use of entrances to and exits from certain highways;
- (d) control the use of land adjacent to or near certain highways; and
- (e) control the erection of structures near certain highways.

Objet

2 La présente loi a pour objet :

- a) de régir l'établissement, l'exploitation et la désaffectation des installations de transport provinciales;
- b) de protéger l'intégrité, la sécurité et l'efficacité du réseau routier provincial;
- c) de régir l'emplacement, la construction et l'usage des bretelles d'accès et de sortie de certaines voies publiques;
- d) de régir l'usage des biens-fonds contigus à certaines voies publiques, ou situés à proximité de celles-ci;
- e) de régir l'édification de constructions à proximité de certaines voies publiques.

PART 2

CONSTRUCTION AND MANAGEMENT OF TRANSPORTATION INFRASTRUCTURE

Minister responsible for provincial transportation facilities

3 Subject to any other Act, the minister is responsible for the design, engineering, procurement, construction, establishment, inspection, control, management, operation, maintenance, repair and decommissioning of all provincial transportation facilities.

Construction standards

4 A provincial transportation facility must be constructed, maintained and repaired to the standards the minister considers appropriate for the facility. The standards may be different for different facilities.

Payments from Consolidated Fund

5 Costs incurred by the minister under the authority of this Act must be paid from the Consolidated Fund from money appropriated for the purposes of this Act.

Credits to Consolidated Fund

6 Subject to subsection 13(5) and Part 4, money received by the minister under the authority of this Act must be deposited into the Consolidated Fund and credited to the account established for money appropriated for the purposes of this Act.

Certain public works under control of minister

7(1) Despite *The Public Works Act*, a public work that was acquired or is used primarily for the purpose of constructing, repairing or operating a provincial transportation facility is under the control of the minister and may be disposed of under this Act.

PARTIE 2

CONSTRUCTION ET GESTION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Ministre responsable des installations de transport provinciales

3 Sous réserve des dispositions de toute autre loi, le ministre est responsable de la conception, de l'ingénierie, de l'acquisition, de la construction, de l'établissement, de l'inspection, du contrôle, de la gestion, de l'exploitation, de l'entretien, des réparations et de la désaffectation de toutes les installations de transport provinciales.

Normes de construction

4 Les installations de transport provinciales sont construites, entretenues et réparées selon des normes que le ministre estime adéquates à leur égard. Ces normes peuvent varier selon les installations.

Versements sur le Trésor

5 Les frais engagés par le ministre sous le régime de la présente loi sont payés sur le Trésor, sur les crédits affectés pour l'application de la présente loi.

Crédits portés au Trésor

6 Sous réserve du paragraphe 13(5) et de la partie 4, les sommes reçues par le ministre sous le régime de la présente loi sont portées au Trésor, au crédit du compte constitué à l'égard des sommes affectées pour l'application de la présente loi.

Ouvrages publics sous l'autorité du ministre

7(1) Malgré la *Loi sur les travaux publics*, un ouvrage public qui a été acquis ou qui est utilisé principalement en vue de la construction, de la réparation ou de l'exploitation d'une installation de transport provinciale est placé sous l'autorité du ministre et il peut en être disposé sous le régime de la présente loi.

Application of Public Works Act

7(2) The minister may, by written order, require that a public work to which subsection (1) applies be dealt with under *The Public Works Act*. Immediately upon such an order becoming effective, the public work becomes subject to the control and management of the minister responsible for the administration of that Act and may no longer be disposed of under this Act.

Power of minister re contracts

8 The minister may, on behalf of the government, enter into any contract the minister considers advisable for the administration of this Act. But no contract is binding on the minister or the government unless it is signed by the minister.

Duty to invite tenders

9(1) The minister must invite tenders for the construction or repair of any provincial transportation facility, unless

- (a) the work is performed by officers or employees of the government;
- (b) in the opinion of the minister, the work
 - (i) is too urgent to be tendered, or
 - (ii) can be performed more efficiently through a different arrangement; or
- (c) a committee of the Executive Council has approved the work to be completed without an invitation to tender.

Minister may establish eligibility requirements

9(2) For any invitation to tender issued under subsection (1), the minister may establish eligibility requirements that a bidder must meet to be eligible to submit a tender in response to the invitation.

Forgoing the lowest compliant bid

9(3) The minister may forgo the lowest compliant bid received from an eligible bidder in response to any invitation to tender issued under subsection (1)

Application de la Loi sur les travaux publics

7(2) Le ministre peut, par arrêté, exiger que la *Loi sur les travaux publics* s'applique aux ouvrages publics visés au paragraphe (1). Dès l'entrée en vigueur d'un tel arrêté, les ouvrages publics sont placés sous l'autorité et la gestion du ministre chargé de l'application de cette loi et il ne peut plus en être disposé sous le régime de la présente loi.

Pouvoir du ministre en matière de contrats

8 Le ministre peut, au nom du gouvernement, conclure les contrats qu'il estime opportuns pour l'application de la présente loi. Toutefois, pour lier le gouvernement ou le ministre, les contrats doivent être signés par celui-ci.

Appels d'offres

9(1) Le ministre fait des appels d'offres pour la construction ou la réparation de toute installation de transport provinciale, sauf dans les cas suivants :

- a) les travaux sont effectués par des cadres ou des employés du gouvernement;
- b) selon lui, les travaux sont trop urgents pour faire l'objet d'appels d'offres ou peuvent être réalisés de façon plus efficace d'une autre manière;
- c) un comité du Conseil exécutif a autorisé la réalisation des travaux sans appel d'offres.

Conditions d'admissibilité fixées par le ministre

9(2) Le ministre peut fixer les conditions d'admissibilité qu'un soumissionnaire doit respecter dans le cadre d'un appel d'offres visé au paragraphe (1).

Renoncement à la soumission conforme la plus basse

9(3) Le ministre peut renoncer à la plus basse soumission conforme reçue d'un soumissionnaire admissible en réponse à un appel d'offres fait en vertu du paragraphe (1) :

(a) with the approval of a committee of the Executive Council if the value of the contract is equal to or more than the amount prescribed in the regulations; or

(b) without approval, if the value of the contract is less than the amount prescribed in the regulations.

Preconditions for commencing work under contract

10(1) Unless authorized by the minister, no money may be paid to a contractor and no work may commence under a contract until

- (a) the contract has been signed by all parties; and
- (b) the contractor has provided any security required under subsection (2).

Security

10(2) The minister may require a contractor with whom the minister enters into a contract under this Act to provide security, in a form and amount the minister considers appropriate, for the performance of the contract and for the payment of labour and materials to be provided under the contract.

Interest on holdback

10(3) If a contract entered into under this Act provides for a holdback of all or a portion of the contract price, the minister must pay interest on the holdback in accordance with the regulations.

Acquiring property for transportation infrastructure

11 The minister may acquire or lease, for and in the name of the Crown, any real or personal property for the purpose of constructing or operating a provincial transportation facility. In the case of real property, the acquisition may be by expropriation.

Drainage infrastructure

12 The minister may, with the consent of the minister responsible for the administration of *The Water Resources Administration Act*, construct and maintain drainage infrastructure for provincial transportation facilities and may acquire land under section 11 for that purpose.

a) soit avec l'approbation d'un comité du Conseil exécutif si la valeur du contrat est égale ou supérieure au montant fixé par règlement;

b) soit sans approbation, si la valeur du contrat est inférieure au montant fixé par règlement.

Conditions préliminaires avant le début des travaux

10(1) Sous réserve de l'autorisation du ministre, aucun paiement ne peut être fait à un entrepreneur et aucun travail ne peut être entrepris en vertu du contrat jusqu'à ce que les conditions suivantes soient réunies :

- a) le contrat a été signé par toutes les parties;
- b) l'entrepreneur a fourni les garanties exigées en vertu du paragraphe (2).

Garantie

10(2) Le ministre peut exiger qu'un entrepreneur avec qui il conclut un contrat donne une garantie, en la forme et d'un montant qu'il estime indiqués, pour l'exécution du contrat et pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux à fournir aux termes du contrat.

Intérêts sur les sommes retenues

10(3) Si un contrat prévoit une retenue sur la totalité ou une partie de son prix, le ministre verse des intérêts sur la retenue en conformité avec les règlements.

Acquisition de biens pour les infrastructures de transport

11 Le ministre peut, au nom de la Couronne, acheter ou louer des biens réels et personnels en vue de la construction et de l'exploitation d'une installation de transport provinciale. Dans le cas de biens réels, l'acquisition peut être effectuée par expropriation.

Infrastructure de drainage

12 Avec le consentement du ministre chargé de l'application de la *Loi sur l'aménagement hydraulique*, le ministre peut construire et entretenir des infrastructures de drainage pour des installations de transport provinciales et peut acquérir des biens-fonds en vertu de l'article 11 à cette fin.

Disposal of property with approval

13(1) Despite *The Crown Lands Act*, the minister may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council,

- (a) sell, lease, exchange or otherwise dispose of any real property or interest in real property acquired or held for the purposes of this Act; and
- (b) sell any personal property acquired or held for the purposes of this Act.

Disposal of property without approval

13(2) Despite subsection (1), the approval of the Lieutenant Governor in Council is not required to

- (a) sell, exchange or otherwise dispose of real or personal property acquired or held for the purposes of this Act, or an interest in such property, if, in the minister's opinion, the value of the property or interest, together with the value of any other property or interest being sold or disposed of with that property or interest, is not more than the amount prescribed in the regulations;
- (b) lease real property acquired or held for the purposes of this Act if, in the minister's opinion, the property's annual rental value is not more than the amount prescribed in the regulations;
- (c) sell personal property acquired or held for the purposes of this Act to
 - (i) a municipality,
 - (ii) a government agency as defined in *The Financial Administration Act*,
 - (iii) a university as defined in *The Advanced Education Administration Act*, or
 - (iv) a contractor for use in constructing, maintaining or repairing
 - (A) a provincial transportation facility, or
 - (B) any infrastructure for an entity referred to in subclauses (i) to (iii); or

Disposition de biens avec approbation

13(1) Malgré la *Loi sur les terres domaniales*, le ministre peut accomplir les actes indiqués ci-dessous, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil :

- a) vendre, louer ou échanger des biens réels ou des intérêts afférents à des biens réels acquis ou détenus pour l'application de la présente loi ou en disposer de toute autre façon;
- b) vendre des biens personnels acquis ou détenus pour l'application de la présente loi.

Disposition de biens sans approbation

13(2) Malgré le paragraphe (1), l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil n'est pas nécessaire pour accomplir les actes suivants :

- a) disposer, notamment par vente ou échange, de biens réels ou personnels acquis ou détenus pour l'application de la présente loi, ou d'un intérêt afférent à ces biens si, selon le ministre, la valeur du bien ou de l'intérêt, majorée de celle de tout autre bien ou intérêt qui est vendu avec ce bien ou cet intérêt ou dont il est disposé avec lui, n'excède pas le montant fixé par règlement;
- b) donner en location des biens réels acquis ou détenus pour l'application de la présente loi si, selon le ministre, la valeur locative annuelle des biens n'excède pas le montant fixé par règlement;
- c) vendre des biens personnels acquis ou détenus pour l'application de la présente loi aux personnes suivantes :
 - (i) une municipalité,
 - (ii) un organisme gouvernemental au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*,
 - (iii) une université au sens de la *Loi sur l'administration de l'enseignement postsecondaire*,
 - (iv) un entrepreneur, si les biens sont utilisés en vue de la construction, de l'entretien ou de la réparation :

(d) sell sand and gravel from any Crown lands purchased or reserved for the purpose of a provincial transportation facility.

(A) soit d'installations de transport provinciales,

(B) soit d'une infrastructure pour une entité visée aux sous-alinéas (i) à (iii);

d) vendre du sable et du gravier extraits de terres domaniales achetées ou réservées en vue de l'aménagement d'installations de transport provinciales.

Leasing personal property

13(3) The minister may, without the approval of the Lieutenant Governor in Council, lease any personal property acquired or held for the purposes of this Act.

Location de biens personnels

13(3) Le ministre peut, sans l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, donner en location des biens personnels acquis ou détenus pour l'application de la présente loi.

"Trade-in" not a sale

13(4) If, on a purchase of personal property from a vendor, the minister transfers a similar property with a lesser value to the vendor as part payment of the purchase price, the transfer is not a sale for the purpose of this section.

Caractère différent de l'échange et de la vente

13(4) Si lors de l'achat d'un bien personnel auprès d'un vendeur, le ministre transfère un bien semblable d'une valeur moindre au vendeur à titre de paiement partiel du prix d'achat, le transfert ne constitue pas une vente pour l'application du présent article.

Proceeds of sand or gravel on Crown land reserved for departmental road

13(5) Money received by the minister from the sale of sand or gravel removed from Crown lands reserved for the purposes of a departmental road must be credited to the account established in the Consolidated Fund for royalties received for the sale of sand and gravel from Crown lands.

Produit de la vente de sable et de gravier extraits de terres domaniales réservées en vue de l'aménagement de routes de régime provincial

13(5) Les sommes que le ministre reçoit pour la vente de sable et de gravier extraits de terres domaniales réservées en vue de l'aménagement de routes de régime provincial sont versées au Trésor, au compte pour les redevances reçues pour la vente de sable et de gravier extraits des terres domaniales.

Land dealt with under Crown Lands Act

13(6) With the consent of the minister responsible for the administration of *The Crown Lands Act*, the minister may, by written order, direct that land acquired or held by the minister and no longer required for the purposes of this Act, or any land used or reserved for a highway closed by the minister, be dealt with under *The Crown Lands Act*. Immediately upon such an order becoming effective, the land becomes subject to the control and management of the minister responsible for the administration of that Act.

Application de la Loi sur les terres domaniales

13(6) Avec le consentement du ministre chargé de l'application de la *Loi sur les terres domaniales*, le ministre peut, par arrêté, ordonner que cette dernière loi s'applique aux biens-fonds qu'il a lui-même acquis ou qu'il détient et qui ne sont plus nécessaires pour l'application de la présente loi ainsi qu'aux biens-fonds utilisés ou réservés pour une voie publique qu'il a fermée. Dès l'entrée en vigueur d'un tel arrêté, les biens-fonds sont placés sous l'autorité et la gestion du ministre chargé de l'application de la *Loi sur les terres domaniales*.

Agreement re highway outside Manitoba

14(1) The minister may, on behalf of the government and with the approval of the Lieutenant Governor in Council, enter into an agreement with the government of Canada, of another province or of a state that shares a border with Manitoba respecting

- (a) the acquisition and use of land for a highway that is partly or wholly outside of Manitoba; and
- (b) the construction, maintenance and repair of such a highway.

Power to carry out agreement

14(2) The minister may do anything the minister considers necessary to carry out an agreement entered into under subsection (1).

Funding agreements

15 The minister may, on behalf of the government, enter into an agreement with a municipality, local government district, airport commission, council as defined in *The Northern Affairs Act*, or with any person, to

- (a) construct, operate, maintain or repair a highway, airport, runway, dock or ferry fully or partially at the government's expense; or
- (b) to fully or partially fund the construction, operation, maintenance or repair of a highway, airport, runway, dock or ferry.

Use of bridges, etc.

16 The minister may, on behalf of the government and with the approval of the Lieutenant Governor in Council, enter into an agreement with any person for

- (a) the use of any bridge, pier, ferry or right-of-way belonging to that person; and

Accords relatifs aux voies publiques à l'extérieur du Manitoba

14(1) Le ministre peut, au nom du gouvernement et avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure des accords avec les gouvernements du Canada, des autres provinces ou d'un État qui partage une frontière avec le Manitoba relativement à ce qui suit :

- a) l'acquisition et l'utilisation de biens-fonds pour une voie publique qui est partiellement ou totalement à l'extérieur du Manitoba;
- b) la construction, l'entretien et la réparation d'une telle voie publique.

Pouvoir de mettre en œuvre un accord

14(2) Le ministre peut prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour mettre en œuvre un accord conclu en vertu du paragraphe (1).

Accords de financement

15 Le ministre peut, au nom du gouvernement, conclure des accords avec une municipalité, un district d'administration locale, une commission aéroportuaire ou un conseil au sens de la *Loi sur les affaires du Nord*, ou avec toute personne :

- a) soit pour construire, exploiter, entretenir ou réparer une voie publique, un aéroport, une piste, un quai ou un traversier totalement ou partiellement aux frais du gouvernement;
- b) soit pour financer, totalement ou partiellement, la construction, l'exploitation, l'entretien ou la réparation d'une voie publique, d'un aéroport, d'une piste, d'un quai ou d'un traversier.

Accords relatifs à l'utilisation des ponts

16 Le ministre peut, au nom du gouvernement et avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure un accord avec toute personne aux fins suivantes :

- a) l'utilisation d'un pont, d'une jetée, d'un traversier ou d'une emprise appartenant à cette dernière;

(b) the payment, by the government, of any portion of the cost of construction, maintenance or repair of that bridge, pier, ferry or right-of-way.

b) la prise en charge, par le gouvernement, de toute partie des coûts engagés pour la construction, l'entretien ou la réparation du pont, de la jetée, du traversier ou de l'emprise.

PART 3

DEPARTMENTAL ROADS AND PROTECTION OF HIGHWAYS

DEPARTMENTAL ROADS

Intersection of P.T.H. and other highway

17(1) At the intersection of a provincial trunk highway with another type of highway, the continuation of the provincial trunk highway across the intersection, including any bridge or drainage infrastructure on or under the provincial trunk highway, is part of the provincial trunk highway.

Intersection of provincial road and other highway

17(2) At the intersection of a provincial road with another type of highway that is not a provincial trunk highway or a provincial road, the continuation of the provincial road across the intersection, including any bridge or drainage infrastructure on or under the provincial road, is part of the provincial road.

Intersection of departmental road and other highway

17(3) At the intersection of a departmental road other than a provincial trunk highway or a provincial road with another type of highway that is not a departmental road, the continuation of the departmental road across the intersection, including any bridge or drainage infrastructure on or under the departmental road, is part of the departmental road.

Municipal responsibility for certain infrastructure

18 Despite section 3, with respect to any portion of a departmental road located in a municipality,

PARTIE 3

ROUTES DE RÉGIME PROVINCIAL ET PROTECTION DES VOIES PUBLIQUES

ROUTES DE RÉGIME PROVINCIAL

Intersection d'une route provinciale à grande circulation et d'une autre voie publique

17(1) À l'intersection d'une route provinciale à grande circulation avec un autre type de voie publique, la continuation de la route provinciale à grande circulation dans l'intersection, y compris les ponts ou les infrastructures de drainage sur la route provinciale à grande circulation, ou sous celle-ci, fait partie de la route en question.

Intersection d'une route provinciale secondaire et d'une autre voie publique

17(2) À l'intersection d'une route provinciale secondaire avec un autre type de voie publique qui n'est ni une route provinciale à grande circulation, ni une route provinciale secondaire, la continuation de la route provinciale secondaire dans l'intersection, y compris les ponts ou les infrastructures de drainage sur la route provinciale secondaire, ou sous celle-ci, fait partie de la route en question.

Intersection d'une route de régime provincial et d'une autre voie publique

17(3) À l'intersection d'une route de régime provincial qui n'est ni une route provinciale à grande circulation, ni une route provinciale secondaire, avec un autre type de voie publique, la continuation de la route de régime provincial dans l'intersection, y compris les ponts ou les infrastructures de drainage sur la route de régime provincial, ou sous celle-ci, fait partie de la route en question.

Responsabilité municipale à l'égard de certaines infrastructures

18 Malgré l'article 3, à l'égard de toute section d'une route de régime provincial située dans une municipalité :

(a) the municipality is responsible for the construction, maintenance and repair of any sidewalks, poles, sewers, waterworks and other municipal infrastructure on, over or under that portion of the departmental road; and

(b) the municipality is liable for any damages arising out of a structure referred to in clause (a) as if the ownership and control over the departmental road were vested in the municipality.

Municipal responsibility for highway when declaration ceases

19 When any portion of a highway in a municipality ceases to be a provincial trunk highway or a provincial road but is not closed under section 23, the municipality becomes responsible for the control, maintenance and repair of that portion.

Limited-access highways

20 The following departmental roads are limited-access highways:

(a) provincial trunk highways, except to the extent that they are exempted by regulation;

(b) other departmental roads to the extent that they are designated by regulation as limited-access highways.

Termination of access on highway becoming limited-access highway

21(1) When a departmental road becomes a limited-access highway, any rights of access to the highway terminate, except in respect of an access that exists at the time the departmental road becomes a limited-access highway and that has not been closed under subsection (2).

Closing access

21(2) The minister may, by written order, close an access to a departmental road that exists when the departmental road becomes a limited-access highway.

a) celle-ci est responsable de la construction, de l'entretien et de la réparation des trottoirs, des poteaux, des égouts, des aqueducs et des autres infrastructures municipales sur cette section ou au-dessus ou en-dessous de cette section;

b) celle-ci engage sa responsabilité pour les dommages se rapportant aux constructions visées à l'alinéa a) comme si la propriété et la responsabilité de la route de régime provincial lui avaient été dévolues.

Responsabilité municipale lors d'une modification du classement

19 Lorsqu'une section d'une voie publique dans une municipalité cesse d'être une route provinciale à grande circulation ou une route provinciale secondaire, mais qu'elle n'est pas fermée en vertu de l'article 23, la municipalité devient responsable de la gestion, de l'entretien et de la réparation de cette section.

Routes à accès limité

20 Les routes de régime provincial indiquées ci-dessous sont des routes à accès limité :

a) les routes provinciales à grande circulation, sauf dans la mesure où elles sont visées par une exemption prévue par règlement;

b) d'autres routes de régime provincial dans la mesure où elles ont été désignées par règlement à titre de routes à accès limité.

Extinction des droits d'accès — route à accès limité

21(1) Lorsqu'une route de régime provincial devient une route à accès limité, les droits d'accès à la route s'éteignent, sauf en ce qui a trait aux bretelles en place à ce moment-là qui n'ont pas été fermées en vertu du paragraphe (2).

Fermeture des bretelles

21(2) Le ministre peut, par arrêté, fermer une bretelle permettant l'accès à une route de régime provincial qui est en place lorsque cette route devient une route à accès limité.

Termination of access on highway becoming freeway

21(3) When a departmental road is designated as a freeway, any rights of access to the departmental road terminate.

Compensation or alternate access

21(4) If land adjacent to a departmental road becomes inaccessible from that departmental road as a result of subsection (1), (2) or (3), the minister must either

- (a) provide a service road or other reasonable alternate means of accessing that land; or
- (b) pay compensation in accordance with subsection (5) to any person that holds an interest in that land.

Compensation for loss of access rights

21(5) If compensation is payable to a person under clause (4)(b),

- (a) the minister may enter into a compensation agreement with the person; or
- (b) if the minister is unable to reach an agreement, under clause (a) the matter must be submitted to arbitration to be conducted in accordance with *The Arbitration Act*.

Controlled areas

22(1) Subject to the regulations, the following areas adjacent to a departmental road are controlled areas:

- (a) in the case of a departmental road other than a limited-access highway or a freeway, the area on each side of the highway that is within 38.1 m of the outer edge of the road allowance, but only if the highway is located outside
 - (i) the City of Winnipeg, and
 - (ii) an urban municipality established or continued under *The Municipal Act*, including, for certainty, a city with a special charter;

Extinction des droits d'accès — autoroute

21(3) Lorsqu'une route de régime provincial est désignée à titre d'autoroute, les droits d'accès à cette route s'éteignent.

Dédommagement ou autre voie d'accès

21(4) Si des biens-fonds contigus à une route de régime provincial deviennent inaccessibles à partir de cette route en raison de l'application des paragraphes (1), (2) ou (3), le ministre prend l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- a) il aménage une voie de service ou offre un autre moyen d'accès raisonnable;
- b) il verse un dédommagement en conformité avec le paragraphe (5) à toute personne détenant des intérêts dans ces biens-fonds.

Dédommagement pour la perte des droits d'accès

21(5) Si une personne a droit à un dédommagement en vertu de l'alinéa (4)b) :

- a) le ministre peut conclure un accord à cet effet avec elle;
- b) si le ministre n'arrive pas à conclure un accord, la question est soumise à l'arbitrage conformément à la *Loi sur l'arbitrage*.

Zones contrôlées

22(1) Sous réserve des règlements, les zones contiguës à une route de régime provincial indiquées ci-dessous sont des zones contrôlées :

- a) dans le cas d'une route de régime provincial, qui n'est ni une route à accès limité, ni une autoroute, la zone de chaque côté de la voie publique se trouvant dans les 38,1 mètres des bords de l'emprise, seulement si la voie publique est située à l'extérieur :
 - (i) de la ville de Winnipeg,
 - (ii) d'une municipalité urbaine constituée ou maintenue en vertu de la *Loi sur les municipalités*, y compris d'une ville ayant sa propre charte;

(b) in the case of a limited-access highway or freeway,

(i) the area on each side of the highway that is within 38.1 m of the outer edge of the road allowance, and

(ii) any additional area established as a controlled area under the regulations.

Notice requirement

22(2) When land becomes a controlled area, the minister must provide notice

(a) by advertisement in the *Manitoba Gazette* or on the department's website; and

(b) by registered mail to the owner of each affected parcel of land.

No compensation for land becoming controlled area

22(3) No compensation is payable or may be paid to any person as a result of land becoming a controlled area.

Closing of highway or road allowance

23(1) The minister may, by written order, close all or a portion of a highway or road allowance if it is no longer required as or for a highway or is to be relocated or resurveyed.

Registration of order in L.T.O.

23(2) The minister may register an order made under subsection (1) in the proper land titles office.

Disposal of land

23(3) If a highway or road allowance is closed under subsection (1), the land used or reserved for the highway or road allowance may

(a) be disposed of in accordance with section 13; or

(b) by order of the Lieutenant Governor in Council, be conveyed or vested as directed in the order.

b) dans le cas d'une route à accès limité ou d'une autoroute :

(i) la zone de chaque côté de la voie publique se trouvant dans les 38,1 mètres des bords de l'emprise,

(ii) les zones supplémentaires constituées à titre de zones contrôlées en vertu des règlements.

Avis obligatoire

22(2) Lorsque des biens-fonds deviennent une zone contrôlée, le ministre donne avis :

a) d'une part, dans la *Gazette du Manitoba* ou sur le site Web du ministère;

b) d'autre part, par courrier recommandé aux propriétaires des parcelles touchées.

Absence de dédommagement — création de zones contrôlées

22(3) La personne dont les biens-fonds deviennent une zone contrôlée n'a droit à aucun dédommagement.

Fermeture de voies publiques ou d'emprises

23(1) Le ministre peut, par arrêté, fermer la totalité ou une section d'une voie publique ou d'une emprise si elle n'est plus nécessaire en tant que voie publique ou si elle fait l'objet d'un déplacement ou d'un nouvel arpentage.

Enregistrement de l'arrêté auprès du bureau des titres fonciers

23(2) Le ministre peut enregistrer un arrêté pris en vertu du paragraphe (1) auprès du bureau des titres fonciers compétent.

Aliénation de biens-fonds

23(3) Si une voie publique ou une emprise est fermée en vertu du paragraphe (1), les biens-fonds utilisés ou réservés à son égard peuvent être :

a) soit aliénés en conformité avec l'article 13;

b) soit cédés ou dévolus par décret du lieutenant-gouverneur en conseil en conformité avec ce qu'il prévoit.

Filing of vesting order in council in L.T.O.

23(4) An order made under clause (3)(b) vesting land in any person operates as a grant or transfer of the land from the Crown to that person upon the registration of a certified copy of the order in the proper land titles office.

Effect of vesting in owner of adjoining land

23(5) If land is vested in the owner of adjoining land as a result of an order made under clause (3)(b), the land is vested, and any title under *The Real Property Act* must be issued, subject to any mortgage, encumbrance, lien or charge to which the adjoining land is subject.

Landscaping on or next to departmental roads

24(1) On a departmental road or on property acquired under subsection (2), the minister may

- (a) plant and maintain trees, shrubs, plants or lawns;
or
- (b) erect and maintain snow fences.

Acquiring property for managing snow drift

24(2) For the purpose of reducing or preventing the drifting of snow onto a departmental road, the minister may, in accordance with section 11, acquire property adjacent to a departmental road.

Cost of work

24(3) The cost of any work undertaken on or adjacent to the departmental road forms part of the cost of constructing, maintaining or repairing the departmental road.

Snow fences on private property

25(1) Between September 30 of a year and June 1 of the next year, the minister may, for the purpose of reducing or preventing the drifting of snow onto a departmental road, enter onto any land that is within 90 m of the departmental road and erect, maintain, remove or replace snow fences.

Enregistrement des décrets portant dévolution au bureau des titres fonciers

23(4) Les décrets portant dévolution de biens-fonds à des personnes valent, sur enregistrement d'une copie certifiée au bureau des titres fonciers compétent, octroi ou transfert du bien-fonds par la Couronne à ces personnes.

Effet de la dévolution sur les biens-fonds adjacents

23(5) Le bien-fonds dévolu par décret au propriétaire du bien-fonds adjacent est grevé des mêmes hypothèques, charges et privilèges que le bien-fonds adjacent; les certificats de titres délivrés sous le régime de la *Loi sur les biens réels* en portent mention.

Aménagement paysager des voies publiques

24(1) Le ministre peut, sur une route de régime provincial ou une propriété acquise en vertu du paragraphe (2) :

- a) planter des arbres, des arbustes, des plantes ou du gazon et les entretenir;
- b) ériger et entretenir des barrières à neige.

Acquisition de propriétés — amoncellement de neige

24(2) Afin de réduire ou d'empêcher l'amoncellement de neige sur une route de régime provincial, le ministre peut, conformément à l'article 11, acquérir une propriété qui y est contiguë.

Coût des travaux

24(3) Le coût des travaux entrepris sur une route de régime provincial ou à proximité de celle-ci fait partie des coûts de construction, d'entretien ou de réparation de la route.

Barrières à neige sur des biens-fonds privés

25(1) Entre le 30 septembre d'une année donnée et le 1^{er} juin de l'année suivante, le ministre peut, afin de réduire ou d'empêcher l'amoncellement de neige sur une route de régime provincial, pénétrer sur des biens-fonds dans un rayon de 90 mètres de la route pour ériger, entretenir, enlever ou remplacer une barrière à neige.

No compensation for snow fences

25(2) No person has a right to compensation or damages in respect of the erection, presence, maintenance or removal by the minister of a snow fence on private property.

Snow fences deemed public works

25(3) A snow fence erected by the minister under subsection (1) is deemed to be a public work under the control of the minister.

Removal or interference prohibited

25(4) A person must not

- (a) remove or destroy a snow fence erected by the minister;
- (b) interfere with the erection, maintenance, removal or replacement of a snow fence by the minister; or
- (c) refuse access to land on which a snow fence may be erected, maintained, removed or replaced under subsection (1) to a person exercising a power under this section.

Absence de dédommagement

25(2) L'érection, la présence, l'entretien ou l'enlèvement par le ministre d'une barrière à neige sur une propriété privée ne donnent droit à aucune indemnisation ni à des dommages-intérêts.

Caractère public des barrières à neige

25(3) Les barrières à neige érigées par le ministre en vertu du paragraphe (1) sont réputées être des ouvrages publics placés sous son autorité.

Interdiction — barrières à neige

25(4) Il est interdit :

- a) d'enlever ou de détruire une barrière à neige érigée par le ministre;
- b) de nuire à l'érection, à l'entretien, à l'enlèvement ou au remplacement d'une barrière à neige par le ministre;
- c) de refuser l'accès à un bien-fonds sur lequel une barrière à neige peut être érigée, entretenue, enlevée ou remplacée en vertu du paragraphe (1) par une personne exerçant ses attributions sous le régime du présent article.

FUNDING OF HIGHWAY CONSTRUCTION

FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION DE VOIES PUBLIQUES

Contribution agreements for municipal roads

26(1) To assist in the construction, maintenance or repair of a highway in a municipality, other than a departmental road, the minister may, on behalf of the government, enter into an agreement with that municipality to do one or more of the following:

- (a) supply some or all of the materials or labour, or both, at the government's expense or at the expense of the municipality;
- (b) pay for some or all of the costs incurred by the municipality for the construction, maintenance or repair of the highway.

Accords — participation au financement des routes municipales

26(1) Afin d'aider à la construction, à l'entretien ou à la réparation d'une voie publique dans une municipalité, à l'exception d'une route de régime provincial, le ministre peut, au nom du gouvernement, conclure un accord avec cette municipalité à l'une ou l'autre des fins suivantes :

- a) la fourniture de la totalité ou d'une partie des matériaux ou de la main-d'œuvre aux frais du gouvernement ou de la municipalité;

b) le paiement de la totalité ou d'une partie des frais engagés pour la construction, l'entretien ou la réparation de la voie publique.

Municipal responsibility for maintenance

26(2) Unless the agreement states otherwise, the municipality is responsible for maintaining the highway and must keep it properly maintained.

Responsabilité municipale à l'égard de l'entretien

26(2) À moins de stipulation contraire dans l'accord, la municipalité est responsable de l'entretien de la voie publique et doit la garder adéquatement entretenue.

Power of minister to maintain

26(3) If the minister is of the opinion that a municipality is not properly maintaining the highway,

(a) the minister may perform any work necessary to properly maintain the highway, or cause such work to be performed; and

(b) the cost of the work is a debt due to the government by the municipality.

Responsabilité du ministre à l'égard de l'entretien

26(3) Si le ministre estime qu'une municipalité n'entretient pas adéquatement une voie publique :

a) il peut exécuter, ou faire exécuter, les travaux nécessaires pour entretenir la voie publique;

b) le coût des travaux constitue une créance du gouvernement à l'égard de la municipalité.

Highways in unorganized territory

27 In respect of a highway in unorganized territory, the minister may, on behalf of the government, enter into an agreement with a school district or person to construct, maintain or repair the highway partially or wholly at the school district's or person's expense.

Voies publiques dans un territoire non organisé

27 Le ministre peut, au nom du gouvernement, conclure un accord avec un district scolaire ou une autre personne pour construire, entretenir ou réparer une voie publique qui se trouve dans un territoire non organisé. Le district ou la personne assume la totalité ou une partie des frais engagés.

PROTECTION OF HIGHWAYS

PROTECTION DES VOIES PUBLIQUES

Permit for accesses and objects on or near departmental road

28(1) Subject to the regulations, a person must not do any of the following unless the minister has issued a permit for the activity:

(a) construct, modify or relocate an access or intensify its use;

(b) construct, modify or relocate a structure, or change or intensify the use of a structure,

(i) on or across a departmental road, or

Permis — bretelles et objets près d'une route de régime provincial

28(1) Sous réserve des règlements, il est interdit de faire ce qui suit si le ministre n'a pas délivré de permis pour cette activité :

a) construire, modifier ou déplacer une bretelle ou en intensifier l'usage;

b) construire, modifier ou déplacer une construction se trouvant sur une route de régime provincial, ou encore au-dessus ou au-dessous de celle-ci, ou dans une zone contrôlée ou en modifier ou en intensifier l'usage;

- (ii) in a controlled area;
- (c) plant a tree within 15 m of a departmental road located outside
 - (i) the City of Winnipeg, and
 - (ii) an urban municipality or local urban district established or continued under *The Municipal Act*, including, for certainty, a city having a special charter;
- (d) keep
 - (i) an access or structure that was constructed, modified or relocated, or whose use was intensified, in violation of clause (a) or (b), or
 - (ii) a tree planted in violation of clause (c).

Exemption

28(2) Despite subsection (1), a person may, without a permit,

- (a) post a notice as required under section 170 of *The Planning Act*; or
- (b) make reasonably necessary repairs to an existing structure in a controlled area.

Applications for permit

28(3) An application for a permit under subsection (1) must be accompanied by any plans, drawings, designs and specifications that the minister requires.

Issuance of permit

28(4) The minister may issue a permit for any of the activities set out in subsection (1) on terms and conditions that the minister considers appropriate.

Suspension or cancellation of permit

28(5) If a person to whom the minister has issued a permit under subsection (4) fails to comply with any term or condition of the permit, the minister may

c) planter un arbre dans un rayon de 15 mètres d'une route de régime provincial située à l'extérieur :

- (i) de la ville de Winnipeg,
- (ii) d'une municipalité urbaine ou d'un district local urbain constitué ou maintenu en vertu de la *Loi sur les municipalités*, y compris d'une ville ayant sa propre charte;

d) conserver :

- (i) soit une bretelle ou une construction qui a été érigée, modifiée ou déplacée ou dont l'usage s'est intensifié en contravention avec l'alinéa a) ou b),
- (ii) soit un arbre planté en contravention avec l'alinéa c).

Exemption

28(2) Malgré le paragraphe (1), une personne peut, sans permis :

- a) soit afficher un avis exigé en vertu de l'article 170 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*;
- b) soit faire des réparations raisonnablement nécessaires à une construction existante dans une zone contrôlée.

Demande de permis

28(3) La demande de permis présentée en vertu du paragraphe (1) est accompagnée des plans, dessins et devis exigés par le ministre.

Délivrance de permis

28(4) Le ministre peut délivrer un permis pour une activité visée au paragraphe (1) et l'assortir des modalités qu'il estime indiquées.

Suspension ou annulation de permis

28(5) Si le titulaire d'un permis délivré en vertu du paragraphe (4) n'en respecte pas les modalités, le ministre peut :

(a) suspend the permit for a stated period of time or until a term or condition has been met; or

(b) cancel the permit.

Power of entry

28(6) For the purpose of investigating any matter relating to a permit or an application for a permit, the minister may enter onto the land or premises to which the permit or application relates without the consent of the permit holder, applicant, or owner or lessee of the land or premises.

Interference prohibited

28(7) A person must not obstruct, hinder or interfere with the exercise of the minister's power under subsection (6).

Permission for activities on a departmental road

29 Subject to the regulations, a person must not do any of the following without the permission of the minister:

(a) deposit any material on a departmental road;

(b) discharge water onto a departmental road or into any drainage infrastructure that forms part of a departmental road;

(c) plant anything on a departmental road.

Removal orders

30(1) The minister may order a person who violates section 28 or 29 to remove the unauthorized object within the time specified by the minister.

Service of removal order

30(2) A removal order made under this section may be served in person or by registered mail to the last known address of the person named in the order.

a) soit suspendre le permis pour une période fixe ou jusqu'à l'observation d'une modalité;

b) soit annuler le permis.

Pouvoir de pénétrer dans des biens-fonds ou des lieux

28(6) Afin d'enquêter sur toute question liée à un permis ou à une demande de permis, le ministre peut pénétrer dans le bien-fonds ou les lieux que vise le permis ou la demande sans le consentement du titulaire du permis, de l'auteur de la demande ou du propriétaire ou du locataire du bien-fonds ou des lieux.

Entrave interdite

28(7) Il est interdit de gêner ou d'entraver l'exercice du pouvoir du ministre en vertu du paragraphe (6).

Autorisation pour certaines activités sur une route de régime provincial

29 Sous réserve des règlements, il est interdit de faire ce qui suit sans l'autorisation du ministre :

a) déposer des matériaux sur une route de régime provincial;

b) déverser de l'eau sur une route de régime provincial ou dans toute infrastructure de drainage qui en fait partie;

c) planter quoi que ce soit sur une route de régime provincial.

Arrêtés — enlèvement d'objets

30(1) Le ministre peut, par arrêté, ordonner à la personne qui contrevient à l'article 28 ou 29 d'enlever l'objet non autorisé dans le délai qu'il fixe.

Signification de l'arrêté

30(2) L'arrêté peut être signifié à personne ou par courrier recommandé à la dernière adresse connue du destinataire y indiqué.

Removal of accesses or objects near a departmental road

30(3) The minister may remove an access, structure or tree constructed, kept, used or planted in violation of section 28 if

(a) the minister has issued a removal order to a person in respect of the object and the person has not complied with the order within the time specified in the order; or

(b) despite reasonable efforts, the minister cannot determine who owns or controls the object.

Removal of objects from departmental road

30(4) The minister may remove anything deposited or planted in violation of section 29 whether or not the minister has issued an order for its removal under subsection (1).

Cost of removal

30(5) Any cost incurred by the minister under subsection (3) or (4) is a debt due to the government

(a) by the person or persons named in the order made under subsection (1); or

(b) if the object was removed without an order being issued, by the person who owned or controlled the object.

If two or more persons are liable for the debt, they are jointly and severally liable for it.

Abandonment of vehicles or equipment

31(1) A person must not abandon a vehicle or equipment on a departmental road.

Permanent removal of abandoned vehicles or equipment

31(2) If a vehicle or equipment has been abandoned on a departmental road,

Enlèvement de bretelles ou d'objets près d'une route de régime provincial

30(3) Le ministre peut enlever une bretelle, une construction ou un arbre érigé, conservé, utilisé ou planté en contravention avec l'article 28 dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) il a rendu un arrêté ordonnant l'enlèvement de l'objet et la personne concernée ne s'y est pas conformée dans le délai imparti;

b) malgré des efforts raisonnables, il n'est pas en mesure de déterminer qui est propriétaire de l'objet ou en a la responsabilité.

Enlèvement d'objets sur une route de régime provincial

30(4) Le ministre peut enlever toute chose déposée ou plantée en contravention avec l'article 29 peu importe s'il a rendu un arrêté en vertu du paragraphe (1).

Frais d'enlèvement

30(5) Les frais engagés par le ministre en vertu du paragraphe (3) ou (4) constituent une créance du gouvernement à l'égard des personnes suivantes :

a) la ou les personnes visées par l'arrêté rendu en vertu du paragraphe (1);

b) si l'objet a été enlevé sans qu'un arrêté soit rendu, la ou les personnes qui en étaient propriétaires ou qui en avaient la responsabilité.

Si plusieurs personnes sont responsables de la dette, elles sont solidairement débitrices.

Abandon de véhicules ou de matériel

31(1) Il est interdit d'abandonner un véhicule ou du matériel sur une route de régime provincial.

Enlèvement permanent de véhicules et de matériel abandonnés

31(2) Si des véhicules ou du matériel ont été abandonnés sur une route de régime provincial :

(a) the minister or a peace officer may permanently remove it and

(i) place it in storage,

(ii) place it on any unoccupied Crown land, or

(iii) dispose of it in the manner the minister directs;

(b) the minister may recover the cost of the removal, storage or disposal from the owner of the vehicle or equipment as a debt due to the government; and

(c) neither the owner of the vehicle or equipment nor any person having an interest in it has a right to any compensation or damages arising from the vehicle or equipment being removed, stored or disposed.

a) le ministre ou un agent de la paix peut les enlever de façon permanente et poser l'un ou l'autre des actes suivants :

(i) les mettre en entrepôt,

(ii) les placer sur des terres domaniales non occupées,

(iii) en disposer de toute manière selon les instructions du ministre;

b) le ministre peut recouvrer les frais de l'enlèvement, de l'entreposage ou de la disposition auprès du propriétaire du véhicule ou du matériel à titre de créance du gouvernement;

c) le propriétaire du véhicule ou du matériel ou la personne qui détient un intérêt à son égard n'a droit à aucune indemnisation ni à des dommages-intérêts à la suite de l'enlèvement, de l'entreposage ou de la disposition du véhicule ou du matériel.

When vehicle or equipment deemed abandoned

31(3) A vehicle or equipment that has been left on a departmental road for a continuous period of 30 days is deemed to be abandoned.

Removal agreements

32 The minister may, on behalf of the government, enter into an agreement with the owner of land adjacent to a departmental road for the removal of a structure or object, or a tree, shrub or other plant, on or under the land if the minister is of the view that its presence may

(a) create a safety hazard to any person;

(b) damage or pose a risk of damage to the departmental road; or

(c) result in snow drifting onto or accumulating on the departmental road.

Présomption

31(3) Tout véhicule ou matériel qui a été laissé sur une route de régime provincial pendant une période continue de 30 jours est réputé avoir été abandonné.

Accords — enlèvement d'objets

32 S'il estime que l'une ou l'autre des conditions indiquées ci-dessous s'applique, le ministre peut, au nom du gouvernement, conclure un accord avec le propriétaire d'un bien-fonds contigu à une route de régime provincial en vue de l'enlèvement d'une construction ou d'un objet, d'un arbre, d'un arbuste ou d'une autre plante qui se trouve sur le bien-fonds ou sous sa surface :

a) leur présence peut constituer un danger pour la sécurité de toute personne;

b) leur présence peut endommager ou risquer d'endommager la route;

c) leur présence peut entraîner l'amoncellement ou l'accumulation de neige sur la route.

Temporary moving of vehicles or equipment

33 If a vehicle or equipment parked or left on a departmental road interferes with the construction, maintenance or repair of the road or creates a safety hazard or hindrance to traffic,

(a) the minister may move the vehicle or equipment to the nearest location where it does not interfere with the construction, maintenance or repair of the road or create a safety hazard or hindrance to traffic; and

(b) neither the owner of the vehicle or equipment nor any person having an interest in it has a right to any compensation or damages arising from it being moved.

Temporary road closings

34(1) The minister may

(a) temporarily close a departmental road for as long as the minister considers advisable to conduct maintenance, repairs or other work on the road or to protect against a safety hazard; and

(b) erect signs, notices or barriers to prevent people from using the road while it is closed.

Prohibition re closed roads

34(2) A person must not

(a) use a departmental road closed under subsection (1); or

(b) remove a sign, notice or barrier erected under subsection (1).

No liability to person using closed road

34(3) A person using a departmental road closed under subsection (1) does so at his or her own risk and has no right to compensation or damages against the minister, the government, or any officer, employee or agent of the government for any injuries or damages sustained while using the road.

Déplacement temporaire de véhicules ou de matériel

33 Si un véhicule ou du matériel stationné ou laissé sur une route de régime provincial gêne la construction, l'entretien ou la réparation de la route ou crée un danger pour la circulation ou nuit à celle-ci :

a) le ministre peut déplacer le véhicule ou le matériel vers l'endroit le plus proche permettant de remédier à la situation;

b) le propriétaire du véhicule ou du matériel, ou la personne qui détient un intérêt à son égard, n'a droit à aucune indemnisation ni à des dommages-intérêts à la suite de son déplacement.

Fermetures temporaires de routes

34(1) Le ministre peut, à la fois :

a) fermer temporairement une route de régime provincial pour la période qu'il estime souhaitable pour y effectuer des travaux de réparation, d'entretien ou autres ou par mesure de protection contre des dangers pour la sécurité;

b) placer des affiches, des avis ou des barrières pour empêcher les gens d'utiliser la route pendant sa fermeture.

Interdictions relatives aux routes fermées

34(2) Il est interdit :

a) d'utiliser une route de régime provincial fermée en vertu du paragraphe (1);

b) d'enlever une affiche, un avis ou une barrière placé en vertu du paragraphe (1).

Aucune responsabilité en cas d'utilisation d'une route fermée

34(3) Quiconque utilise une route de régime provincial fermée en vertu du paragraphe (1) le fait à ses propres risques et n'a aucun recours pour une indemnisation ou des dommages-intérêts contre le ministre, le gouvernement ou un cadre, employé ou mandataire du gouvernement au titre de blessures ou de dommages subis en utilisant la route.

Liability to government

34(4) A person who uses a departmental road closed under subsection (1) or removes a sign, notice or barrier erected under that subsection is liable to the government for

- (a) any damage to the departmental road, sign, notice or barrier sustained as a result of the person's actions; and
- (b) any claim against the government arising out of the person's actions.

Alternative routes

34(5) If a departmental road is closed under subsection (1) or is undergoing any construction, maintenance or repair,

- (a) the minister may
 - (i) provide, construct, maintain or repair an alternative route for traffic, which may include a highway under the jurisdiction of a municipality, and
 - (ii) enter into an agreement with a municipality for the purpose of providing, constructing, maintaining or repairing an alternative route and for the payment of the associated costs; and
- (b) any expenditure incurred under this subsection is to be treated as a cost of the work being done on the departmental road.

Prohibition re damage to departmental roads

35(1) A person must not

- (a) drive or tow any vehicle, trailer or object on a departmental road in a manner that causes, or is likely to cause, damage to the departmental road; or
- (b) wilfully or negligently damage a departmental road or make it difficult or impossible to use.

Responsabilité envers le gouvernement

34(4) Quiconque utilise une route de régime provincial fermée en vertu du paragraphe (1) ou enlève une affiche, un avis ou une barrière placé en vertu de cette disposition répond au gouvernement de ce qui suit :

- a) les dommages à la route, aux affiches, aux avis ou aux barrières causés par les actes de la personne;
- b) toute réclamation contre le gouvernement résultant des actes de la personne.

Déviations

34(5) Lorsqu'une route de régime provincial est fermée en vertu du paragraphe (1) ou qu'elle fait l'objet de travaux de construction, d'entretien ou de réparation :

- a) le ministre peut, à la fois :
 - (i) fournir, construire, entretenir ou réparer une déviation pour la circulation, laquelle peut comprendre une voie publique sous la responsabilité d'une municipalité,
 - (ii) conclure un accord avec une municipalité en vue de la fourniture, de la construction, de l'entretien ou de la réparation d'une déviation et du paiement des frais afférents;
- b) les dépenses faites en vertu du présent paragraphe sont traitées comme le coût de travaux effectués sur la route de régime provincial.

Interdictions liées aux dommages aux routes de régime provincial

35(1) Il est interdit :

- a) de conduire ou de remorquer un véhicule, une remorque ou un objet sur une route de régime provincial d'une façon qui cause, ou peut vraisemblablement causer, des dommages à la route;
- b) intentionnellement ou par négligence, de causer des dommages à une route de régime provincial ou de la rendre difficile ou impossible à utiliser.

Liability to government

35(2) A person who violates subsection (1) is liable to the government for

- (a) any damage to the departmental road sustained as a result of the violation; and
- (b) any claim against the government arising out of the violation.

Responsabilité envers le gouvernement

35(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) répond au gouvernement de ce qui suit :

- a) les dommages causés à la route de régime provincial résultant de la contravention;
- b) toute réclamation contre le gouvernement provoquée par la contravention.

PART 4

MANITOBA TRUCKING PRODUCTIVITY IMPROVEMENT FUND

Manitoba Trucking Productivity Improvement Fund continued

36(1) The Manitoba Trucking Productivity Improvement Fund is continued for the purpose of funding, or supplementing the funding of,

- (a) highway rehabilitation to remedy accelerated deterioration attributed to overweight or overdimensional vehicle traffic;
- (b) improvements in the load-carrying capacity, productivity and safety of highways; and
- (c) other projects or initiatives that are prescribed in the regulations and are for the benefit of Manitobans and the trucking industry.

Deposit in the Consolidated Fund

36(2) Money in the fund must be deposited in a separate, interest-bearing account in the Consolidated Fund in trust for the fund. Separate accounts in the fund may be established for money intended for particular projects or initiatives, or received from particular sources.

Payments into the fund

36(3) Despite *The Financial Administration Act*, the following must be paid directly into the fund:

- (a) permit fees paid under *The Highway Traffic Act* in respect of overweight or overdimensional vehicles prescribed in the regulations as payable into the fund, or any portion of such fees prescribed in the regulations as payable;

PARTIE 4

FONDS D'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ DE L'INDUSTRIE DU TRANSPORT ROUTIER AU MANITOBA

Fonds d'amélioration de la productivité de l'industrie du transport routier au Manitoba

36(1) Est maintenu le Fonds d'amélioration de la productivité de l'industrie du transport routier au Manitoba qui vise à financer les activités suivantes ou à suppléer à leur financement :

- a) réfection des voies publiques qui se détériorent rapidement en raison de la circulation de véhicules surchargés ou surdimensionnés;
- b) amélioration de la possibilité de résistance au roulage, de la rentabilité et de la sécurité des voies publiques;
- c) autres projets qui profiteront à la population manitobaine et à l'industrie du transport routier qui sont prévus par règlement.

Dépôt au Trésor

36(2) L'actif du Fonds est déposé en fiducie dans un compte distinct du Trésor portant intérêt. Des comptes distincts peuvent être établis dans le Fonds afin que les sommes destinées à certains projets ou provenant de certaines sources soient portées à leur crédit.

Versements dans le Fonds

36(3) Malgré la *Loi sur la gestion des finances publiques*, sont versés directement dans le Fonds :

- a) tout ou partie des droits visant les permis qui sont payés en vertu du *Code de la route* à l'égard des véhicules surchargés ou surdimensionnés et qui, selon les règlements, y sont payables;
- b) tout ou partie des peines pécuniaires qui sont visées à l'alinéa 322.1(3)d) du *Code de la route* et qui, selon les règlements, y sont payables;

(b) monetary penalties imposed under clause 322.1(3)(d) of *The Highway Traffic Act* prescribed in the regulations as payable into the fund, or any portion of such penalties prescribed as payable;

(c) contributions made by private sector contributors, or other governments, by arrangement or agreement with the government in relation to rehabilitating or improving specific highways or portions of highways, or specific highway infrastructure;

(d) any other amounts prescribed in the regulations as payable into the fund;

(e) interest and other income accruing to the fund.

Managing the fund and paying expenses

36(4) The fund is to be managed by the minister, who may authorize payments from the fund to meet the administrative expenses of operating the fund.

Other payments out of the fund

36(5) When money is appropriated for a purpose of the fund, the minister may authorize a payment from the fund to offset the expenditure in whole or in part.

Audit

36(6) The accounts and transactions of the fund must be audited annually by an auditor, who may be the Auditor General, appointed by the Minister of Finance. The cost of the audit is an administrative expense of operating the fund.

Fiscal reporting

36(7) Each year, the minister must cause a financial statement of the fund to be prepared, which is to be included in the annual report of the department over which the minister presides.

Agreements about contributions to the fund

36(8) The minister may enter into agreements with private sector contributors or governments about contributions to be paid into the fund under clause (3)(c) and how the contributions are to be used.

c) les contributions payées par d'autres gouvernements ou des représentants du secteur privé en vertu d'accords avec le gouvernement en vue de la réfection ou de l'amélioration de voies publiques ou de sections de voies publiques particulières ou d'une infrastructure routière donnée;

d) les sommes qui, en vertu des règlements, y sont payables;

e) les intérêts et les autres revenus qui s'y accumulent.

Gestion du Fonds et paiement des dépenses

36(4) Le ministre gère le Fonds; il peut autoriser sur celui-ci le paiement des dépenses administratives liées à son fonctionnement.

Autres paiements sur le Fonds

36(5) Lorsque des sommes sont affectées aux fins que prévoit le Fonds, le ministre peut autoriser un paiement sur celui-ci afin de compenser en tout ou en partie la dépense ainsi faite.

Vérification

36(6) Les comptes et les opérations du Fonds sont vérifiés annuellement par un vérificateur, lequel peut être le vérificateur général, nommé par le ministre des Finances. Les frais de vérification constituent une dépense administrative liée au fonctionnement du Fonds.

Rapport financier

36(7) Le ministre fait dresser chaque année l'état financier du Fonds et l'inclut dans le rapport annuel de son ministère.

Accords concernant les contributions au Fonds

36(8) Le ministre peut conclure avec les gouvernements ou les représentants du secteur privé des accords au sujet des contributions devant être versées au Fonds en vertu de l'alinéa (3)c) et de leur affectation.

PART 5

GENERAL

Crown bound

37 The Crown is bound by this Act.

Delegation by minister

38 The minister may delegate to a person employed in the minister's department the exercise of any power, duty or function of the minister under this Act, except the power to make regulations.

Evidence — plans, maps etc.

39(1) In a prosecution for an offence under this Act, or in an action brought to enforce any provision of this Act, the following are admissible into evidence as prima facie proof of their contents:

(a) a plan of survey certified as correct by a qualified member of the Association of Manitoba Land Surveyors or by a qualified member of the Association of Professional Engineers and Geoscientists of the Province of Manitoba;

(b) a plan or map made from an aerial survey and certified as correct by a qualified member of the Association of Manitoba Land Surveyors or by a qualified member of the Association of Professional Engineers and Geoscientists of the Province of Manitoba;

(c) a photograph, certified as to the date on which it was taken, and the location at which it was taken, by the person taking the photograph and by

(i) a qualified member of the Association of Manitoba Land Surveyors, or

(ii) a qualified member of the Association of Professional Engineers and Geoscientists of the Province of Manitoba.

PARTIE 5

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Couronne liée

37 La Couronne est liée par la présente loi.

Délégation par le ministre

38 Le ministre peut déléguer à un employé de son ministère ses attributions sous le régime de la présente loi, à l'exclusion du pouvoir de prendre des règlements.

Valeur probante de certains documents

39(1) Dans le cadre de poursuites à l'égard d'infractions à la présente loi ou de mesures prises pour l'appliquer, les documents suivants constituent une preuve prima facie de leur contenu :

a) les plans d'arpentage attestés par un membre qualifié de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Manitoba ou de l'Association des ingénieurs et des géoscientifiques du Manitoba;

b) les plans et cartes établis par levés aériens et attestés par un membre qualifié de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Manitoba ou de l'Association des ingénieurs et des géoscientifiques du Manitoba;

c) les photographies dont la date et le lieu sont attestés par le photographe et un membre qualifié :

(i) soit de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Manitoba,

(ii) soit de l'Association des ingénieurs et des géoscientifiques du Manitoba.

Certified documents

39(2) A document certified by the minister to be a true copy of any map, plan, order, correspondence or other document signed by the minister is admissible in evidence in any legal proceeding in the same manner as the original document.

Regulations — Lieutenant Governor in Council

40(1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing an amount for the purpose of subsection 9(3);
- (b) prescribing when and at what rate interest is payable under subsection 10(3);
- (c) prescribing amounts for the purpose of clauses 13(2)(a) and (b);
- (d) prescribing circumstances or terms and conditions under which the minister may sell, exchange, dispose of or lease property without the approval of the Lieutenant Governor in Council;
- (e) prescribing circumstances or terms and conditions under which the minister may enter into an agreement under section 14 without the approval of the Lieutenant Governor in Council;
- (f) prescribing fees payable in respect of permits, licences or applications under this Act;
- (g) respecting the operation and administration of the Manitoba Trucking Productivity Improvement Fund, including prescribing
 - (i) additional projects and initiatives for which money from the fund may be used,
 - (ii) fees or penalties, or portions of fees or penalties, that are to be paid into the fund, and
 - (iii) other amounts that are to be paid into the fund;
- (h) defining a word or phrase used but not defined in this Act;

Documents certifiés conformes

39(2) Peuvent être reçues à titre de preuve dans une instance, au même titre que l'original, les copies certifiées conformes par le ministre de cartes, de plans, d'arrêtés, de lettres ou d'autres documents signés par lui.

Règlements — lieutenant-gouverneur en conseil

40(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) fixer un montant pour l'application du paragraphe 9(3);
- b) prévoir quand et à quel taux des intérêts sont versés en vertu du paragraphe 10(3);
- c) fixer les montants pour l'application des alinéas 13(2)a) et b);
- d) prévoir dans quelles circonstances ou selon quelles modalités le ministre peut vendre, échanger, ou louer un bien ou en disposer sans l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil;
- e) prévoir dans quelles circonstances ou selon quelles modalités le ministre peut conclure un accord en vertu de l'article 14 sans l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil;
- f) fixer les droits exigibles pour les permis, licences ou demandes sous le régime de la présente loi;
- g) régir le fonctionnement et l'administration du Fonds d'amélioration de la productivité de l'industrie du transport routier au Manitoba, notamment :
 - (i) les projets supplémentaires pouvant bénéficier de l'appui financier du Fonds,
 - (ii) les droits ou peines pécuniaires, ou parties de ces droits ou peines, devant être versés au Fonds,
 - (iii) les autres sommes devant être versées au Fonds;
- h) définir les termes qui figurent dans la présente loi, mais qui n'y sont pas définis;

(i) respecting any other matter the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable for the administration of this Act.

i) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire ou souhaitable pour l'application de la présente loi.

Regulations — minister

40(2) The minister may make regulations

(a) exempting anything from the definition "structure" for the purposes of this Act;

(b) declaring an existing or proposed highway to be a provincial trunk highway or provincial road;

(c) assigning a number to a provincial trunk highway or a provincial road;

(d) exempting all or a portion of a provincial trunk highway from being a limited-access highway;

(e) designating all or a portion of a departmental road as a limited-access highway;

(f) designating all or a portion of a departmental road as a freeway;

(g) exempting any area from being a controlled area;

(h) in respect of a limited-access highway or freeway, designating as a controlled area an area not exceeding

(i) at an intersection between the limited-access highway or freeway and another highway, the area outside the right-of-way of the limited-access highway or freeway that is within a radius of 457.2 m from the point at which the centre lines of the roadways of the two highways, measured from the curbs or, in the absence of curbs, from the edges of the roadway, intersect, or

(ii) in any other case, the area outside the right-of-way of the limited-access highway or freeway that is within 76.2 m from the outer edge of the right-of-way on each side of the limited-access highway or freeway;

Règlements — ministre

40(2) Le ministre peut, par règlement :

a) pour l'application de la présente loi, exclure toute chose de la définition de « construction »;

b) déclarer qu'une voie publique ou une voie publique proposée est une route provinciale à grande circulation ou route provinciale secondaire;

c) attribuer une désignation numérique à une route provinciale à grande circulation ou à une route provinciale secondaire;

d) exclure la totalité ou une section d'une route provinciale à grande circulation d'une route à accès limité;

e) désigner la totalité ou une section d'une route de régime provincial à titre de route à accès limité;

f) désigner la totalité ou une section d'une route de régime provincial à titre d'autoroute;

g) exclure une zone d'une zone contrôlée;

h) relativement à une route à accès limité ou à une autoroute, désigner à titre de zone contrôlée une zone ne pouvant excéder :

(i) à l'intersection entre une route à accès limité ou une autoroute et une autre voie publique, la zone à l'extérieur de l'emprise de la route à accès limité ou de l'autoroute située dans un rayon de 457,2 mètres à partir du point d'intersection des lignes médianes des deux voies publiques, mesuré à partir des bordures ou, faute de bordures, à partir des bords de la chaussée,

(ii) dans les autres cas, la zone à l'extérieur de l'emprise de la route à accès limité ou de l'autoroute située à 76,2 mètres ou moins du bord extérieur de l'emprise de chaque côté de la route à accès limité ou de l'autoroute;

(i) respecting the form of permits issued by the minister and the terms and conditions on which such permits may be issued;

(j) exempting activities on a departmental road or in a controlled area from a permit or approval requirement under this Act;

(k) respecting standards, specifications and requirements in respect of the construction, modification, relocation or use of an access to a departmental road or of a structure in a controlled area.

i) prendre des mesures concernant la forme des permis qu'il délivre et les modalités dont ils peuvent être assortis;

j) prévoir les activités sur une route de régime provincial ou dans une zone contrôlée qui n'ont pas à faire l'objet d'un permis ni d'une approbation sous le régime de la présente loi;

k) régir les normes, spécifications et exigences en matière de construction, de modification, de déplacement ou d'utilisation d'une bretelle vers une route de régime provincial ou d'une construction dans une zone contrôlée.

PART 6

TRANSITIONAL, CONSEQUENTIAL,
REPEAL, C.C.S.M. REFERENCE
AND COMING INTO FORCE

TRANSITIONAL PROVISIONS

Definitions

41 *The following definitions apply in sections 42 to 48.*

"former Act" means any of the following as they read immediately before being repealed by this Act:

(a) *The Highways and Transportation Act, R.S.M. 1987, c. H40;*

(b) *The Highways Protection Act, R.S.M. 1987, c. H50. (« loi antérieure »)*

"traffic board" means The Highway Traffic Board continued under The Highways Protection Act, as that Act read immediately before the coming into force of this section. (« Conseil routier »)

Permits and permissions

42(1) *A permit or permission issued under the authority of a former Act that is in effect on the day this section comes into force is deemed to be a permit or permission issued under this Act and is to be dealt with in accordance with this Act.*

Terms and conditions continue

42(2) *If a permit described in subsection (1) was issued subject to an expiry date or to one or more conditions, the permit is continued subject to that expiry date or those conditions.*

PARTIE 6

DISPOSITIONS TRANSITOIRES
MODIFICATIONS CORRÉLATIVES,
ABROGATION, CODIFICATION
PERMANENTE ET ENTRÉE EN VIGUEUR

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Définitions

41 *Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 42 à 48.*

« Conseil routier » Le Conseil routier prorogé en vertu de la Loi sur la protection des voies publiques, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article. ("traffic board")

« loi antérieure » L'une ou l'autre des lois suivantes, dans sa version antérieure à son abrogation par la présente loi :

a) *la Loi sur la voirie et le transport, c. H40 des L.R.M. 1987;*

b) *la Loi sur la protection des voies publiques, c. H50 des L.R.M. 1987. ("former Act")*

Permis et autorisations

42(1) *Les permis et les autorisations octroyés sous le régime d'une loi antérieure qui sont en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent article sont réputés être des permis et des autorisations, respectivement, octroyés en vertu de la présente loi et sont régis en conformité avec la présente loi.*

Maintien des modalités

42(2) *Si un permis visé au paragraphe (1) a été octroyé avec une date d'expiration ou assorti de modalités, le permis est maintenu avec cette date d'expiration ou assorti de ces modalités.*

Transitional — tenders

43 *If the closing date for a response to an invitation to tender issued under the former Act is on or after the coming into force of this section, the tender is to be dealt with in accordance with this Act.*

Dissolution of traffic board

44 *On the coming into force of this section,*

(a) the traffic board is dissolved;

(b) the appointments of the members of the traffic board are terminated, and all rights and obligations of the members in relation to or under those appointments are extinguished;

(c) the rights and property of the traffic board are transferred to the government and all of its liabilities and obligations are assumed by the government; and

(d) a legal proceeding or action that has been commenced or may be commenced by or against the traffic board may be continued or commenced by or against the government.

Proceedings before traffic board

45 *On the coming into force of this section, any application to, or proceeding before, the traffic board under a former Act in respect of which the traffic board has not issued a decision when this section comes into force is deemed to be abandoned.*

Appeals

46 *If, on the coming into force of this section, the traffic board has issued a decision in respect of which a former Act provides a right of appeal to The Public Utilities Board, and the time period for appealing the decision under the former Act has not yet expired, the right to appeal continues and The Public Utilities Board may deal with the appeal as if the former Act remained in force.*

Disposition transitoire — appel d'offres

43 *Si la date limite pour répondre à un appel d'offres fait en vertu de la loi antérieure est la date d'entrée en vigueur du présent article ou est postérieure à celle-ci, l'appel d'offres est traité en conformité avec le présent article.*

Dissolution du Conseil routier

44 *À l'entrée en vigueur du présent article :*

a) le Conseil routier est dissous;

b) les nominations des membres du Conseil sont annulées et les droits et obligations des membres en lien avec ces nominations, ou en vertu de celles-ci, sont éteints;

c) les droits et l'actif du Conseil routier sont transférés au gouvernement et ses responsabilités et obligations sont assumées par le gouvernement;

d) les actions et poursuites judiciaires qui ont été intentées ou peuvent l'être par ou contre le Conseil routier peuvent être maintenues ou intentées par ou contre le gouvernement.

Instances devant le Conseil routier

45 *À l'entrée en vigueur du présent article, les demandes présentées au Conseil routier, ou les instances devant lui, sous le régime d'une loi antérieure à l'égard desquelles le Conseil routier n'a pas rendu de décision lorsque le présent article entre en vigueur, sont réputées abandonnées.*

Appels

46 *Si, à l'entrée en vigueur du présent article, le Conseil routier a rendu une décision à l'égard de laquelle une loi antérieure prévoit un droit d'appel, et que le délai pour interjeter appel de la décision auprès de la Régie des services publics en vertu de la loi antérieure n'est pas encore expiré, le droit d'appel est maintenu et la Régie peut traiter l'appel comme si la loi antérieure demeurait en vigueur.*

Regulations — transitional matters

47(1) *The Lieutenant Governor in Council may make regulations to remedy any difficulty, inconsistency or impossibility resulting from the transition from the former Act to this Act.*

Retroactivity

47(2) *A regulation made under subsection (1) may be made retroactive to the extent set out in the regulation.*

Regulations continued

48 *The following regulations made under a former Act are continued under this Act as if they had been made under this Act:*

*(a) the **Declaration of Provincial Roads (Access Roads) Regulation**, Manitoba Regulation 414/88 R;*

*(b) the **Declaration of Provincial Roads Regulation**, Manitoba Regulation 413/88 R;*

*(c) the **Declaration of Provincial Trunk Highways Regulation**, Manitoba Regulation 415/88 R.*

Règlements — questions transitoires

47(1) *Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour remédier à toute difficulté, incohérence ou impossibilité résultant de l'application transitoire d'une loi antérieure.*

Rétroactivité

47(2) *Un règlement pris en vertu du paragraphe (1) peut être rétroactif dans la mesure prévue dans le règlement.*

Règlements maintenus

48 *Les règlements suivants sont maintenus sous le régime de la présente loi comme s'ils avaient été pris en vertu de celle-ci :*

*a) le **Règlement sur le classement des routes provinciales secondaires (bretelles)**, R.M. 414/88 R;*

*b) le **Règlement sur le classement des routes provinciales secondaires**, R.M. 413/88 R;*

*c) le **Règlement sur le classement des routes provinciales à grande circulation**, R.M. 415/88 R.*

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

C.C.S.M. c. E190 amended

49 *Subsection 25(2) of **The Expropriation Act** is amended by striking out "of The Highways and Transportation Act or The Highways Protection Act" and substituting "of The Transportation Infrastructure Act".*

C.C.S.M. c. G50 amended

50 *Subsections 24(1) and 33(2) of **The Gas Pipe Line Act** are amended by striking out "in The Highways and Transportation Act" and substituting "in The Transportation Infrastructure Act".*

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Modification du c. E190 de la C.P.L.M.

49 *Le paragraphe 25(2) de la **Loi sur l'expropriation** est modifié par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport ou de la Loi sur la protection des voies publiques », de « Loi sur les infrastructures de transport ».*

Modification du c. G50 de la C.P.L.M.

50 *Les paragraphes 24(1) et 33(2) de la **Loi sur les gazoducs** sont modifiés par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport », de « Loi sur les infrastructures de transport ».*

C.C.S.M. c. M225 amended

51(1) *The Municipal Act is amended by this section.*

51(2) *Section 285 is amended, in the part after clause (b), by striking out "in The Highways and Transportation Act" and substituting "in The Transportation Infrastructure Act".*

51(3) *Subsection 290(2) is amended by striking out "of The Highways and Transportation Act" and substituting "of The Transportation Infrastructure Act".*

C.C.S.M. c. N100 amended

52(1) *The Northern Affairs Act is amended by this section.*

52(2) *The definition "community road" in section 1 is amended, in the part after clause (b), by striking out "in The Highways and Transportation Act" and substituting "in The Transportation Infrastructure Act".*

52(3) *Subsection 69(2) is amended by striking out "of The Highways and Transportation Act" and substituting "of The Transportation Infrastructure Act".*

C.C.S.M. c. N110 amended

53 *Subsections 3(3) and (4) of The Noxious Weeds Act are amended by striking out "in The Highways and Transportation Act" and substituting "in The Transportation Infrastructure Act".*

C.C.S.M. c. O31 amended

54 *The definition "departmental road" in subsection 1(1) of The Off-Road Vehicles Act is amended by adding "and" at the end of clause (b), striking out "and" at the end of clause (c) and repealing clause (d).*

Modification du c. M225 de la C.P.L.M.

51(1) *Le présent article modifie la Loi sur les municipalités.*

51(2) *Le passage qui suit l'alinéa b) de l'article 285 est modifié par substitution, à « Loi sur le ministère de la Voirie et du Transport », de « Loi sur les infrastructures de transport ».*

51(3) *Le paragraphe 290(2) est modifié par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport », de « Loi sur les infrastructures de transport ».*

Modification du c. N100 de la C.P.L.M.

52(1) *Le présent article modifie la Loi sur les affaires du Nord.*

52(2) *La définition de « « chemin de la collectivité » ou « chemin relevant de la collectivité » » figurant à l'article 1 est modifiée, dans le passage qui suit l'alinéa b), par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport », de « Loi sur les infrastructures de transport ».*

52(3) *Le paragraphe 69(2) est modifié par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport », de « Loi sur les infrastructures de transport ».*

Modification du c. N110 de la C.P.L.M.

53 *Les paragraphes 3(3) et (4) de la Loi sur la destruction des mauvaises herbes sont modifiés par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport », de « Loi sur les infrastructures de transport ».*

Modification du c. O31 de C.P.L.M.

54 *L'alinéa d) de la définition de « route de régime provincial » figurant au paragraphe 1(1) de la Loi sur les véhicules à caractère non routier est abrogé.*

C.C.S.M. c. O34 amended

55(1) *The Oil and Gas Act is amended by this section.*

55(2) *The definition "highway" in subsection 1(1) is replaced with the following:*

"highway" means a departmental road as defined in *The Transportation Infrastructure Act*; (« route »)

55(3) *Subsection 84(4) and clause 155(a) are amended by striking out "of The Highways and Transportation Act" and substituting "of The Transportation Infrastructure Act".*

C.C.S.M. c. P280 amended

56 *Subsections 63(2) and 94(2) of The Public Utilities Board Act are repealed.*

C.C.S.M. c. P300 amended

57 *Section 1 of The Public Works Act is amended*

(a) *in the definition "public work", in the part after clause (b),*

(i) *by striking out "or road",*

(ii) *by striking out "in The Highways and Transportation Act" and substituting "in The Transportation Infrastructure Act", and*

(iii) *by striking out "under The Highways and Transportation Act" and substituting "under The Transportation Infrastructure Act"; and*

(b) *in the definition "work", by striking out "in The Highways and Transportation Act" and substituting "in The Transportation Infrastructure Act".*

Modification du c. O34 de la C.P.L.M.

55(1) *Le présent article modifie la Loi sur le pétrole et le gaz naturel.*

55(2) *La définition de « route » figurant au paragraphe 1(1) est remplacée par ce qui suit :*

« route » Route de régime provincial au sens de la *Loi sur les infrastructures de transport*. ("highway")

55(3) *Le paragraphe 84(4) et l'alinéa 155a) sont modifiés par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport », de « Loi sur les infrastructures de transport ».*

Modification du c. P280 de la C.P.L.M.

56 *Les paragraphes 63(2) et 94(2) de la Loi sur la Régie des services publics sont abrogés.*

Modification du c. P300 de la C.P.L.M.

57 *L'article 1 de la Loi sur les travaux publics est modifié :*

a) *dans le passage qui suit l'alinéa b) de la définition d'« ouvrage public » :*

(i) *par suppression de « et les routes »,*

(ii) *par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport », de « Loi sur les infrastructures de transport »;*

b) *dans la définition d'« ouvrage », par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport », de « Loi sur les infrastructures de transport ».*

C.C.S.M. c. R30 amended

58 Clause 58(1)(m) of *The Real Property Act* is replaced with the following:

(m) any limitation or restriction under *The Transportation Infrastructure Act* or a permit issued under that Act.

C.C.S.M. c. T140 amended

59 Section 2 of *The Trans-Canada Highway Act* is amended by striking out "of *The Highways and Transportation Act*" and substituting "of *The Transportation Infrastructure Act*".

C.C.S.M. c. W128 amended

60 Clause 20(3)(b) of *The Wildfires Act* is amended by striking out "of *The Highways and Transportation Act*" and substituting "of *The Transportation Infrastructure Act*".

Modification du c. R30 de la C.P.L.M.

58 L'alinéa 58(1)m) de la *Loi sur les biens réels* est remplacé par ce qui suit :

m) à la limitation ou à la restriction prévue par la *Loi sur les infrastructures de transport* ou à un permis délivré sous son régime.

Modification du c. T140 de C.P.L.M.

59 L'article 2 de la *Loi sur la route transcanadienne* est modifié par substitution, à « *Loi sur la voirie et le transport* », de « *Loi sur les infrastructures de transport* ».

Modification du c. W128 de la C.P.L.M.

60 L'alinéa 20(3)b) de la *Loi sur les incendies échappés* est modifié par substitution, à « *Loi sur la voirie et le transport* », de « *Loi sur les infrastructures de transport* ».

REPEALS

Acts and unproclaimed provisions repealed

61 The following Acts and provisions are repealed:

- (a) *The Highways and Transportation Act*, R.S.M. 1987, c. H40;
- (b) *The Highways Protection Act*, R.S.M. 1987, c. H50;
- (c) *The Highways Protection and Consequential Amendments Act*, S.M. 1992, c. 38 (unproclaimed Act);
- (d) section 49 and subsection 88(4) of *The Statute Law Amendment Act, 2000*, S.M. 2000, c. 35 (unproclaimed provisions).

ABROGATIONS

Abrogation de lois et de dispositions non proclamées

61 Les lois et les dispositions qui suivent sont abrogées :

- a) la *Loi sur la voirie et le transport*, c. H40 des *L.R.M. 1987*;
- b) la *Loi sur la protection des voies publiques*, c. H50 des *L.R.M. 1987*;
- c) la *Loi sur la protection des voies publiques et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois*, c. 38 des *L.M. 1992*;
- d) l'article 49 et le paragraphe 88(4) de la *Loi de 2000 modifiant diverses dispositions législatives*, c. 35 des *L.M. 2000*.

Regulations repealed — Highways Protection Act

62(1) The following regulations under *The Highways Protection Act* are repealed:

- (a) the *Control Lines Establishment and Limited Access Designations Regulation*, Manitoba Regulation 569/88 R;
- (b) the *Limited Access Highways Application Fee Order*, Manitoba Regulation 39/87;
- (c) the *Permits for Location of Structures in Controlled Areas Regulation*, Manitoba Regulation 42/89.

Regulations repealed — Highways and Transportation Act

62(2) The following regulations under *The Highways and Transportation Act* are repealed:

- (a) the *Construction and Surface Maintenance of Access Crossings to Departmental Roads Regulation*, Manitoba Regulation 412/88 R;
- (b) the *Highways and Transportation Department Contracts Regulation*, Manitoba Regulation 248/96;
- (c) the *Highways and Transportation Department Permit Application Fees Regulation*, Manitoba Regulation 477/88.

Abrogation de règlements — Loi sur la protection des voies publiques

62(1) Les règlements suivants pris en vertu de la *Loi sur la protection des voies publiques* sont abrogés :

- a) le *Règlement sur l'établissement de lignes de contrôle et la désignation de voies publiques à accès limité*, R.M. 569/88 R;
- b) l'*Ordonnance prescrivant des droits pour toute demande relative aux routes à accès limité*, R.M. 39/87;
- c) le *Règlement sur les permis pour les constructions dans les zones contrôlées*, R.M. 42/89.

Abrogation de règlements — Loi sur la voirie et le transport

62(2) Les règlements suivants pris en vertu de la *Loi sur la voirie et le transport* sont abrogés :

- a) le *Règlement sur la construction et l'entretien de la surface des intersections des routes de régime provincial*, R.M. 412/88 R;
- b) le *Règlement sur les contrats conclus par le ministère de la Voirie et du Transport*, R.M. 248/96;
- c) le *Règlement sur les droits exigibles à l'égard des demandes de permis au ministère de la Voirie et du Transport*, R.M. 477/88.

**C.C.S.M. REFERENCE AND
COMING INTO FORCE**

C.C.S.M. reference

63 This Act may be referred to as chapter T147 of the *Continuing Consolidation of the Statutes of Manitoba*.

Coming into force

64 This Act comes into force on a day to be fixed by proclamation.

**CODIFICATION PERMANENTE ET
ENTRÉE EN VIGUEUR**

Codification permanente

63 La présente loi constitue le chapitre T147 de la *Codification permanente des lois du Manitoba*.

Entrée en vigueur

64 La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

SCHEDULE B

THE HIGHWAY TRAFFIC AMENDMENT ACT

C.C.S.M. c. H60 amended

1 **The Highway Traffic Act** is amended by this Schedule.

2 Subsection 1(1) is amended

(a) by repealing the definitions "commercial truck", "drive-away unit", "equipment", "farm tractor", "farm trailer", "implement of husbandry", "industrial road", "limited-use commercial truck", "limited-use public service vehicle", "mobility vehicle", "passenger vehicle", "public service vehicle", "reduced restricted speed area", "regulated school bus", "safety studded tires", "semi-trailer", "semi-trailer truck", "snow vehicle", "special mobile machine", "tractor", "traffic board", "transport board", "truck", "truck tractor" and "turning signal lamps";

(b) by adding the following definitions:

"agricultural equipment" means a vehicle designed and used primarily in agricultural, horticultural or livestock operations, but excludes

(a) any vehicle designed primarily for transporting passengers, cargo or vehicles other than agricultural equipment on a highway, and

(b) a garden tractor, lawnmower or lawn tractor; (« matériel agricole »)

"bus" means a motor vehicle designed to carry 11 or more persons including the driver; (« autobus »)

ANNEXE B

LOI MODIFIANT LE CODE DE LA ROUTE

Modification du c. H60 de la C.P.L.M.

1 La présente annexe modifie le **Code de la route**.

2 Le paragraphe 1(1) est modifié :

a) par suppression des définitions d'« autobus scolaire réglementé », de « camion », de « commission du transport », de « Conseil routier », d'« engin mobile spécial », d'« ensemble de véhicules », d'« équipement », d'« indicateurs de changement de direction », de « motoneige », de « pneus à crampons », de « remorque agricole », de « route industrielle », de « semi-remorque », de « tracteur », de « tracteur agricole », de « véhicule articulé », de « véhicule commercial », de « véhicule commercial à usage restreint », de « véhicule de déplacement », de « véhicule de transport public », de « véhicule de transport public à usage restreint », de « véhicule tracteur », de « voiture de tourisme » et de « zone de diminution de la vitesse limite »;

b) par adjonction des définitions suivantes :

« **autobus** » Véhicule automobile conçu pour le transport d'au moins 11 passagers, y compris le conducteur. ("bus")

« **matériel de chantier** » Selon le cas :

a) véhicule qui est conçu et utilisé principalement pour la construction ou la réparation de routes, de bâtiments ou d'ouvrages et qui ne circule sur une route que de façon accessoire;

b) véhicule qui circule sur une route et qui est utilisé pour l'entretien de sa chaussée, notamment le nivelage, le grattage, le balayage, le nettoyage ou le déneigement.

"infrastructure equipment" means a vehicle that is

(a) designed and used primarily for the purpose of constructing or repairing a highway, building or structure and operated on a highway only incidentally, or

(b) operated on a highway for the purpose of grading, scraping, sweeping, cleaning, snow-clearing or otherwise maintaining the surface of a highway,

but excludes any vehicle designed primarily for the transport of passengers or cargo on a highway, even if an apparatus that may be used for the purpose of clause (a) or (b) is mounted on the vehicle; (« matériel de chantier »)

"service road" means a roadway that is

(a) located between the primary roadway of a highway and the boundary lines of that highway, and

(b) used or intended to be used to provide access to land adjacent to the highway that is not accessible from the primary roadway of the highway; (« voie de service »)

"urban municipality" means a municipality established or continued as an urban municipality under *The Municipal Act*, and, for certainty, includes a city (other than The City of Winnipeg) that has a special charter; (« municipalité urbaine »)

(c) by replacing the definitions "farm truck", "motor vehicle", "regulated vehicle", "restricted speed area", "traffic control device" and "trailer" with the following:

"farm truck" means a motor vehicle that is owned by a farmer and designed primarily to transport cargo and not passengers; (« camion agricole »)

La présente définition ne vise pas les véhicules conçus principalement pour le transport de passagers ou de chargements sur une route même si y sont installés des appareils pouvant servir aux fins indiquées aux alinéas a) ou b). ("infrastructure equipment")

« **municipalité urbaine** » Municipalité constituée ou maintenue à titre de municipalité urbaine en vertu de la *Loi sur les municipalités*. Il demeure entendu que la présente définition vise les villes — autres que la ville de Winnipeg — ayant leur propre charte. ("urban municipality")

« **voie de service** » Chaussée qui est :

a) située entre la chaussée principale d'une route et ses limites;

b) utilisée ou destinée à être utilisée pour assurer l'accès à des biens-fonds contigus à la route qui ne sont pas accessibles à partir de sa chaussée principale. ("service road")

c) par substitution, aux définitions de « camion agricole », de « dispositif de signalisation », de « matériel agricole », de « remorque », de « véhicule automobile », de « véhicule réglementé » et de « zone de limitation de vitesse », de ce qui suit :

« **camion agricole** » Véhicule automobile appartenant à un agriculteur et conçu principalement pour le transport de chargements et non de passagers. ("farm truck")

« **dispositif de signalisation** » Signe, signal, feu, marque ou appareil approuvé conformément aux règlements ou autorisé en vertu du paragraphe 81(3) en vue de son utilisation :

a) à titre de dispositif de signalisation;

b) à des fins précises. ("traffic control device")

"motor vehicle" means a self-propelled vehicle other than

- (a) agricultural equipment,
- (b) infrastructure equipment,
- (c) an off-road vehicle, and
- (d) a power-assisted bicycle; (« véhicule automobile »)

"regulated vehicle" means, subject to the regulations,

- (a) a motor vehicle or trailer that has a registered gross weight of 4,500 kg or more, or
- (b) a bus; (« véhicule réglementé »)

"restricted speed area" means an area designated as a restricted speed area under section 94.1; (« zone de limitation de vitesse »)

"traffic control device" means a sign, signal, light, marking or device approved under the regulations or authorized under subsection 81(3) to be used

- (a) as a traffic control device, and
- (b) for a specified purpose; (« dispositif de signalisation »)

"trailer" means a vehicle designed primarily to carry cargo and to be towed on a highway by a motor vehicle, but does not include towed agricultural equipment or towed infrastructure equipment; (« remorque »)

(d) in the definition "back lane", by striking out "any city, town or village or restricted speed area or reduced restricted speed area" and substituting "the City of Winnipeg, an urban municipality or a restricted speed area";

« **matériel agricole** » Véhicule conçu et utilisé principalement pour les activités des exploitations agricoles, horticoles ou d'élevage. La présente définition ne vise pas :

- a) les véhicules conçus principalement pour le transport de passagers, de chargements ou de véhicules autres que du matériel agricole sur une route;
- b) les tracteurs de jardin, les tondeuses à gazon ou les tondeuses à siège. ("agricultural equipment")

« **remorque** » Véhicule conçu principalement pour le transport de chargements et pour être tracté par un véhicule automobile sur une route. La présente définition ne vise pas le matériel agricole ou de chantier qui est tracté. ("trailer")

« **véhicule automobile** » Véhicule automoteur, à l'exclusion :

- a) du matériel agricole;
- b) du matériel de chantier;
- c) des véhicules à caractère non routier;
- d) des bicyclettes assistées. ("motor vehicle")

« **véhicule réglementé** » Sous réserve des règlements, véhicule qui est :

- a) soit un véhicule automobile ou une remorque dont le poids en charge autorisé est d'au moins 4 500 kg;
- b) soit un autobus. ("regulated vehicle")

« **zone de limitation de vitesse** » Zone désignée à titre de zone de limitation de vitesse en vertu de l'article 94.1. ("restricted speed area")

d) dans la définition de « ruelle », par substitution, à « d'une ville ou d'un village, ou d'une zone de limitation de vitesse ou d'une zone de diminution de la vitesse limite », de « de la ville de Winnipeg, d'une municipalité urbaine ou d'une zone de limitation de vitesse »;

(e) in the definition "motorcycle", in the part after clause (f), by striking out ", power-assisted bicycle or tractor" and substituting "or power-assisted bicycle";

(f) in the definition "pedestrian corridor", in the part after clause (b), by striking out "in regulations made by the traffic board" and substituting "in the regulations";

(g) in the definition "provincial highway", by striking out "The Highways and Transportation Act" and substituting "The Transportation Infrastructure Act"; and

(h) in clause (d) of the English version of the definition "traffic authority", by striking out ", in an Indian Reserve" and substituting "in an Indian Reserve,".

e) dans le passage introductif de la définition de « motocyclette », par substitution, à « , des bicyclettes assistées et des tracteurs », de « et des bicyclettes assistées »;

f) par substitution, au passage qui suit l'alinéa b) de la définition de « corridor pour piétons », de « Les feux, les dispositifs de signalisation et la signalisation nécessaires sont prévus par règlement. »;

g) dans la définition de « route provinciale », par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport », de « Loi sur les infrastructures de transport »;

h) dans l'alinéa d) de la version anglaise de la définition de « traffic authority », par substitution, à « , in an Indian Reserve », de « in an Indian Reserve, ».

3 Section 4.1 is repealed.

3 L'article 4.1 est abrogé.

4 Subsection 24(1.1) is amended by striking out everything before "unless the person" and substituting the following:

4 Le paragraphe 24(1.1) est modifié par substitution, au passage qui précède « en sa possession », de :

Licence required to drive equipment

24(1.1) No person shall drive agricultural equipment or infrastructure equipment on a provincial highway, or on a highway within the City of Winnipeg, an urban municipality or a restricted speed area,

Permis requis — matériel agricole ou de chantier

24(1.1) Nul ne peut conduire du matériel agricole ou de chantier sur une route provinciale ou une route située dans les limites de la ville de Winnipeg, d'une municipalité urbaine ou d'une zone de limitation de vitesse à moins d'avoir

5 Section 26.3 is amended by striking out "an implement of husbandry, special mobile machine or tractor" and substituting "agricultural equipment or infrastructure equipment".

5 L'article 26.3 est modifié par substitution, à « , un engin mobile spécial ou un tracteur », de « ou du matériel de chantier ».

6 The heading for Part III is replaced with "VEHICLE AND EQUIPMENT STANDARDS".

6 L'intertitre de la partie III est remplacé par « NORMES RELATIVES AUX VÉHICULES ET AU MATÉRIEL ».

7 *The centred heading before section 34.1 and sections 34.1 to 46 are repealed.*

7 *Les articles 34.1 à 46 et l'intertitre qui précède l'article 34.1 sont abrogés.*

8 *Section 47 is renumbered as section 107.1 and the centred heading "SPEEDOMETER TESTING" is added before it.*

8 *L'article 47 devient l'article 107.1 et l'intertitre « VÉRIFICATION DES COMPTEURS DE VITESSE » est ajouté devant ce dernier.*

9 *The centred heading before section 48 and sections 48 to 58 are repealed.*

9 *Les articles 48 à 58 et l'intertitre qui précède l'article 48 sont abrogés.*

10 *Section 59 is replaced with the following:*

10 *L'article 59 est remplacé par ce qui suit :*

Compliance with vehicle and equipment requirements

59 Every vehicle operated on a highway must conform to the standards and specifications and be equipped in the manner set out in the regulations.

Observation des normes relatives aux véhicules et au matériel

59 Les véhicules circulant sur une route doivent être conformes aux normes et spécifications des règlements. Ils doivent comporter le matériel que prévoient les règlements et en être munis conformément à ceux-ci.

11 *Subsections 61(4) to (7) are repealed.*

11 *Les paragraphes 61(4) à (7) sont abrogés.*

12 *The centred heading before section 62 and section 62 are repealed.*

12 *L'article 62 et l'intertitre qui le précède sont abrogés.*

13 *Subsection 63(2) is amended*

13 *Le paragraphe 63(2) est modifié :*

(a) in the English version of the section heading, by adding "motor" after "between"; and

a) dans le titre de la version anglaise, par adjonction, après « between », de « motor »;

(b) by adding "motor" after "between a".

b) dans le texte, par adjonction, après « un véhicule », de « automobile ».

14 *Subsection 64(1) is amended*

14 *Le paragraphe 64(1) est modifié :*

(a) in the part before clause (a), by striking out "any city, town or village" and substituting "the City of Winnipeg, an urban municipality or a restricted speed area"; and

a) dans le passage introductif, par substitution, à « à l'intérieur d'une ville ou d'un village », de « dans la ville de Winnipeg, une municipalité urbaine ou une zone de limitation de vitesse »;

(b) in clause (a) of the French version, by striking out "derrière par un" and substituting "derrière au moyen d'un".

b) dans l'alinéa a) de la version française, par substitution, à « derrière par un », de « derrière au moyen d'un ».

15(1) The definitions "provincial road" and "provincial trunk highway" in subsection 68(1) are amended by striking out "The Highways and Transportation Act" and substituting "The Transportation Infrastructure Act".

15(1) Les définitions de « route provinciale à grande circulation » et de « route provinciale secondaire » figurant au paragraphe 68(1) sont modifiées par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport », de « Loi sur les infrastructures de transport ».

15(2) Subsection 68(4) is amended, in the part before clause (a), by striking out "or on or over an industrial road or part or subdivision thereof,".

15(2) Le passage introductif du paragraphe 68(4) est modifié par suppression de « ou d'une route industrielle, ».

15(3) Subsection 68(7) is amended by striking out "traffic board" and substituting "minister".

15(3) Le paragraphe 68(7) est modifié par substitution, à « Conseil routier, l'autorité chargée de la circulation dont relève une route — à l'exception du ministre — », de « ministre, l'autorité chargée de la circulation dont relève une route — dans la mesure où il ne s'agit pas de ce dernier — ».

16 Section 69 is repealed.

16 L'article 69 est abrogé.

17 Section 70 is amended by striking out "motor" in the section heading and in the section.

17 L'article 70 est modifié par suppression de « automobile ».

18 Subsection 72(2) is amended, in the part before clause (a), by striking out "or an offence under subsection 86(5.5)".

18 Le passage introductif du paragraphe 72(2) est modifié par suppression de « ou pour une infraction au paragraphe 86(5.5) ».

19(1) Subsection 77(1) is amended

19(1) Le paragraphe 77(1) est modifié :

(a) in the part before clause (a), by striking out "maximum rate of speed permissible" and substituting "speed limit"; and

a) dans le passage introductif, par substitution, à « vitesse maximale autorisée », de « limite de vitesse »;

(b) in clause (a), by striking out "maximum rate of speed" and substituting "speed limit".

b) dans l'alinéa a), par substitution, à « vitesse maximale », de « limite de vitesse ».

19(2) Subsection 77(2) is repealed.

19(2) Le paragraphe 77(2) est abrogé.

19(3) Subsection 77(3) is amended

19(3) Le paragraphe 77(3) est modifié :

(a) in the part before clause (a), by striking out "under subsection 97(1)" and substituting "as a restricted speed area";

a) dans le passage introductif, par substitution, à « en application du paragraphe 97(1) », de « à titre de zone de limitation de vitesse »;

(b) in clause (a), by striking out "maximum speed permissible therein is 50 kilometres per hour" and substituting "speed limit is 50 km/h"; and

b) dans l'alinéa a), par substitution, à « vitesse maximale qui y est autorisée est de 50 kilomètres à l'heure », de « limite de vitesse est de 50 km/h »;

(c) in clause (b), by striking out "maximum speed" and substituting "speed limit".

c) dans l'alinéa b), par substitution, à « vitesse maximale », de « limite de vitesse ».

19(4) Subsection 77(4) is amended

19(4) Le paragraphe 77(4) est modifié :

(a) by replacing clause (a) with the following:

a) par substitution, à l'alinéa a), de ce qui suit :

(a) on which the speed limit is greater than or lower than 50 km/h; and

a) sur lesquelles la limite de vitesse est supérieure ou inférieure à 50 km/h;

(b) in clause (c),

b) dans l'alinéa c) :

(i) by striking out "maximum speed permissible" and substituting "speed limit", and

(i) par substitution, à « vitesse maximale autorisée », de « limite de vitesse »,

(ii) by striking out "kilometres per hour" and substituting "km/h".

(ii) par substitution, à « kilomètres à l'heure », de « km/h ».

19(5) Subsections 77(5) and (6) are replaced with the following:

19(5) Les paragraphes 77(5) et (6) sont remplacés par ce qui suit :

Signs re speed limit in back lanes

77(5) If a speed limit has been fixed for back lanes in a municipality, the municipality is deemed to be in compliance with subsection (1) if the municipality erects a traffic control device, at each point where a highway crosses a municipal boundary, that indicates the speed limit in back lanes within the municipality.

Signaux concernant la circulation dans les ruelles

77(5) La municipalité à l'égard de laquelle une limite de vitesse a été fixée pour les ruelles s'y trouvant est réputée se conformer au paragraphe (1) si elle érige un dispositif de signalisation à chaque emplacement où une route croise les limites de son territoire indiquant la limite de vitesse dans les ruelles.

**Signs re speed limit in parks, resorts or communities
77(6)**

If a speed limit has been fixed for a highway in a park, resort or community, the traffic authority is deemed to be in compliance with subsection (1) if it erects a traffic control device at every point at which the highway enters the park, resort or community,

(a) facing traffic entering the park, resort or community and indicating the speed limit on the highway inside the park, resort or community; and

(b) facing traffic leaving the park, resort or community and indicating the speed limit on the portion of the highway immediately outside the park, resort or community.

20(1) *Clause 77.1(4)(a) is amended by striking out everything after "approved" and substituting "by regulation under this section or section 81, or authorized by the minister under section 81; and".*

20(2) *Subsection 77.1(5) is amended*

(a) *by striking out "maximum permitted speed" wherever it occurs and substituting "speed limit", with necessary grammatical changes; and*

(b) *by striking out everything after "fixed under this Act."*

20(3) *Subsections 77.1(6) and (7) are amended by striking out "maximum permitted speed" wherever it occurs, and substituting "speed limit".*

**Signaux dans les parcs, les lieux de villégiature et les agglomérations
77(6)**

Dans le cas où une limite de vitesse a été fixée pour toute route située à l'intérieur d'un parc, d'un lieu de villégiature ou d'une agglomération, l'autorité chargée de la circulation est réputée se conformer au paragraphe (1) si elle érige un dispositif de signalisation à chaque emplacement où une route entre dans le parc, le lieu ou l'agglomération. Ce dispositif est placé de façon :

a) à faire face aux véhicules qui y entrent et indique la limite de vitesse qui y est autorisée;

b) à faire face aux véhicules qui en sortent et indique la limite de vitesse autorisée sur la section de route située juste à l'extérieur de l'endroit en question.

20(1) *Le paragraphe 77.1(4) est modifié par substitution, à « doivent répondre aux exigences du paragraphe 81(1) ou d'un règlement pris pour l'application de cette disposition et présenter », de « sont approuvés par un règlement pris en vertu du présent article ou de l'article 81 ou sont autorisés par le ministre sous le régime de l'article 81 et présentent ».*

20(2) *Le paragraphe 77.1(5) est modifié :*

a) *dans le titre et dans le texte, par substitution, à « vitesse maximale permise », de « limite de vitesse », avec les adaptations grammaticales nécessaires;*

b) *par suppression du passage qui suit « prévoit le présent code. ».*

20(3) *Les paragraphes 77.1(6) et (7) sont modifiés par substitution, à « vitesse maximale permise », à chaque occurrence, de « limite de vitesse ».*

21(1) Subsection 79(1) is amended by striking out "'stop" or "arrêt"' and substituting "'stop" or "arrêt stop"' in the section heading and in the section.

21(1) Le paragraphe 79(1) est modifié, dans le titre et dans le texte, par substitution, à « « arrêt » ou « stop » », de « « arrêt stop » ou « stop » ».

21(2) Subsection 79(2) is amended

21(2) Le paragraphe 79(2) est modifié :

(a) by striking out "'stop" or "arrêt"' and substituting "'stop" or "arrêt stop"' in the section heading and in the section; and

a) dans le titre et dans le texte, par substitution, à « « arrêt » ou « stop » », de « « arrêt stop » ou « stop » »;

(b) in the English version, by striking out "headlights" and substituting "headlamps".

b) dans la version anglaise, par substitution, à « headlights », de « headlamps ».

21(3) Subsection 79(7) is replaced with the following:

21(3) Le paragraphe 79(7) est remplacé par ce qui suit :

Four-way stops

79(7) When a traffic authority erects four "stop" or "arrêt stop" signs at an intersection, it must also place an additional traffic control device underneath each of the signs to indicate that the intersection is a four-way stop intersection.

Signaux « arrêt stop » ou « stop » dans les quatre sens

79(7) L'autorité chargée de la circulation qui érige à une intersection quatre signaux « arrêt stop » ou « stop » appose également au-dessous de chacun d'eux un dispositif de signalisation indiquant qu'il s'agit d'une intersection à arrêt quatre sens.

22 Section 81 is replaced with the following:

22 L'article 81 est remplacé par ce qui suit :

Traffic control devices

81(1) A traffic authority other than the minister may erect a traffic control device on a highway only if the traffic control device and its use for the intended purpose is

Dispositifs de signalisation

81(1) Il est interdit à toute autorité chargée de la circulation, autre que le ministre, d'ériger un dispositif de signalisation sur une route à moins que le dispositif même et son utilisation ne soient, selon le cas :

(a) approved by regulation under

a) approuvés par un règlement pris en vertu :

(i) subsection (2),

(i) du paragraphe (2),

(ii) subsection 77.1(9), or

(ii) du paragraphe 77.1(9),

(iii) subsection 98.1(4); or

(iii) du paragraphe 98.1(4);

(b) authorized under subsection (3).

b) autorisés sous le régime du paragraphe (3).

Regulations re traffic control devices

81(2) The minister may make regulations

- (a) approving traffic control devices;
- (b) respecting the erection, placement and maintenance of traffic control devices; and
- (c) respecting the purposes for which a traffic control device may be used.

Time-limited authorization for testing

81(3) To test the efficacy of a traffic control device not approved under the regulations, the minister may authorize the device to be erected or placed on a highway and used for a period not exceeding one year.

Exception for certain devices re school zones

81(4) Subsections (2) and (3) do not apply to traffic control devices that require approval under clause 98.1(4)(b) or (c).

23 *Subsections 82(2) and (3) are repealed.*

24(1) *Subsection 86(13) is repealed.*

24(2) *Subsection 86(14) is amended by striking out "a traffic authority's resolution or by-law" and substituting "the resolution or by-law of a traffic authority other than the minister".*

25(1) *Subsection 86.1(2) is amended*

(a) by replacing the section heading with "Requirement to stop at inspection station"; and

(b) in the part before clause (a), by striking out "truck" and substituting "regulated vehicle, other than a bus,".

Règlements — dispositifs de signalisation

81(2) Le ministre peut, par règlement :

- a) approuver des dispositifs de signalisation;
- b) prendre des mesures concernant l'érection, le placement et l'entretien de ces dispositifs;
- c) prendre des mesures concernant les fins pour lesquelles ces dispositifs peuvent être utilisés.

Évaluations — délai

81(3) Pour évaluer l'efficacité d'un dispositif de signalisation qui n'est pas approuvé par règlement, le ministre peut autoriser son érection ou son placement sur une route ainsi que son utilisation pendant une période maximale d'un an.

Exception — dispositifs dans une zone scolaire

81(4) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent pas aux dispositifs de signalisation qui nécessitent une autorisation en vertu de l'alinéa 98.1(4)b) ou c).

23 *Les paragraphes 82(2) et (3) sont abrogés.*

24(1) *Le paragraphe 86(13) est abrogé.*

24(2) *Le paragraphe 86(14) est modifié par substitution, à « l'autorité chargée de la circulation », de « une autorité chargée de la circulation, autre que le ministre, ».*

25(1) *Le paragraphe 86.1(2) est modifié :*

a) par substitution, au titre, de « Arrêt aux postes d'inspection »;

b) dans le passage introductif, par substitution, à « camion », de « véhicule réglementé autre qu'un autobus ».

25(2) *Subsection 86.1(3) is amended*

(a) *in the English version, by replacing the section heading with "When stop not required"; and*

(b) *by striking out "truck" and substituting "regulated vehicle".*

25(2) *Le paragraphe 86.1(3) est modifié :*

a) *dans la version anglaise, par substitution, au titre, de « When stop not required »;*

b) *par substitution, à « camions », de « véhicules réglementés ».*

26(1) *Subsection 90(3) is amended*

(a) *by striking out "a city, town or village other than The City of Winnipeg" and substituting "an urban municipality"; and*

(b) *by striking out "within the city, town or village" and substituting "within the municipality".*

26(1) *Le paragraphe 90(3) est modifié :*

a) *par substitution, à « cité, d'une ville ou d'un village, à l'exception du conseil de la Ville de Winnipeg, », de « municipalité urbaine »;*

b) *par substitution, à « de la cité, de la ville ou du village », de « de la municipalité ».*

26(2) *Subsection 90(5) is replaced with the following:***Notice of rules and by-laws**

90(5) Subject to the regulations, a traffic authority that has made a rule or by-law under subsection (1) or (3) must indicate the rule or by-law, or make it known, by traffic control devices or peace officers.

26(2) *Le paragraphe 90(5) est remplacé par ce qui suit :***Communication des règles et des arrêtés**

90(5) Sous réserve des règlements, l'autorité chargée de la circulation qui prend une règle ou un arrêté en vertu du paragraphe (1) ou (3) communique la règle ou l'arrêté au moyen de dispositifs de signalisation ou par l'entremise des agents de la paix.

26(3) *Subsection 90(7) is amended*

(a) *in the section heading, by adding "and by-laws" after "rules";*

(b) *by adding "or by-law" after "rule" wherever it occurs; and*

(c) *by adding ", except when directed to do otherwise by a peace officer" at the end.*

26(3) *Le paragraphe 90(7) est remplacé par ce qui suit :***Observation des règles et des arrêtés**

90(7) Lorsqu'une règle ou un arrêté pris en application du paragraphe (1) est communiqué conformément au paragraphe (5) aux conducteurs, ceux-ci doivent s'y conformer, sauf ordre contraire d'un agent de la paix.

26(4) *Subsection 90(8) is amended*

(a) *in the section heading, by adding "and by-laws" after "rules"; and*

26(4) *Le paragraphe 90(8) est modifié :*

a) *dans le titre, par adjonction, après « règles », de « et arrêtés »;*

(b) by adding "or by-law" after "rule" wherever it occurs.

b) dans le texte :

(i) par substitution, à « Toute règle prise », de « Toute règle ou tout arrêté pris »,

(ii) par substitution, à « cependant elle », de « cependant, cette règle ou cet arrêté ».

26(5) Clause 90(9)(b) is amended by striking out "to which subsection 104(1) applies".

26(5) L'alinéa 90(9)b) est modifié par suppression de « , et auxquelles s'applique le paragraphe 104(1) ».

27 The centred heading before section 95 and section 95 are replaced with the following:

27 L'article 95 et l'intertitre qui le précède sont remplacés par ce qui suit :

RESTRICTED SPEED AREAS

ZONES DE LIMITATION DE VITESSE

Designation of restricted speed areas

94.1(1) Subject to clause (2)(b), the following are designated as restricted speed areas:

- (a) the City of Winnipeg;
- (b) an urban municipality;
- (c) a local urban district established or continued under *The Municipal Act*;
- (d) any other geographic area, highway or portion of a highway designated as a restricted speed area under the regulations.

Désignation de zones de limitation de vitesse

94.1(1) Sous réserve de l'alinéa (2)b), sont désignés à titre de zones de limitation de vitesse :

- a) la ville de Winnipeg;
- b) les municipalités urbaines;
- c) les districts urbains locaux constitués ou maintenus en vertu de la *Loi sur les municipalités*;
- d) toute autre zone géographique, route ou section de route désignée par règlement à titre de zone de limitation de vitesse.

Minister's powers re restricted speed areas

94.1(2) The minister may, by regulation,

- (a) designate any geographic area, highway or portion of a highway as a restricted speed area; and
- (b) exempt any geographic area, highway or portion of a highway from being a restricted speed area.

Pouvoirs du ministre — zones de limitation de vitesse

94.1(2) Le ministre peut, par règlement :

- a) désigner une zone géographique, une route ou une section de route à titre de zone de limitation de vitesse;
- b) soustraire toute zone géographique, route ou section de route à l'application de la désignation.

Designation or exemption

94.1(3) A designation or exemption under subsection (2)

(a) may be permanent or limited to certain times of the year; and

(b) applies to all roadways on the applicable portion of a highway unless the regulation states otherwise.

Désignation ou exemption

94.1(3) Une désignation ou une exemption visée au paragraphe (2) :

a) peut être permanente ou s'appliquer pendant certains moments de l'année;

b) sauf disposition contraire du règlement, s'applique à toutes les chaussées de la section de route en question.

SPEED LIMITS

Speed limits — general rule

94.2 The speed limit on any portion of a highway is 50 km/h within a restricted speed area and 90 km/h outside a restricted speed area, unless

(a) a different speed limit has been fixed under section 94.3; or

(b) the portion of the highway is a service road, in which case the speed limit is as determined under section 94.4.

Minister may fix speed limit

94.3(1) The minister may, by regulation, fix a speed limit of up to 90 km/h for any geographic area, highway or portion of a highway for which the minister is the responsible traffic authority.

Traffic authority may fix speed limit

94.3(2) Subject to the regulations, a traffic authority other than the minister may fix, by rule or by-law, a speed limit of up to 90 km/h for any geographic area, highway, or portion of a highway for which it is the responsible traffic authority.

Fixing speeds of 100 km/h or 110 km/h

94.3(3) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, fix a speed limit of 100 km/h or 110 km/h for any highway or portion of a highway. In case of a conflict between a speed limit fixed under this subsection and one fixed under subsection (1) or (2), the speed limit fixed under this subsection prevails.

LIMITES DE VITESSE

Limites de vitesse — règle générale

94.2 La limite de vitesse sur une section de route est de 50 km/h à l'intérieur d'une zone de limitation de vitesse et de 90 km/h à l'extérieur d'une telle zone, à moins, selon le cas :

a) qu'une autre vitesse n'ait été fixée en vertu de l'article 94.3;

b) que la section ne soit une voie de service, la vitesse étant alors fixée conformément à l'article 94.4.

Limite de vitesse fixée par le ministre

94.3(1) Le ministre peut, par règlement, fixer une limite de vitesse d'au plus 90 km/h pour toute zone géographique, route ou section de route à l'égard de laquelle il agit à titre d'autorité chargée de la circulation.

Autorité chargée de la circulation — limite de vitesse

94.3(2) Sous réserve des règlements, toute autorité chargée de la circulation autre que le ministre peut fixer, par règle ou arrêté, une limite de vitesse d'au plus 90 km/h pour une zone géographique, route ou section de route qui relève d'elle.

Vitesses de 100 km/h ou de 110 km/h

94.3(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer une limite de vitesse de 100 km/h ou de 110 km/h pour toute route ou section de route. Si des limites différentes sont fixées en vertu du paragraphe (1) ou (2), la limite fixée au titre du présent paragraphe prévaut.

Application to different roadways on same highway

94.3(4) A speed limit fixed under any of subsections (1) to (3) applies to all roadways on the affected portion of a highway except a service road, unless the applicable regulation, rule or by-law states otherwise.

Service roads

94.4 The speed limit on any portion of a service road is the one fixed for that portion under section 94.3 or, if no speed limit has been fixed, the lesser of

- (a) the speed limit on the primary roadway on the same portion of highway as the service road; and
- (b) 50 km/h if the service road is inside a restricted speed area and 90 km/h if the service road is outside a restricted speed area.

Designated construction zones and school zones

94.5 Despite any other provision in this Act, the speed limit on any portion of a highway within

- (a) a designated construction zone is the speed limit established for that portion of highway under section 77.1, if one has been established under that section; and
- (b) a school zone is the speed limit established for that portion of highway under section 98.1, if one has been established under that section.

Speeding offences

95(1) A person is guilty of an offence if the person drives a vehicle on any portion of a highway

- (a) at a speed greater than 90 km/h if no speed limit has been indicated by a traffic control device;
- (b) at a speed greater than the speed limit for that portion of the highway indicated by a traffic control device;

Application de la limite de vitesse à toutes les chaussées

94.3(4) Sauf disposition contraire d'un règlement, d'une règle ou d'un arrêté, la limite de vitesse fixée en vertu des paragraphes (1) à (3) s'applique à toutes les chaussées de la section de route en question, à l'exception des voies de service.

Voies de service

94.4 La limite de vitesse sur une section de voie de service correspond à celle qui est fixée en vertu de l'article 94.3 ou, si aucune limite n'est fixée, à la moins élevée des valeurs suivantes :

- a) valeur équivalant à la limite sur la chaussée principale de la section de route où se trouve la voie de service;
- b) 50 km/h si la voie de service est située à l'intérieur d'une zone de limitation de vitesse et 90 km/h si elle est située à l'extérieur d'une telle zone.

Zones de construction désignées et zones scolaires

94.5 Malgré toute autre disposition du présent code, la limite de vitesse sur toute section de route située dans :

- a) une zone de construction désignée correspond à celle qui est fixée en vertu de l'article 77.1, le cas échéant;
- b) une zone scolaire correspond à celle qui est fixée en vertu de l'article 98.1, le cas échéant.

Excès de vitesse

95(1) Commet une infraction quiconque conduit un véhicule sur une section de route, selon le cas :

- a) à une vitesse supérieure à 90 km/h si aucune limite de vitesse n'est indiquée au moyen d'un dispositif de signalisation;
- b) à une vitesse supérieure à la limite qui est indiquée sur le dispositif de signalisation;

(c) in a designated construction zone at a speed greater than the speed limit for that portion of the highway indicated by a traffic control device; or

(d) in a school zone at a speed greater than the speed limit for that portion of the highway indicated by a traffic control device.

c) dans une zone de construction désignée, à une vitesse supérieure à la limite qui est indiquée sur le dispositif de signalisation;

d) dans une zone scolaire, à une vitesse supérieure à la limite qui est indiquée sur le dispositif de signalisation.

Duty to keep reasonable and prudent speed

95(2) Despite driving at a speed less than or equal to the speed limit, a person is guilty of an offence if the person drives a vehicle on any portion of a highway at a speed or in a manner that

(a) is not reasonable and prudent having regard to all circumstances; or

(b) constitutes or may constitute a danger to any person on or near the highway.

Vitesse raisonnable et prudente

95(2) Commet une infraction quiconque, bien qu'il conduise à une vitesse égale ou inférieure à la limite de vitesse, conduit un véhicule sur une section de route à une vitesse ou d'une manière qui, selon le cas :

a) n'est pas raisonnable et prudente eu égard aux circonstances;

b) met ou qui pourrait mettre en danger une personne se trouvant sur la route ou à proximité de celle-ci.

28 *Sections 96 to 98 are repealed.*

28 *Les articles 96 à 98 sont abrogés.*

29(1) *Subsection 98.1(1) is amended*

29(1) *Le paragraphe 98.1(1) est modifié :*

(a) *in the French version, by striking out "ordonnance" and substituting "arrêté"; and*

a) *dans la version française, par substitution, à « ordonnance », de « arrêté »;*

(b) *by striking out "maximum permitted speed" wherever it occurs and substituting "speed limit".*

b) *par substitution, à « vitesse maximale permise », de « limite de vitesse »;*

c) *par substitution, à « vitesse maximale », de « limite de vitesse ».*

29(2) *Subsection 98.1(3) is amended by striking out "maximum permitted speed" wherever it occurs and substituting "speed limit".*

29(2) *Le paragraphe 98.1(3) est modifié par substitution, à « vitesse maximale permise », à chaque occurrence, de « limite de vitesse ».*

29(3) *Subsection 98.1(4) is amended*

29(3) *Le paragraphe 98.1(4) est modifié :*

(a) *in paragraph (a)(ii)(B), by striking out "maximum permitted speeds"; and*

a) *par substitution, à « vitesses maximales permises », de « limites de vitesse »;*

(b) by striking out "maximum permitted speed" wherever it occurs and substituting "speed limit".

b) par substitution, à « vitesse maximale permise », à chaque occurrence, de « limite de vitesse ».

29(4) Subsection 98.1(6) is replaced with the following:

29(4) Le paragraphe 98.1(6) est remplacé par ce qui suit :

Conflict

98.1(6) If there is a conflict between the speed limit established for a school zone under this section and a speed limit established under any provision of this Act, the speed limit established under this section prevails.

Primauté

98.1(6) La limite de vitesse établie pour une zone scolaire en vertu du présent article prévaut sur celle qui est établie en vertu de toute autre disposition du présent code.

30 Section 99 is amended by striking out everything before "the report of" and substituting "If a person pleads guilty to an offence under subsection 95(1),".

30 L'article 99 est modifié par substitution, à « paragraphe 95(1), 98(5) ou 98(7) », de « paragraphe 95(1) ».

31(1) Subsection 100(1) is replaced with the following:

31(1) Le paragraphe 100(1) est remplacé par ce qui suit :

Regulations re minimum speed

100(1) For any highway or portion of a highway, the minister may fix a minimum permitted speed by regulation.

Règlements — vitesse minimale

100(1) Le ministre peut, par règlement, fixer une vitesse minimale pour toute route ou section de route.

31(2) Subsection 100(2) is repealed.

31(2) Le paragraphe 100(2) est abrogé.

31(3) Subsection 100(3) is amended

31(3) Le paragraphe 100(3) est modifié :

(a) by striking out "Where the traffic board makes an order" and substituting "If the minister makes a regulation";

a) par substitution, à « Conseil routier a pris une ordonnance », de « ministre prend un règlement »;

(b) by striking out "'Stop" or "Arrêt" signs" and substituting "'Stop" or "Arrêt Stop" signs";

b) par substitution, à « « arrêt » ou « stop » », de « « arrêt stop » ou « stop » »;

(c) by striking out "to which the order" and substituting "to which the regulation"; and

c) par substitution, à « par l'ordonnance », de « par le règlement »;

(d) by striking out "minimum rate of speed allowed thereon" and substituting "minimum permitted speed".

d) par substitution, à « vitesse maximale », de « vitesse minimale ».

32 *Section 101 is repealed.*

32 *L'article 101 est abrogé.*

33 *Section 102 is amended*

33 *L'article 102 est modifié :*

(a) in the section heading, by striking out "orders" and substituting "minimum speed requirement";

a) dans le titre, par substitution, à « ordonnances », de « exigences relatives à la vitesse minimale »;

(b) in the part before clause (a),

b) dans le passage introductif :

(i) by striking out "an order" and substituting "a regulation", and

(i) par substitution, à « une ordonnance prise », de « un règlement pris »,

(ii) in the English version, by adding "permitted" after "minimum"; and

(ii) dans la version anglaise, par adjonction, après « minimum », de « permitted »;

(c) in clauses (a) to (d) of the English version, by striking out "he" and substituting "the driver".

c) dans les alinéas a) à d) de la version anglaise, par substitution, à « he », de « the driver ».

34 *The centred heading before section 103 and sections 103 to 105 are repealed.*

34 *Les articles 103 à 105 et l'intertitre qui précède l'article 103 sont abrogés.*

35(1) *Subsection 106(1) is amended, in the part before clause (a), by striking out "subsections (2), (3) and (4)" and substituting "subsections (2) and (4)".*

35(1) *Le passage introductif du paragraphe 106(1) est modifié par substitution, à « paragraphes (2), (3) et (4) », de « paragraphes (2) et (4) ».*

35(2) *Subsection 106(2) is amended*

35(2) *Le paragraphe 106(2) est modifié :*

(a) in the part before clause (a), by striking out "Subject to subsection (3), the" and substituting "The"; and

a) dans le passage introductif, par substitution, à « Sous réserve du paragraphe (3), le », de « Le »;

(b) in clause (b), by striking out everything after "complies with" and substituting "the regulations and illuminated if required to be illuminated under the regulations.".

b) dans l'alinéa b), par substitution, au passage qui suit « véhicule d'urgence, », de « ne soit muni d'un dispositif d'éclairage qui satisfait aux exigences prévues par les règlements et qui est allumé, s'il y a lieu, en conformité avec ces derniers. ».

35(3) *Subsection 106(3) is repealed.*

35(3) *Le paragraphe 106(3) est abrogé.*

35(4) Subsection 106(7) is amended by striking out everything after "illuminate" and substituting "any lighting if prohibited from doing so by the regulations."

35(4) Le paragraphe 106(7) est modifié par substitution, au passage qui suit « des dispositifs d'éclairage », de « si les règlements l'interdisent. ».

35(5) Subsection 106(7.1) is repealed.

35(5) Le paragraphe 106(7.1) est abrogé.

35(6) Subsection 106(8) is amended

35(6) Le paragraphe 106(8) est modifié :

(a) in the part before clause (a), by striking out "or in subsection 35(11.1)"; and

a) dans le passage introductif, par substitution, à « et le paragraphe 35(11.1) n'ont », de « n'a »;

(b) in clause (b), by striking out "or subsection 35(11)".

b) dans l'alinéa b), par suppression de « ou au paragraphe 35(11) ».

36(1) Subsection 108(3) is amended

36(1) Le paragraphe 108(3) est modifié :

(a) by striking out "a lane direction signal of a form approved by the Highway Traffic Board" and substituting "a traffic control device"; and

a) par substitution, à « un signal d'utilisation de la voie que le Conseil routier approuve, lequel signal », de « un dispositif de signalisation qui »;

(b) by striking out "the signal" wherever it occurs and substituting "the device".

b) par substitution, à « de ce signal », de « de ce dispositif ».

36(2) Subsection 108(4) is amended

36(2) Le paragraphe 108(4) est modifié :

(a) by striking out "a lane direction signal of a form approved by the Highway Traffic Board" and substituting "a traffic control device"; and

a) par substitution, à « circulation, un signal d'utilisation de la voie que le Conseil routier approuve, lequel signal », de « circulation un dispositif de signalisation qui »;

(b) by striking out "the signal" wherever it occurs and substituting "the device".

b) par substitution, à « de ce signal », de « de ce dispositif ».

37(1) Subsection 109.1(1) is amended

37(1) Le paragraphe 109.1(1) est modifié par substitution, à la définition de « feux d'urgence », de ce qui suit :

(a) by repealing the definition "emergency beacon"; and

« feux d'urgence » Feux exigés ou autorisés par règlement à titre de matériel spécial pour un type de véhicule d'urgence ou de véhicule désigné. ("emergency lamps")

(b) by adding the following definition:

"emergency lamps" means the lamps required or permitted under the regulations as special equipment for a type of emergency vehicle or designated vehicle. (« feux d'urgence »)

37(2) Subsection 109.1(2) is amended

(a) in clause (a), by striking out "emergency beacon" and substituting "emergency lamps"; and

(b) in subclause (b)(i), by striking out "an emergency beacon" and substituting "its emergency lamps".

37(2) Le paragraphe 109.1(2) est modifié :

a) dans l'alinéa a), par substitution, à « le feu d'urgence est allumé », de « les feux d'urgence sont allumés »;

b) dans le sous-alinéa b)(i), par substitution, à « un feu », de « des feux ».

38 Section 111 is amended by striking out "or mobility vehicle" in the section heading, in the part before clause (a) and in clause (c).

38 L'article 111 est modifié :

a) dans le titre, par suppression de « et véhicules de déplacement »;

b) dans le passage introductif, par suppression de « ou un véhicule de déplacement »;

c) dans l'alinéa c), par suppression de « ou véhicules de déplacement, ».

39 Subsection 113(1) is amended

(a) by replacing the part before clause (a) with the following:

Use of lights

113(1) At a time when the regulations require the headlamps of a motor vehicle to be lighted, a person driving a motor vehicle on a highway

(b) by replacing clause (b) with the following:

(b) must dim the headlamps or deflect their beams, and keep them dimmed or deflected, anytime the motor vehicle is within 450 m or less from an oncoming motor vehicle on the highway.

39 Le paragraphe 113(1) est modifié :

a) par substitution, au passage introductif, de ce qui suit :

Usage des feux

113(1) Au moment où les règlements exigent que soient allumés les phares d'un véhicule automobile, le conducteur du véhicule qui circule sur une route :

b) par substitution, à l'alinéa b), de ce qui suit:

b) doit passer aux feux de croisement, et les garder ainsi, lorsqu'il est à une distance de 450 mètres ou moins d'un véhicule automobile venant en sens inverse.

40(1) *Clause 116(3)(c) is amended by striking out "a city, town or village" and substituting "a restricted speed area".*

40(1) *L'alinéa 116(3)c est modifié par substitution, à « ville ou d'un village », de « zone de limitation de vitesse ».*

40(2) *Subsection 116(4) is amended by striking out "in cities" and substituting "in an area".*

40(2) *Le paragraphe 116(4) est modifié par substitution, à « les villes, aux endroits », de « une zone ».*

41(1) *Subsection 117(2) is repealed.*

41(1) *Le paragraphe 117(2) est abrogé.*

41(2) *Subsection 117(5) is amended by striking out "'stop" or "arrêt" sign" wherever it occurs and substituting "'stop" or "arrêt stop" sign".*

41(2) *Le paragraphe 117(5) est modifié par substitution, à « « arrêt » ou « stop » », à chaque occurrence, de « « arrêt stop » ou « stop » ».*

42 *Subsection 122(1) is amended*

42 *Le paragraphe 122(1) est modifié :*

(a) in clause (g), by striking out "stop or arrêt sign" and substituting "'stop" or "arrêt stop" sign";

a) dans l'alinéa g), par substitution, à « « arrêt » ou « stop » », de « « arrêt stop » ou « stop » »;

(b) in clause (n), by striking out "city, town or village" and substituting "restricted speed area";

b) dans l'alinéa n), par substitution, à « en dehors d'une ville ou d'un village », de « à l'extérieur d'une zone de limitation de vitesse »;

(c) by replacing subclause (o)(ii) with the following:

c) par substitution, au sous-alinéa o)(ii), de ce qui suit :

(ii) it is parked in contravention of

(ii) que le véhicule soit stationné en contravention :

(A) any provision of this Act, or

(A) soit avec toute disposition du présent code,

(B) a rule or by-law of a traffic authority that has been passed and indicated or made known in accordance with this Act.

(B) soit avec une règle ou un arrêté pris par une autorité chargée de la circulation et adoptés et communiqués conformément au présent code.

(d) by repealing clauses (p) and (q).

d) par abrogation des alinéas p) et q).

43 *Clause 124.2(2)(d) is amended by striking out "emergency lamps, as described in subsection 37(13)," and substituting "hazard warning lamps, as required under the regulations,".*

43 *L'alinéa 124.2(2)d) est modifié par substitution, à « du véhicule automobile, visés au paragraphe 37(13), », de « réglementaires du véhicule automobile ».*

44(1) *Subsection 125(1) is amended by striking out "or" at the end of clause (b) and repealing clause (c).*

44(1) *L'alinéa 125(1)c) est abrogé.*

44(2) *Subsection 125(2) is amended by striking out "or (c)".*

44(2) *Le paragraphe 125(2) est modifié par suppression de « ou c) ».*

45 *Subsection 126(1) is amended, in the part before clause (a), by striking out ", moped or mobility vehicle" and substituting "or moped".*

45 *Le passage introductif du paragraphe 126(1) est modifié par substitution, à « assistée, d'un cyclomoteur ou d'un véhicule de déplacement », de « assistée ou d'un cyclomoteur ».*

46 *Section 132 is amended, in the part before clause (a), by striking out "under section 38.1" and substituting "for the emergency vehicle under the regulations".*

46 *Le passage introductif de l'article 132 est modifié par substitution, à « requis en application de l'article 38.1 », de « réglementaire ».*

47(1) *The definition "uncontrolled railway crossing" in subsection 134(1) is amended by striking out "'stop" or "arrêt" sign" and substituting "'stop" or "arrêt stop" sign".*

47(1) *La définition de « passage à niveau non contrôlé » figurant au paragraphe 134(1) est modifiée par substitution, à « « arrêt » ou « stop » », de « « arrêt stop » ou « stop » ».*

47(2) *Clause 134(2)(a) is amended by striking out "'stop" or "arrêt" sign" and substituting "'stop" or "arrêt stop" sign".*

47(2) *L'alinéa 134(2)a) est modifié par substitution, à « « arrêt » ou « stop » », de « « arrêt stop » ou « stop » ».*

47(3) *Subsection 134(5) is amended, in the section heading, by striking out "buses and trucks" and substituting "vehicles".*

47(3) *Le titre du paragraphe 134(5) est modifié par substitution, à « autobus et camions », de « véhicules ».*

48 *Section 137 is replaced with the following:*

Operation of school bus warning lamps

137(1) The driver of a school bus must operate all warning lamps and other warning systems on the school bus, as required under the regulations, when pupils are getting on or getting off the school bus, or are about to get on or get off the school bus.

Prohibition on passing school bus

137(2) Subject to subsection (3), the driver of a vehicle approaching a school bus from the front or the rear must bring the vehicle to a stop not less than five m from the school bus and must not pass the school bus if any of the following equipment on the school bus required under the regulations is operating:

- (a) one or more flashing red warning lamps;
- (b) a warning system on the school bus indicating to approaching drivers that they must stop.

Passing school bus on divided highway

137(3) Subsection (2) does not apply to the driver of a vehicle on a roadway that forms part of a divided highway if the school bus is located on a different roadway of the same highway.

School bus not to be operated for other purposes

137(4) A person must not operate a school bus for a purpose other than transporting pupils to or from school unless any markings identifying the bus as a school bus are covered.

49 *Subsection 141(4) is repealed.*

50 *Section 144 is repealed.*

51(1) *Subsection 145(6) is amended by striking out "mobility vehicle,".*

48 *L'article 137 est remplacé par ce qui suit :*

Obligation d'activer les dispositifs d'avertissement

137(1) Conformément aux règlements, le conducteur d'un autobus scolaire est tenu d'en activer les dispositifs d'avertissement, notamment les feux, au moment où les élèves y montent ou en descendent ou s'appêtent à le faire.

Interdiction de dépasser

137(2) Sous réserve du paragraphe (3), le conducteur d'un véhicule qui s'approche d'un autobus scolaire par devant ou par derrière s'arrête à une distance d'au moins cinq mètres de cet autobus et demeure arrêté tant que l'un ou l'autre des dispositifs réglementaires indiqués ci-dessous sont activés :

- a) les feux d'avertissement rouges de l'autobus;
- b) les dispositifs d'avertissement indiquant aux conducteurs qui s'approchent qu'ils doivent s'arrêter.

Exception — route à chaussées séparées

137(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas aux conducteurs de véhicules circulant sur une route à chaussées séparées si l'autobus scolaire est situé sur une autre chaussée de la même route.

Usage limité des autobus scolaires

137(4) Il est interdit de conduire un autobus scolaire à quelque fin que ce soit, à part le transport des élèves à destination et en provenance de l'école, à moins que toute marque indiquant qu'il s'agit d'un autobus scolaire ne soit recouverte.

49 *Le paragraphe 141(4) est abrogé.*

50 *L'article 144 est abrogé.*

51(1) *Le paragraphe 145(6) est modifié par suppression de « d'un véhicule de déplacement, ».*

51(2) Subclause 145(7)(a)(ii) is amended by striking out "mobility vehicle,".

51(2) Le sous-alinéa 145(7)a)(ii) est modifié par suppression de « un véhicule de déplacement, ».

52 Subsection 149(3) is amended by striking out "subsection 35(11) or".

52 Le paragraphe 149(3) est modifié par substitution, à « lorsque le paragraphe 35(11), ou un règlement pris en application du présent code, », de « lorsqu'un règlement pris en application du présent code ».

53 Subsection 153(2) is amended

53 Le paragraphe 153(2) est modifié :

(a) by striking out "public service vehicle" and substituting "regulated vehicle"; and

a) par substitution, à « de transport de public », de « réglementé »;

(b) in the English version, by striking out "him" and substituting "the person".

b) dans la version anglaise, par substitution, à « him », de « the person ».

54(1) Subsection 160(2) is amended, in the part before clause (a), by striking out "Subject to subsection 271(5), where" and substituting "If".

54(1) Le passage introductif du paragraphe 160(2) est modifié par substitution, à « Sous réserve du paragraphe 271(5), la », de « La ».

54(2) Subsection 160(3) is amended by striking out "or 271".

54(2) Le paragraphe 160(3) est modifié par suppression de « ou 271 ».

55 The centred heading before section 162 and sections 162 and 163 are repealed.

55 Les articles 162 et 163 ainsi que l'intertitre qui précède l'article 162 sont abrogés.

56(1) Subsection 164(2) is repealed.

56(1) Le paragraphe 164(2) est abrogé.

56(2) Subsection 164(3) is amended by striking out "or (2)".

56(2) Le paragraphe 164(3) est modifié par suppression de « ou (2) ».

56(3) Subsection 164(4) is amended by striking out "or 163".

56(3) Le paragraphe 164(4) est modifié par suppression de « ou 163 ».

57 Section 169 is repealed.

57 L'article 169 est abrogé.

58(1) *Subsections 177(3) and (4) are replaced with the following:*

Speed limit for agricultural equipment

177(3) No person shall drive or tow agricultural equipment on a highway at a speed greater than the lesser of

- (a) the lowest maximum rated speed set out on the sidewall of a tire of the agricultural equipment; or
- (b) 70 km/h.

Speed limit for self-propelled infrastructure equipment

177(4) No person shall drive self-propelled infrastructure equipment on a highway at a speed greater than 50 km/h.

58(2) *Subsection 177(4.1) is repealed.*

59(1) *Subsection 178(1) is amended*

(a) *by striking out "kilometres per hour" and substituting "km/h"; and*

(b) *by striking out "of a type approved by the traffic board".*

59(2) *Subsection 178(2) is amended*

(a) *in the part before clause (a), by striking out ", moped or mobility vehicle"; and*

(b) *in the part before clause (a) and in clause (c), by striking out "kilometres per hour" and substituting "km/h".*

60 *Subsection 179(1) is amended*

58(1) *Les paragraphes 177(3) et (4) sont remplacés par ce qui suit :*

Limite de vitesse applicable au matériel agricole

177(3) Il est interdit de conduire ou de tracter sur route du matériel agricole à une vitesse dépassant la moins élevée des vitesses suivantes :

- a) la vitesse nominale maximale la plus basse indiquée sur les flancs des pneus du matériel;
- b) 70 km/h.

Limite de vitesse applicable au matériel de chantier automoteur

177(4) Il est interdit de conduire sur route du matériel de chantier automoteur à une vitesse supérieure à 50 km/h.

58(2) *Le paragraphe 177(4.1) est abrogé.*

59(1) *Le paragraphe 178(1) est modifié :*

a) *par substitution, à « kilomètres à l'heure », de « km/h »;*

b) *par substitution, à « d'un type approuvé par le Conseil routier et indiquant », de « qui indique ».*

59(2) *Le paragraphe 178(2) est modifié :*

a) *dans le passage introductif, par substitution, à « , au cyclomoteur ou au véhicule de déplacement qui circule à une vitesse inférieure à 40 kilomètres à l'heure », de « qui circule à une vitesse inférieure à 40 km/h »;*

b) *dans l'alinéa c), par substitution, à « kilomètres à l'heure », de « km/h ».*

60 *Le paragraphe 179(1) est modifié :*

(a) in clause (a), by adding "unless the vehicle is an emergency vehicle," at the beginning; and

a) dans l'alinéa a), par adjonction, à la fin, de « , à moins qu'il ne s'agisse d'un véhicule d'urgence »;

(b) by striking out "or" at the end of clause (c) and repealing everything after clause (c).

b) par abrogation de l'alinéa d) et du passage qui le suit.

61(1) Subsection 180(1) is amended by striking out "shall register a truck" and substituting "may register a motor vehicle".

61(1) Le paragraphe 180(1) est modifié par substitution, à « un camion », de « un véhicule automobile ».

61(2) Subsection 180(1.1) is repealed.

61(2) Le paragraphe 180(1.1) est abrogé.

62(1) Subsection 182(4) is amended, in the part before clause (a), by striking out "Subject to section 58" and substituting "Except as permitted under the regulations".

62(1) Le passage introductif du paragraphe 182(4) est modifié par substitution, à « de l'article 58 », de « des règlements ».

62(2) Subsections 182(5) to (8) are repealed.

62(2) Les paragraphes 182(5) à (8) sont abrogés.

63(1) Subsections 184(2) and (4) are repealed.

63(1) Les paragraphes 184(2) et (4) sont abrogés.

63(2) Subsection 184(6) is amended by striking out "Subject to subsection (8), no" and substituting "No".

63(2) Le paragraphe 184(6) est modifié par substitution, à « Sous réserve du paragraphe (8), il », de « Il ».

63(3) Subsection 184(8) is repealed.

63(3) Le paragraphe 184(8) est abrogé.

64 Section 185 is replaced with the following:

64 L'article 185 est remplacé par ce qui suit :

Mopeds not to operate on certain Provincial Trunk Highways

185(1) Subject to subsection (2), a person must not operate a moped on a Provincial Trunk Highway on which the speed limit is more than 80 km/h.

Circulation sur certaines routes provinciales

185(1) Sous réserve du paragraphe (2), il est interdit de conduire un cyclomoteur sur une route provinciale à grande circulation sur laquelle la limite de vitesse est supérieure à 80 km/h.

Exception

185(2) Subsection (1) does not apply to an operator of a moped crossing a Provincial Trunk Highway with a speed limit of more than 80 km/h if the crossing is made at an intersection and in the most direct route.

65(1) *Subsection 186(2) is repealed.*

65(2) *Clause 186(12)(a) is amended by striking out "subsection (2), (3)" and substituting "subsection (3)".*

65(3) *Clause 186(14)(d) is repealed.*

66 *Subsection 195(2) is amended by striking out "special mobile machines, tractors used for maintenance,".*

67 *Subsection 197.1(5) is amended by striking out "The Highways and Transportation Act" and substituting "The Transportation Infrastructure Act".*

68 *Section 198 is amended by striking out "truck" wherever it occurs and substituting "motor vehicle".*

69 *Clause 202(b) is amended by striking out "the signal lights authorized under subsection 37(8) or (13)" and substituting "any warning lamps and warning systems required for school buses under the regulations".*

70 *Sections 204 and 207 are repealed.*

Exception

185(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au conducteur de cyclomoteur qui traverse une route provinciale à grande circulation sur laquelle la limite de vitesse est supérieure à 80 km/h si cette manœuvre se fait à une intersection et par l'itinéraire le plus direct.

65(1) *Le paragraphe 186(2) est abrogé.*

65(2) *L'alinéa 186(12)a est modifié par suppression de « (2), ».*

65(3) *L'alinéa 186(14)d est abrogé.*

66 *Le paragraphe 195(2) est modifié par suppression de « d'engins mobiles spéciaux, de tracteurs employés aux travaux d'entretien, ».*

67 *Le paragraphe 197.1(5) est modifié par substitution, à « Loi sur la voirie et le transport », de « Loi sur les infrastructures de transport ».*

68 *L'article 198 est modifié par substitution, à « camion », à chaque occurrence, de « véhicule automobile ».*

69 *L'alinéa 202b) est modifié par substitution, à « de signalisation autorisés en application des paragraphes 37(8) ou (13) », de « et les dispositifs d'avertissement réglementaires ».*

70 *Les articles 204 et 207 sont abrogés.*

71 Subsection 210(2) is amended by striking out "stop" or "arrêt" wherever it occurs and substituting "stop" or "arrêt stop".

71 Le paragraphe 210(2) est modifié par substitution, à « « arrêt » ou « stop » », à chaque occurrence, de « « arrêt stop » ou « stop » ».

72 Subsection 211(1) is amended by striking out "truck" and substituting "motor vehicle".

72 Le paragraphe 211(1) est modifié par substitution, à « camion », à chaque occurrence, de « véhicule automobile ».

73 Subsection 217(4) is replaced with the following:

73 Le paragraphe 217(4) est remplacé par ce qui suit :

Warning as to obstructions placed on highway

217(4) A person who places or deposits, or causes or permits to be placed or deposited, any obstruction on a roadway at a time when the regulations require vehicle lamps to be lighted must place advance warning devices on the highway in accordance with the regulations.

Avertissement au sujet des obstacles sur la route

217(4) La personne qui place, fait placer ou permet que soient placés sur la chaussée des obstacles au moment où, en vertu des règlements, les feux des véhicules doivent être allumés est tenue d'y installer, conformément aux règlements, des dispositifs d'avertissement.

74 Subsection 219(3) is repealed.

74 Le paragraphe 219(3) est abrogé.

75 Subclause 221(4)(a)(i) is amended by striking out "MTS NetCom Inc." and substituting "a telecommunication service provider".

75 Le sous-alinéa 221(4)a(i) est modifié par substitution, à « à la MTS NetCom Inc. », de « aux fournisseurs de services de télécommunications ».

76 Section 223 is repealed.

76 L'article 223 est abrogé.

77(1) Subsection 225(1.2) is amended by replacing the part before clause (a) with the following:

77(1) Le passage introductif du paragraphe 225(1.2) est remplacé par ce qui suit :

Driving other vehicle while disqualified or prohibited

225(1.2) No person shall drive agricultural equipment or infrastructure equipment on a provincial highway, or on a highway within the City of Winnipeg, an urban municipality or a restricted speed area, while

Conduite d'un véhicule malgré l'interdiction

225(1.2) Il est interdit à toute personne de conduire du matériel agricole ou de chantier sur une route provinciale ou sur une route située dans la ville de Winnipeg, une municipalité urbaine ou une zone de limitation de vitesse pendant :

77(2) *Subsection 225(4.1) is amended*

(a) *by striking out "an implement of husbandry, special mobile machine or tractor" and substituting "agricultural equipment or infrastructure equipment"; and*

(b) *by striking out "the municipal boundaries of a city, town, village or urban municipality" and substituting "the City of Winnipeg, an urban municipality or a restricted speed area".*

78(1) *Subsection 226(1) is amended by striking out "Subject to subsection (7), no person shall" and substituting "A person must not".*

78(2) *The following is added after subsection 226(1.1):*

Insurance for agricultural equipment or infrastructure equipment

226(1.2) A person must not drive agricultural equipment or infrastructure equipment on a highway unless the equipment is insured under an insurance policy, in accordance with *The Insurance Act* and the regulations under that Act, that

- (a) is issued to the owner of the equipment;
- (b) insures against damages arising from
 - (i) death or bodily injury, and
 - (ii) loss or damage to property; and
- (c) despite subsection 160(4), has a minimum policy limit as prescribed in the regulations under this Act.

78(3) *Subsection 226(2) is amended, in the part before clause (a), by striking out "on a highway, no person shall" and substituting "other than agricultural equipment or infrastructure equipment on a highway, a person must not".*

77(2) *Le paragraphe 225(4.1) est modifié :*

a) *par substitution, à « , d'un engin mobile spécial ou d'un tracteur de permettre à une autre personne de conduire le matériel, l'engin ou le tracteur », de « ou de chantier de permettre à une autre personne de le conduire »;*

b) *par substitution, à « les limites d'une ville, d'un village ou d'une municipalité urbaine, », de « la ville de Winnipeg, une municipalité urbaine ou une zone de limitation de vitesse ».*

78(1) *Le paragraphe 226(1) est modifié par substitution, à « Sous réserve du paragraphe (7), il », de « Il ».*

78(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 226(1.1), ce qui suit :*

Exigences en matière d'assurance

226(1.2) Il est interdit de conduire du matériel agricole ou de chantier sur une route à moins que le véhicule ne soit assuré en vertu d'une police d'assurance conformément à la *Loi sur les assurances* et ses règlements d'application :

- a) qui est établie au nom du propriétaire du matériel;
- b) qui prend en charge les dommages-intérêts découlant :
 - (i) d'un décès ou de blessures corporelles,
 - (ii) de pertes ou de dégâts matériels;
- c) dont le capital assuré correspond, malgré le paragraphe 160(4), tout au moins à la somme prévue par les règlements d'application du présent code.

78(3) *Le paragraphe 226(2) est modifié par adjonction, après « lorsqu'elle conduit sur route », de « un véhicule autre que du matériel agricole ou de chantier ».*

79 *Clause 236(2)(c) is amended by striking out "204,".*

79 *L'alinéa 236(2)c est modifié par suppression de « 204, ».*

80(1) *Subsections 238(2) and (2.1) are replaced with the following:*

80(1) *Les paragraphes 238(2) et (2.1) sont remplacés par ce qui suit :*

Penalty for speeding offences

238(2) A person who is guilty of an offence under subsection 95(1) is liable to a fine of not more than \$7.70 for each km/h that the vehicle was driven over the speed limit at the place where the offence was committed.

Peine pour excès de vitesse

238(2) Quiconque commet une infraction que vise le paragraphe 95(1) est passible d'une amende maximale de 7,70 \$ pour chaque km/h dépassant la limite de vitesse fixée à l'endroit où l'infraction a été commise.

Speeding in a designated construction zone

238(2.1) In addition to the penalty set out in subsection (2), a person who is guilty of an offence under clause 95(1)(c) (speeding in a designated construction zone) is liable to a further fine of \$7.70 for each km/h that the vehicle was driven over the speed limit at the place where the offence was committed.

Excès de vitesse dans une zone de construction désignée

238(2.1) En plus de l'amende prévue au paragraphe (2), quiconque commet une infraction que vise l'alinéa 95(1)c) est passible d'une amende supplémentaire de 7,70 \$ pour chaque km/h dépassant la limite de vitesse fixée à l'endroit où l'infraction a été commise.

80(2) *Clause 238(2.2)(b) is amended by striking out "maximum permitted speed" and substituting "speed limit".*

80(2) *L'alinéa 238(2.2)b) est modifié par substitution, à « vitesse maximale permise », de « limite de vitesse ».*

80(3) *Subsection 238(3) is amended*

80(3) *Le paragraphe 238(3) est modifié :*

(a) in the part before clause (a), by striking out "or (2), or subsection 98(5) or (7)"; and

a) dans le passage introductif, par suppression de « ou (2), ou au paragraphe 98(5) ou (7) »;

(b) by striking out everything after "suspend the licence of the person" and substituting "for a period of not more than one year.".

b) par substitution, au passage qui suit « de cette personne », de « pour une période maximale d'un an. ».

81 *Clause 239(1)(c) is amended, in the part before subclause (i), by striking out ", the traffic board, the transport board".*

81 *Le passage introductif de l'alinéa 239(1)c) est modifié par suppression de « , du Conseil routier ».*

82 *The centred heading before section 241 and section 241 are repealed.*

82 *L'article 241 et l'intertitre qui le précède sont abrogés.*

83 *Clause 242(1)(b) is amended by striking out everything after "complies with the" and substituting "vehicle and equipment standards for the motor vehicle set out in the regulations."*

83 *L'alinéa 242(1)(b) est modifié par substitution, au passage qui suit « véhicule automobile », de « est conforme aux normes réglementaires relatives aux véhicules et au matériel connexe. ».*

84 *Clauses 242.1(3)(a) and 242.4(8)(a) are amended by striking out "subsection 319(1)" and substituting "section 319".*

84 *Les alinéas 242.1(3)a) et 242.4(8)a) sont modifiés par substitution, à « du paragraphe 319(1) », de « de l'article 319 ».*

85 *Subsections 247(2) and (3) are amended by striking out "section 155, 156 or 159" and substituting "section 155 or 159".*

85 *Les paragraphes 247(2) et (3) sont modifiés par suppression de « , 156 ».*

86(1) *Subsection 250(1) is amended*

86(1) *Le paragraphe 250(1) est modifié :*

(a) by replacing the section heading with "Description of careless driving offence"; and

a) par substitution, au titre, de « Description de l'infraction de conduite négligente »;

(b) by striking out "subsection 95(3) or 188(2)" and substituting "subsection 95(2) or 188(2)".

b) dans le texte, par substitution, à « paragraphe 95(3) », de « paragraphe 95(2) ».

86(2) *Subsection 250(2) is amended by striking out "or section 96 or under subsection 98(5) or (7)".*

86(2) *Le paragraphe 250(2) est modifié par suppression de « à l'article 96 ou au paragraphe 98(5) ou (7), ».*

86(3) *Subsection 250(3) is amended*

86(3) *Le paragraphe 250(3) est modifié :*

(a) by replacing the section heading with "Description of imprudent driving offence"; and

a) par substitution, au titre, de « Description de l'infraction de conduite imprudente »;

(b) by striking out "subsection 95(3)" and substituting "subsection 95(2)".

b) dans le texte, par substitution, à « paragraphe 95(3) », de « paragraphe 95(2) ».

87 *Subsection 254(2) is amended, in the part before clause (a), by striking out "truck, commercial truck, or public service vehicle" and substituting "regulated vehicle".*

87 *Le passage introductif du paragraphe 254(2) est modifié par substitution, à « camion, d'un véhicule commercial ou d'un véhicule de transport public », de « véhicule réglementé ».*

88 *Subsection 259(2) is amended by adding "or" at the end of clause (b), striking out "or" at the end of clause (c) and repealing clause (d).*

88 *L'alinéa 259(2)d) est abrogé.*

89 *Subsection 261(1.1) is amended by striking out "clause 134(1)(b) or (c)" and substituting "clause 134(2)(b) or (c)".*

89 *Le paragraphe 261(1.1) est modifié par substitution, à « l'alinéa 134(1)b) ou c) », de « l'alinéa 134(2)b) ou c) ».*

90 *The definition "motor vehicle" in subsections 263.1(1), 264(1) and 265(1) is replaced with the following:*

90 *La définition de « véhicule automobile » figurant aux paragraphes 263.1(1), 264(1) et 265(1) est remplacée par ce qui suit :*

"motor vehicle" includes agricultural equipment, infrastructure equipment, and an off-road vehicle. (« véhicule automobile »)

« **véhicule automobile** » Sont assimilés aux véhicules automobiles le matériel agricole, le matériel de chantier et les véhicules à caractère non routier. ("motor vehicle")

91(1) *Subsection 265.1(1) is amended*

91(1) *Le paragraphe 265.1(1) est modifié :*

(a) by striking out "public service vehicle or a commercial truck having a registered gross weight of 4,500 kilograms or more" and substituting "regulated vehicle"; and

a) par substitution, à « de transport public ou d'un véhicule commercial dont le poids en charge inscrit est d'au moins 4 500 kilogrammes », de « réglementé »;

(b) in the English version, by striking out "his" and substituting "their".

b) dans la version anglaise, par substitution, à « his », de « their ».

91(2) *Subsection 265.1(3) is amended, in the part before clause (a),*

91(2) *Le passage introductif du paragraphe 265.1(3) est modifié :*

(a) in the English version, by striking out "his" and substituting "their"; and

a) dans la version anglaise, par substitution, à « his », de « their »;

(b) by striking out "commercial truck having a registered gross weight of 4500 kilograms or more and for the purpose of driving a public service vehicle" and substituting "regulated vehicle".

b) par substitution, à « commercial dont le poids en charge inscrit est d'au moins 4 500 kilogrammes et d'un véhicule de transport public », de « réglementé ».

92 *The centred heading before section 271 and section 271 are repealed.*

92 *L'article 271 et l'intertitre qui le précède sont abrogés.*

93 The definition "licence suspension or driving disqualification" in subsection 279.1(1) is amended by striking out "implement of husbandry, special mobile machine or tractor" and substituting "agricultural equipment or infrastructure equipment".

93 La définition de « suspension de permis ou interdiction de conduire » figurant au paragraphe 279.1(1) est modifiée par substitution, à « , un engin mobile spécial, un tracteur », de « ou de chantier ».

94 The heading for Part VIII is replaced with "REGULATED VEHICLES".

94 Le titre de la partie VIII est remplacé par « VÉHICULES RÉGLEMENTÉS ».

95 Sections 280 to 311 are repealed.

95 Les articles 280 à 311 sont abrogés.

96 The following is added before section 313:

96 Il est ajouté, avant l'article 313, ce qui suit :

Definitions

312.1 The following definitions apply in this Part and in section 322.1.

"operate" means to operate as defined in the regulations. (« exploiter »)

"operator" means an operator as defined in the regulations. (« exploitant »)

Définitions

312.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie et à l'article 322.1.

« **exploitant** » S'entend au sens des règlements. ("operator")

« **exploiter** » S'entend au sens des règlements. ("operate")

Safety fitness requirements for operators of regulated vehicles

312.2 Unless a person holds a safety fitness certificate issued under the regulations, the person must not

- (a) operate a regulated vehicle; or
- (b) as the operator of a regulated vehicle, permit it to
 - (i) be driven or towed on a highway, or
 - (ii) tow another vehicle on a highway.

Critères de sécurité — exploitants de véhicules réglementés

312.2 Seules les personnes qui sont titulaires d'un certificat réglementaire en matière de sécurité peuvent :

- a) exploiter un véhicule réglementé;
- b) à titre d'exploitantes d'un véhicule réglementé, permettre à quiconque :
 - (i) de le conduire ou de le tracter sur route,
 - (ii) de s'en servir pour tracter un autre véhicule sur route.

Powers of inspector and other peace officer

312.3(1) An inspector or other peace officer may

- (a) enter any place where a regulated vehicle is kept, stored or repaired;

Pouvoirs — inspecteurs et autres agents de la paix

312.3(1) Les inspecteurs et les autres agents de la paix peuvent :

- a) pénétrer dans un lieu où sont gardés, remisés ou réparés des véhicules réglementés;

- (b) inspect any regulated vehicle or its cargo; and
- (c) order a regulated vehicle out of service if they reasonably believe that the regulated vehicle
 - (i) is unsafe for use on a highway, or
 - (ii) does not comply with this Act or the regulations.

Prohibition re out-of-service regulated vehicles

312.3(2) A person must not drive or tow a regulated vehicle that has been ordered out of service under clause (1)(c) on a highway, unless

- (a) the condition that gave rise to the order has been remedied; or
- (b) the vehicle is being towed to remove it from the highway or to bring it to a place to have it repaired.

Duty to cooperate

312.3(3) The operator and the driver of a regulated vehicle must cooperate with an inspector or other peace officer conducting an inspection under subsection (1) and provide any assistance and information reasonably required to carry out the inspection.

Notice requirement re insurance

312.4 If an insurance policy has been filed with the department for the purpose of supporting a safety fitness certificate under this Part, a cancellation, change or refusal to renew the policy is not effective unless the department is provided at least 10 days' notice.

b) inspecter les véhicules réglementés ou leur chargement;

c) ordonner que les véhicules réglementés soient mis hors service s'ils ont des motifs raisonnables de croire :

- (i) qu'ils sont dangereux pour la circulation sur route,
- (ii) qu'ils sont non conformes au présent code ou aux règlements.

Interdiction — véhicules réglementés mis hors service

312.3(2) Les véhicules réglementés mis hors service en vertu de l'alinéa (1)c) ne peuvent être conduits ni tractés sur une route sauf :

- a) si les circonstances qui ont entraîné la mise hors service n'existent plus;
- b) s'ils sont tractés afin de d'être retirés de la route ou d'être réparés.

Coopération

312.3(3) L'exploitant et le conducteur d'un véhicule réglementé inspecté en vertu du paragraphe (1) collaborent avec les inspecteurs et les autres agents de la paix et leur fournissent l'assistance et les renseignements qu'ils peuvent raisonnablement exiger dans le cadre de l'inspection.

Préavis applicable aux polices d'assurance

312.4 La résiliation, la modification ou le non-renouvellement d'une police d'assurance déposée auprès du ministère en vue d'étayer la délivrance, sous le régime de la présente partie, d'un certificat en matière de sécurité ne prend effet que si le ministère reçoit un préavis d'au moins 10 jours.

97 *Subsection 313(1) is replaced with the following:*

Bills of lading

313(1) Every person who transports goods for compensation by means of a vehicle on a highway must use a bill of lading that meets the requirements prescribed under the regulations.

98(1) *Subsection 314(2) is replaced with the following:*

Identification of operators of regulated vehicles

314(2) The operator of a regulated vehicle must ensure that the operator's name or a distinctive mark or graphic that readily identifies the operator is displayed in a conspicuous place on each lateral side of the vehicle.

98(2) *Subsection 314(3) is amended, in the part before clause (a), by striking out "owner's" and substituting "operator's".*

99 *Section 315 is replaced with the following:*

Remedy for unpaid freight charges

315(1) An operator who has not been paid any outstanding charges in respect of the transportation of goods may recover those charges by any combination of the following:

- (a) bringing a proceeding in a court of competent jurisdiction;
- (b) refusing to release the goods until payment has been received (in which case the goods are at the risk of their owner during the detention period);
- (c) subject to subsection (2), selling all or part of the goods and retaining the amount owing, plus any reasonable costs incurred as a result of the sale, from the sale proceeds.

97 *Le paragraphe 313(1) est remplacé par ce qui suit :*

Lettre de voiture

313(1) Toute personne qui transporte sur une route des marchandises à titre onéreux au moyen d'un véhicule se sert d'une lettre de voiture qui répond aux exigences réglementaires.

98(1) *Le paragraphe 314(2) est remplacé par ce qui suit :*

Identification des exploitants de véhicules réglementés

314(2) Les exploitants de véhicules réglementés veillent à ce que leurs véhicules portent, de chaque côté, soit leur nom, soit une marque ou un graphique distinctifs bien en vue permettant de les identifier facilement.

98(2) *Le passage introductif du paragraphe 314(3) est modifié par substitution, à « du propriétaire », de « de l'exploitant ».*

99 *L'article 315 est remplacé par ce qui suit :*

Action en recouvrement du prix non payé

315(1) Les exploitants impayés à la suite du transport de marchandises peuvent recouvrer les sommes en souffrance selon une ou plusieurs des méthodes suivantes :

- a) introduire une instance civile devant tout tribunal compétent;
- b) détenir les marchandises, aux risques de leur propriétaire, jusqu'au paiement des sommes en souffrance;
- c) sous réserve du paragraphe (2), vendre tout ou partie de ces marchandises et retenir sur le produit de la vente les sommes impayées ainsi que les frais raisonnables engagés en raison de la vente.

Requirements re sale of goods**315(2)** An operator must

(a) wait four weeks after making a demand for payment before selling goods under clause (1)(c), unless the goods are perishable goods or livestock; and

(b) pay any surplus resulting from the sale, and deliver any goods that remain unsold, to the persons entitled to them.

100 *Section 316 is repealed.*101 *Section 317 is replaced with the following:***Contravention of Act by operator or employee an offence**

317 An operator or an employee of an operator who, in connection with the operation of a regulated vehicle, contravenes or counsels another person to contravene a provision of this Act, *The Drivers and Vehicles Act* or a regulation under either of them is guilty of an offence and, in addition to any other applicable penalty, is liable on conviction to a fine of not less than \$500 or more than \$5,000.

102(1) *Subsection 317.1(1) is amended*

(a) by striking out "public service vehicle" and substituting "regulated vehicle"; and

(b) by striking out "motor carrier" wherever it occurs and substituting "operator".

102(2) *Subsection 317.1(2) is amended*

(a) by striking out "summary"; and

(b) by striking out "motor carrier" wherever it occurs and substituting "operator".

Exigences — vente des marchandises**315(2)** Les exploitants sont tenus, à la fois :

a) d'attendre quatre semaines après avoir présenté une demande de paiement avant de vendre les marchandises en vertu de l'alinéa (1)c) à moins qu'il ne s'agisse de biens périssables ou d'animaux;

b) de payer à la personne qui y a droit le surplus du produit de la vente et de lui livrer les marchandises non vendues.

100 *L'article 316 est abrogé.*101 *L'article 317 est remplacé par ce qui suit :***Infraction par suite de la violation de la Loi**

317 L'exploitant, ou son employé, qui, à l'occasion de l'exploitation d'un véhicule réglementé, contrevient ou conseille à autrui de contrevenir à une disposition du présent code, de la *Loi sur les conducteurs et les véhicules* ou des règlements d'application de l'un de ces textes commet une infraction et est passible sur déclaration de culpabilité, en sus de toute autre peine, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 5 000 \$.

102(1) *Le paragraphe 317.1(1) est modifié :*

a) par substitution, à « de transport public », de « réglementé »;

b) par substitution, à « au transporteur routier », de « à l'exploitant »;

c) par substitution, à « le transporteur routier », de « l'exploitant ».

102(2) *Le paragraphe 317.1(2) est modifié :*

a) par suppression de « par procédure sommaire »;

b) par substitution, à « le transporteur routier », de « l'exploitant ».

103 *The centred heading before section 318.1 is replaced with "SAFETY OF REGULATED VEHICLES".*

103 *L'intertitre qui précède l'article 318.1 est remplacé par « SÉCURITÉ DES VÉHICULES RÉGLEMENTÉS ».*

104(1) *Subsection 318.1(1) is repealed.*

104(1) *Le paragraphe 318.1(1) est abrogé.*

104(2) *Subsection 318.1(3) is amended, in the part before clause (a), by striking out "drive a public service vehicle or a regulated vehicle that is not a public service vehicle" and substitute "drive or tow a regulated vehicle".*

104(2) *Le passage introductif du paragraphe 318.1(3) est modifié par substitution, à « un véhicule de transport public ou un véhicule réglementé qui n'est pas un véhicule de transport public », de « ou de tracter un véhicule réglementé ».*

105 *Section 318.2 is amended by replacing the part before clause (a) with the following:*

105 *Le passage introductif de l'article 318.2 est remplacé par ce qui suit :*

Safety inspections and reports by driver

318.2 A person must not drive or tow a regulated vehicle on a highway unless

Obligations du conducteur — inspections et rapports

318.2 Il est interdit de conduire ou de tracter un véhicule réglementé sur route à moins que les exigences suivantes n'aient été remplies :

106(1) *Subsection 318.3(1) is amended by striking out everything before "on a highway" and substituting "A person must not drive or tow a regulated vehicle".*

106(1) *Le paragraphe 318.3(1) est modifié par substitution, à « un véhicule de transport public ou un véhicule réglementé qui n'est pas un véhicule de transport public », de « ou de tracter un véhicule réglementé ».*

106(2) *Subsection 318.3(2) is amended by replacing the part before clause (a) with the following:*

106(2) *Le passage introductif du paragraphe 318.3(2) est remplacé par ce qui suit :*

Driver records

318.3(2) A person who drives or tows, or has driven or towed, a regulated vehicle on a highway

Registre des heures de service

318.3(2) Les personnes qui conduisent ou tractent, ou qui ont conduit ou tracté, un véhicule réglementé sur route :

107 Section 318.4 is amended by replacing the part before clause (a) with the following:

Safe operation

318.4 A person must not drive or tow a regulated vehicle on a highway unless

108(1) Subsection 318.5(1) is repealed.

108(2) Subsection 318.5(2) is amended

(a) in the section heading, by striking out "other than p.s.v.'s"; and

(b) by striking out "that is not a public service vehicle".

109(1) Subsection 318.6(1) is amended, in the part before clause (a), by striking out "drive a public service vehicle or a regulated vehicle that is not a public service vehicle" and substituting "drive or tow a regulated vehicle".

109(2) Subsection 318.6(2) is amended by replacing the part before clause (a) with the following:

Review of driving record by operator

318.6(2) During each 12-month period of a person's engagement to drive or tow a regulated vehicle, the vehicle's operator must

110 Section 318.7 is amended by striking out "public service vehicle or a regulated vehicle that is not a public service vehicle" wherever it occurs and substituting "regulated vehicle".

107 Le passage introductif du paragraphe 318.4 est remplacé par ce qui suit :

Mesures de sécurité

318.4 Il est interdit de conduire ou de tracter un véhicule réglementé sur route à moins que les exigences suivantes n'aient été remplies :

108(1) Le paragraphe 318.5(1) est abrogé.

108(2) Le paragraphe 318.5(2) est modifié :

a) dans le titre, par suppression de « et autres véhicules de transport public »;

b) dans le texte, par suppression de « autre qu'un véhicule de transport routier ».

109(1) Le paragraphe 318.6(1) est modifié par substitution, à « de transport public ou d'un véhicule réglementé autre qu'un véhicule de transport public examine le dossier de conduite de la personne qu'il désire engager en vue de conduire », de « réglementé examine le dossier de conduite de la personne qu'il désire engager en vue de conduire ou de tracter ».

109(2) Le paragraphe 318.6(2) est modifié par substitution, à « de transport public ou d'un véhicule réglementé autre qu'un véhicule de transport public examine le dossier de conduite de la personne qu'il a engagée en vue de le conduire », de « réglementé examine le dossier de conduite de la personne qu'il a engagée en vue de le conduire ou de le tracter ».

110 L'article 318.7 est modifié par substitution, à « de transport public ou d'un véhicule réglementé autre qu'un véhicule de transport public », à chaque occurrence, de « réglementé ».

111(1) Subsection 318.8(1) is amended

(a) by replacing the section heading with "Operator records";

(b) in the part before clause (a), by striking out "public service vehicle or a regulated vehicle that is not a public service vehicle" and substituting "regulated vehicle";

(c) in clause (a), by striking out "subsections 318.1(1) to (3)" and substituting "subsection 318.1(3)"; and

(d) by replacing clause (d) with the following:

(d) designations under subsection 318.5(2);

111(2) Subsection 318.8(2) is amended by striking out "public service vehicle or a regulated vehicle that is not a public service vehicle" and substituting "regulated vehicle".

112 Section 318.9 is replaced with the following:

Operator to ensure driver compliance

318.9 The operator of a regulated vehicle must ensure that a driver who drives or tows the vehicle on the operator's behalf complies with sections 318.2 to 318.4.

113 Clause 318.10(2)(a) is amended by striking out "public service vehicle or a regulated vehicle that is not a public service vehicle" and substituting "regulated vehicle".

111(1) Le paragraphe 318.8(1) est modifié :

a) dans le titre, par substitution, à « le transporteur routier », de « l'exploitant »;

b) dans le passage introductif, par substitution, à « de transport public ou d'un véhicule réglementé autre qu'un véhicule de transport public », de « réglementé »;

c) dans l'alinéa a), par substitution, à « des paragraphes 318.1(1) à (3) », de « du paragraphe 318.1(3) »;

d) dans l'alinéa d), par substitution, à « de l'article 318.5 », de « du paragraphe 318.5(2) ».

111(2) Le paragraphe 318.8(2) est modifié par substitution, à « de transport public ou d'un véhicule réglementé autre qu'un véhicule de transport public », de « réglementé ».

112 L'article 318.9 est remplacé par ce qui suit :

Obligation de l'exploitant

318.9 L'exploitant d'un véhicule réglementé fait en sorte que les conducteurs qui le conduisent ou le tractent pour son compte observent les articles 318.2 à 318.4.

113 L'alinéa 318.10(2)a) est modifié par substitution, à « de transport public ou d'un véhicule réglementé autre qu'un véhicule de transport public », de « réglementé ».

114 Section 319 is replaced with the following:

Regulations — general

319(1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

- (a) classifying vehicles for any purpose of the regulations;
- (b) exempting, with or without conditions, certain classes or types of vehicles or classes of persons from the operation of a provision of this Act or the regulations;
- (c) authorizing the registrar to exempt by permit, with or without conditions, certain vehicles, classes or types of vehicles or classes of persons from the operation of a provision of this Act or the regulations;
- (d) respecting applications to and the issuance of permits by the registrar;
- (e) prescribing fees for anything for which a fee is payable under this Act or the regulations;
- (f) respecting the terms and conditions of permits and authorizations and specifying which terms or conditions prevail in case of a conflict;
- (g) specifying the charges to be paid under *The Drivers and Vehicles Act* for
 - (i) a dealer's permit, salesperson's permit or recycler's permit, or for renewing, amending or replacing such a permit,
 - (ii) a driver training school permit or driving instructor's permit, or for renewing, amending or replacing such a permit,
 - (iii) an inspection station permit or qualified mechanic's permit, or for renewing, amending or replacing such a permit, or
 - (iv) any knowledge test that a person applying for a permit or a renewal may be required to take;

114 L'article 319 est remplacé par ce qui suit :

Règlements — dispositions générales

319(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) classer des véhicules pour l'application des règlements;
- b) soustraire, avec ou sans conditions, certaines classes ou certains types de véhicules ou certaines catégories de personnes à l'application d'une disposition du présent code ou des règlements;
- c) autoriser le registraire à soustraire au moyen de permis, assortis ou non de conditions, certains véhicules, certaines classes ou certains types de véhicules ou certaines catégories de personnes à l'application d'une disposition du présent code ou des règlements;
- d) prendre des mesures concernant les demandes de permis présentées au registraire et la délivrance de ceux-ci par ce dernier;
- e) fixer les droits exigibles sous le régime du présent code ou des règlements;
- f) prendre des mesures concernant les modalités applicables aux permis et aux autorisations et, en cas d'incompatibilité, préciser celles qui s'appliquent;
- g) fixer les frais exigibles sous le régime de la *Loi sur les conducteurs et les véhicules* à l'égard :
 - (i) des permis de commerçant, de vendeur ou de récupérateur ou à l'égard de leur renouvellement, de leur modification ou de leur remplacement,
 - (ii) des permis d'école de conduite ou de moniteur ou à l'égard de leur renouvellement, de leur modification ou de leur remplacement,
 - (iii) des permis de poste d'inspection ou de mécanicien qualifié ou à l'égard de leur renouvellement, de leur modification ou de leur remplacement,

(h) governing the circumstances in which a charge payable under this Act or *The Drivers and Vehicles Act* for inspecting and testing or re-inspecting and testing a motor vehicle, or both, and for the issuance of an inspection certificate must not exceed a maximum charge and prescribing the maximum charge;

(i) respecting standards and guidelines in relation to determining when a disease or disability may be expected to interfere with safely driving a vehicle for the purposes of licensing of drivers under this Act or any other Act;

(j) respecting the making of reports and the filing of returns;

(k) prescribing the costs and charges that a garage or storage place may impose for the storing of vehicles impounded under this Act, including setting different charges in different parts of the province;

(l) respecting the records of distance that a person whose registration fee is prorated under an agreement or arrangement under subsection 4.3(3) must make and maintain, and the reports of distance that person must submit and when that person is required to submit them;

(m) prescribing classes of persons and setting out conditions for the storage and transportation of cannabis in or on a vehicle for the purpose of clause 213.1(2)(e);

(n) prescribing one or more classes or subclasses of driver's licence for the purposes of subclause 265(8)(b)(ii) and clause 273(1.1)(b);

(o) defining any word or phrase used but not defined in this Act;

(p) respecting any matter the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out the purposes of this Act.

(iv) des tests de connaissances que peuvent devoir subir les personnes qui présentent des demandes de permis ou de renouvellement;

h) déterminer les circonstances dans lesquelles les frais exigibles en application du présent code ou de la *Loi sur les conducteurs et les véhicules* pour l'inspection et la mise à l'essai, et pour une nouvelle inspection et une mise à l'essai, d'un véhicule automobile, ou pour l'une de ces interventions, et pour la délivrance d'un certificat d'inspection ne doivent pas excéder un montant maximal, et fixer les frais maximaux;

i) prendre des mesures concernant les normes et les lignes directrices permettant de déterminer les cas dans lesquels une maladie ou une incapacité peut vraisemblablement nuire à la conduite sécuritaire d'un véhicule automobile aux fins d'application du régime des permis de conduire conformément au présent code ou à toute autre loi;

j) prendre des mesures concernant les rapports à faire et les déclarations à déposer;

k) fixer les frais et les dépenses que peut imposer un garage ou un entrepôt pour la remise des véhicules mis en fourrière en application du présent code et prévoir des frais différents dans différentes parties de la province;

l) prendre des mesures concernant les registres des distances parcourues que doit établir et conserver une personne ayant un véhicule pour lequel le droit d'immatriculation est calculé au prorata conformément à un accord ou à une convention conclu en vertu du paragraphe 4.3(3) et concernant les rapports des distances parcourues qu'elle doit présenter et les moments où elle doit le faire;

m) pour l'application de l'alinéa 213.1(2)e), prévoir des catégories de personnes et les modalités s'appliquant au transport du cannabis à bord d'un véhicule et l'endroit où il y est placé;

n) pour l'application du sous-alinéa 265(8)b)(ii) et de l'alinéa 273(1.1)b), prévoir une ou plusieurs classes ou sous-classes de permis de conduire;

o) définir les termes qui sont utilisés dans le présent code mais qui n'y sont pas définis;

p) régir toute question qu'il juge nécessaire ou utile à l'application du présent code.

Regulations — vehicle standards, equipment and safety

319(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

(a) prescribing the standards and specifications to which vehicles must conform;

(b) respecting

(i) standards of safety and repair of vehicles and parts of vehicles for the purposes of this Act and the regulations, and

(ii) inspection procedures and criteria for determining compliance with the standards of safety and repair;

(c) requiring every vehicle driven or towed on a highway, or equipment or devices equipped or carried on a vehicle driven or towed on a highway, to be in proper working order and in safe operating condition;

(d) respecting the lighting and use of lamps on vehicles, including

(i) requiring or permitting vehicles to be equipped with specific lamps,

(ii) prohibiting or restricting vehicles from being equipped with specific lamps,

(iii) prescribing the times when and manner in which certain lamps must be used or may not be used,

(iv) prescribing standards and requirements to be met by vehicle lamps, and

Règlements — normes, matériel et sécurité des véhicules

319(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) établir les normes et les spécifications applicables aux véhicules;

b) prendre des mesures concernant :

(i) les normes en matière de sécurité et de réparation des véhicules et des pièces de véhicules pour l'application du présent code et des règlements,

(ii) les procédures et les critères d'inspection permettant de déterminer si les normes en matière de sécurité et de réparation sont observées;

c) exiger que les véhicules conduits ou tractés sur route, ou le matériel ou les dispositifs qu'ils comportent ou transportent, soient en bon état et sécuritaires;

d) prendre des mesures concernant les dispositifs d'éclairage et l'utilisation de feux à bord des véhicules, notamment :

(i) exiger ou permettre que les véhicules soient munis de feux donnés,

(ii) interdire que des véhicules soient munis de feux donnés ou imposer des restrictions à cet égard,

(iii) prévoir l'obligation ou l'interdiction d'utiliser des feux donnés, y compris en fonction du moment ou de la façon dont ils sont utilisés,

(iv) établir les normes et les exigences applicables aux feux,

- (v) authorizing the minister or the registrar to issue permits, with or without conditions, for a vehicle to be equipped with certain lamps, or allowing certain lamps to be operated on a highway;
- (v) autoriser le ministre ou le registraire à délivrer des permis, assortis ou non de conditions, permettant à des véhicules d'être munis de certains feux ou permettant l'utilisation de certains feux sur une route;
- (e) requiring vehicles to be equipped with or carry specified equipment or devices, and prescribing the standards to which the equipment or devices must conform;
- e) exiger que les véhicules comportent ou transportent le matériel ou les dispositifs spécifiés et établir les normes applicables;
- (f) prohibiting or restricting vehicles from being equipped with or carrying specified equipment or devices or equipment and devices that do not conform to a prescribed standard, and regulating or prohibiting the sale or use of vehicles equipped with such equipment or devices;
- f) interdire que des véhicules comportent ou transportent du matériel ou des dispositifs spécifiés ou qui ne sont pas conformes aux normes prescrites, ou imposer des restrictions à cet égard, et régir ou interdire la vente ou l'utilisation de véhicules munis d'un tel matériel ou de tels dispositifs;
- (g) regulating the use or operation of specified equipment or devices in or on vehicles;
- g) régir l'utilisation ou le fonctionnement du matériel ou de dispositifs spécifiés à bord des véhicules;
- (h) authorizing the minister or the registrar to issue permits, with or without conditions, allowing
- h) autoriser le ministre ou le registraire à délivrer des permis, assortis ou non de conditions, permettant :
- (i) a vehicle to be equipped with or carry equipment or devices otherwise prohibited or restricted under the Act or the regulations, and
- (i) que certains véhicules comportent ou transportent du matériel ou des dispositifs qui font l'objet d'interdictions ou de restrictions sous le régime du présent code ou des règlements,
- (ii) allowing the use of equipment or devices in or on a vehicle on a highway otherwise prohibited or restricted under the Act or the regulations;
- (ii) que du matériel ou des dispositifs qui font l'objet d'interdictions ou de restrictions sous le régime du présent code ou des règlements soient utilisés à bord d'un véhicule sur route;
- (i) requiring the owner or driver of a vehicle being driven or towed on a highway to produce to a peace officer for inspection any equipment or device equipped or carried in or on the vehicle for the purpose of assessing whether the equipment or device is required, restricted, prohibited, or in safe operating condition;
- i) exiger que le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule conduit ou tracté sur une route permette à un agent de la paix d'inspecter le matériel ou les dispositifs que comporte ou transporte le véhicule dans le but d'évaluer s'ils sont requis ou sécuritaires ou s'ils font l'objet d'interdictions ou de restrictions;
- (j) regulating the operation of vehicles and combinations of vehicles and prohibiting their unsafe operation;
- j) régir la conduite de véhicules et de combinaisons de véhicules et interdire qu'ils soient conduits de façon non sécuritaire;
- (k) prohibiting or regulating specified alterations of vehicles, and prohibiting or regulating the use of altered vehicles;
- k) interdire ou régir des modifications de véhicules spécifiées et interdire ou régir l'utilisation de véhicules modifiés;

(l) prohibiting or restricting the tampering with, or disconnection or removal of, the odometer of a motor vehicle, changing the number of kilometres or miles shown on the odometer, or doing anything that causes or may cause the odometer to give an inaccurate distance reading;

(m) respecting the manner of loading, covering and securing loads on vehicles;

(n) respecting livestock partitions;

(o) prescribing the equipment that is required by a tow truck, respecting the classification of tow trucks by size of load which they are equipped to tow, respecting the inspection of tow trucks and their equipment, prescribing minimum insurance to be carried by tow trucks according to their classification, and prescribing rules governing the operation of tow trucks at the scene of an accident;

(p) exempting certain persons, classes of persons or members of certain groups or organizations from the requirements of part or all of the provisions of section 186 or 187.

l) interdire la falsification, la déconnexion ou l'enlèvement de l'odomètre d'un véhicule automobile, le changement du kilométrage ou du millage qu'il affiche, ou les actes qui le dérèglent ou pourraient le dérégler, ou imposer des restrictions à cet égard;

m) prendre des mesures concernant la façon de charger, de couvrir et d'arrimer le chargement transporté par des véhicules;

n) prévoir les cloisonnements servant à séparer les animaux;

o) prescrire le matériel dont les dépanneuses doivent être munies, prévoir la classification de celles-ci selon la charge qu'elles peuvent remorquer, prévoir l'inspection des dépanneuses et du matériel dont elles sont munies, prévoir l'assurance minimale devant être souscrite selon leur classification et prévoir les règles régissant leur conduite sur les lieux d'un accident;

p) soustraire certaines personnes ou catégories de personnes ou les membres de certains groupes ou de certaines organisations aux exigences prévues par tout ou partie des dispositions des articles 186 ou 187.

Regulations — rules of the road

319(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

(a) prescribing times when a vehicle or class of vehicles is prohibited from being driven on a highway or portion of a highway;

(b) prohibiting a vehicle or class of vehicles from being driven on a highway or portion of a highway;

(c) prescribing the maximum speed at which a vehicle or class of vehicles may be driven over any bridge, causeway or viaduct;

(d) prescribing that, on any portion of a highway in unorganized territory, vehicles or a class of vehicles must yield the right of way to other vehicles or a class of vehicles;

Règlements — règles de la circulation

319(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prescrire les moments pendant lesquels il est interdit qu'un véhicule ou une classe de véhicules circulent sur une route ou section de route;

b) interdire la circulation d'un véhicule ou d'une classe de véhicules sur une route ou section de route;

c) établir la vitesse maximale à laquelle un véhicule ou une classe de véhicules peuvent circuler sur un pont, une levée ou un viaduc;

d) prévoir qu'un véhicule ou une classe de véhicules doivent céder le passage à un autre véhicule ou à une autre classe de véhicules sur une section de route située en territoire non organisé;

(e) prescribing vehicles for the purpose of the definition "designated vehicle" in subsection 109.1(1);

(f) prescribing

(i) classes of motor vehicles that are not included in the definition "roadside assistance vehicle" in subsection 109.1(1), or

(ii) activities that, when carried out by a motor vehicle in the class, exclude the motor vehicle from that definition;

(g) prescribing roadside assistance, enforcement and other activities for the purpose of subsection 109.1(2);

(h) respecting the use of highways for aircraft landings and takeoffs;

(i) prescribing the lights and other traffic control devices, and the lines or other markings on the surface of roadways, required to designate a pedestrian corridor.

Regulations — regulated vehicles and commercial transport

319(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

(a) excluding a motor vehicle or trailer or class of motor vehicle or trailer from the definition "regulated vehicle" in subsection 1(1);

(b) exempting any class or subclass of regulated vehicle from any requirement of the Act or the regulations;

(c) respecting the placement of advance warning devices required under section 217;

(d) prescribing the words to be used to identify highway traffic inspection stations;

(e) defining "operate" and "operator" for the purpose of Part VIII;

e) désigner des véhicules pour l'application de la définition de « véhicule désigné » figurant au paragraphe 109.1(1);

f) prévoir :

(i) des classes de véhicules automobiles qui sont soustraites à l'application de la définition de « véhicule d'assistance routière » figurant au paragraphe 109.1(1),

(ii) des activités qui, lorsqu'elles sont accomplies au moyen d'un véhicule automobile appartenant à une de ces classes, soustraient le véhicule à l'application de cette définition;

g) prévoir des activités pour l'application du paragraphe 109.1(2), notamment des activités ayant trait à l'assistance routière ou à l'exécution de la loi;

h) prendre des mesures concernant l'utilisation des routes pour le décollage ou l'atterrissage des aéronefs;

i) prévoir les feux de circulation et autres dispositifs de signalisation, ainsi que les lignes et autres marques sur la chaussée délimitant un corridor pour piétons.

Règlements — véhicules réglementés et transport commercial

319(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) soustraire des véhicules automobiles ou des remorques ou des classes de véhicules automobiles ou de remorques à l'application de la définition de « véhicule réglementé » figurant au paragraphe 1(1);

b) soustraire certaines classes ou sous-classes de véhicules réglementés aux exigences du présent code ou des règlements;

c) prendre des mesures concernant l'emplacement des dispositifs d'avertissement exigés en application de l'article 217;

(f) respecting safety fitness certificates, including

(i) the eligibility criteria for the issuance of a safety fitness certificates, and

(ii) the terms on which safety fitness certificates may be or must be issued;

(g) respecting the form, content and use of bills of lading when transporting goods on a highway for compensation;

(h) prescribing uniform conditions of carriage deemed to form part of a contract of carriage in respect of goods transported on a highway;

(i) respecting weight tolerances for regulated vehicles;

(j) respecting the inspection and testing of regulated vehicles and the use of certificates and decals in respect of such inspections or tests;

(k) respecting the recognition of regulated vehicle inspection programs, certificates and decals from jurisdictions outside Manitoba;

(l) respecting the safe condition and operation of regulated vehicles, including

(i) prescribing for the purposes of subsection 265.1(3) the period or the manner of determining the period, not exceeding 72 hours, for which a licence may be suspended,

(ii) for the purposes of subclause 318.1(3)(b)(v) or 322.1(1)(b)(v) or clause 322.2(1)(b), prescribing Acts and regulations

(A) of Manitoba, the Parliament of Canada or the legislature of another province or a territory,

(B) of the United States of America or a state, district or territory of the United States of America, or

d) préciser les termes devant être utilisés pour annoncer les postes d'inspection de la circulation routière;

e) pour l'application de la partie VIII, définir les termes « exploiter » et « exploitant »;

f) prendre des mesures concernant les certificats en matière de sécurité, notamment prévoir :

(i) les critères d'admissibilité visant la délivrance de tels certificats,

(ii) les modalités permettant d'établir si les certificats peuvent ou doivent être délivrés;

g) prendre des mesures concernant la forme, le contenu et l'utilisation des lettres de voiture lors du transport à titre onéreux de marchandises sur une route;

h) établir des conditions de transport uniformes, lesquelles sont réputées faire partie des contrats de transport de marchandises sur une route;

i) prendre des mesures concernant la marge de tolérance en matière de poids des véhicules réglementés;

j) prendre des mesures concernant l'inspection et la mise à l'essai des véhicules réglementés ainsi que l'utilisation y relative de certificats et d'autocollants d'inspection;

k) prendre des mesures concernant la reconnaissance des programmes d'inspection pour les véhicules réglementés, ainsi que des certificats et des autocollants d'inspection, des autorités législatives de l'extérieur du Manitoba;

l) prévoir des mesures de sécurité concernant l'état et la conduite des véhicules réglementés, notamment :

(i) pour l'application du paragraphe 265.1(3), prévoir la période pendant laquelle un permis peut être suspendu, laquelle ne peut excéder 72 heures, ou la façon de déterminer cette période,

- (C) of another country, or a political subdivision of another country, with which the government has a subsisting arrangement or reciprocal agreement under subsection 31.1(1),
- (iii) for the purpose of subclause 318.1(3)(b)(vi) or 322.1(1)(b)(vi), prescribing by-laws made by traffic authorities,
- (iv) respecting inspections and inspection reports to be made and the persons to whom reports are to be provided,
- (v) respecting records to be made, kept and produced,
- (vi) respecting hours of service which drivers are permitted to provide under this Act,
- (vii) authorizing a designated employee of the department to issue, with or without conditions, a permit exempting the operator of a vehicle, or a class of such operators, from the application of a regulation made for the purpose of subclauses (v) and (vi), and
- (viii) respecting permits under subclause (vii), including prescribing the maximum period for which a permit may be issued, prescribing eligibility criteria, governing the process for obtaining a permit and governing the suspension or cancellation of a permit.

(ii) pour l'application du sous-alinéa 318.1(3)b(v) ou 322.1(1)b(v) ou de l'alinéa 322.2(1)b), prescrire des lois et des règlements :

(A) du Manitoba, du Parlement du Canada ou de la législature d'une autre province ou d'un territoire,

(B) des États-Unis d'Amérique ou de chacun de leurs États, district ou territoires,

(C) d'un autre pays, ou d'une subdivision politique d'un autre pays, avec lequel le gouvernement a conclu une convention ou un accord de réciprocité que vise le paragraphe 31.1(1) et qui est en vigueur,

(iii) pour l'application du sous-alinéa 318.1(3)b(vi) ou 322.1(1)b(vi), désigner des règlements administratifs pris par une autorité chargée de la circulation,

(iv) prendre des mesures concernant les inspections et les rapports d'inspection ainsi que les personnes à qui les rapports doivent être présentés,

(v) prendre des mesures concernant les documents à établir, à conserver et à produire,

(vi) prendre des mesures concernant les heures de service que les conducteurs peuvent effectuer en vertu du présent code,

(vii) autoriser les employés désignés du ministère à délivrer des permis, assortis ou non de conditions, soustrayant les exploitants de véhicules, ou une catégorie de ces exploitants, à l'application des règlements visés aux sous-alinéas (v) et (vi),

(viii) prendre des mesures concernant les permis visés au sous-alinéa (vii), y compris fixer la période maximale à l'égard de laquelle ils peuvent être délivrés, établir les critères d'admissibilité et régir la procédure d'obtention des permis ainsi que leur suspension ou leur annulation.

Regulations — school buses

319(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

- (a) designating classes or types of motor vehicle that may be used as a school bus;
- (b) prescribing standards for school buses and their equipment;
- (c) requiring school buses to be equipped with warning lamps, warning systems and safety devices, and respecting the use of such lamps and devices and the standards to which they must conform.

Regulations — agricultural equipment and infrastructure equipment

319(6) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

- (a) respecting the travel of agricultural equipment or infrastructure equipment on a highway, including specifying
 - (i) the maximum dimensions and weight of the equipment or its wheels, and
 - (ii) required, permitted, restricted and prohibited lighting and equipment;
- (b) respecting the use of pilot or escort vehicles in relation to agricultural equipment;
- (c) prescribing a minimum policy limit for the purpose of clause 226(1.2)(c).

Regulations — motorcycles and mopeds

319(7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing standards for motorcycles that may be registered under *The Drivers and Vehicles Act*, including prescribing minimum heights, minimum speed capabilities and required equipment;
- (b) prescribing standards and procedures for the purpose of determining whether a vehicle is a moped;

Règlements — autobus scolaires

319(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) désigner des classes ou des types de véhicules automobiles pouvant servir d'autobus scolaires;
- b) établir les normes applicables aux autobus scolaires, notamment celles relatives au matériel;
- c) exiger que les autobus scolaires soient munis de feux d'avertissement, de dispositifs d'avertissement et de dispositifs de sécurité, régir leur utilisation et établir les normes applicables.

Règlements — matériel agricole et de chantier

319(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prendre des mesures concernant la circulation du matériel agricole ou de chantier sur route, notamment :
 - (i) fixer les dimensions et le poids maximaux du matériel et de ses pneus,
 - (ii) exiger ou permettre du matériel et des dispositifs d'éclairage ou imposer des restrictions ou des interdictions à leur égard;
- b) prendre des mesures concernant l'utilisation de véhicules-pilotes ou de véhicules d'escorte relativement au matériel agricole;
- c) pour l'application de l'alinéa 226(1.2)c), prévoir le capital minimal assuré.

Règlements — motocyclettes et cyclomoteurs

319(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) établir les normes applicables aux motocyclettes pouvant être immatriculées sous le régime de la *Loi sur les conducteurs et les véhicules*, notamment la hauteur minimale, la vitesse de pointe minimale et le matériel dont elles doivent être munies;
- b) établir les normes et la procédure de classification des cyclomoteurs;

(c) requiring the driver of a motorcycle or moped to have the motorcycle's or moped's headlamps or tail lamps lighted at all times.

c) exiger des conducteurs de motocyclettes ou de cyclomoteurs qu'ils gardent les phares avant ou arrière des motocyclettes ou des cyclomoteurs allumés en tout temps.

Regulations — bicycles and power-assisted bicycles
319(8) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

(a) prescribing standards, specifications and equipment required for bicycles operating on a highway;

(b) prohibiting or restricting the sale or use of bicycles and equipment for bicycles that do not meet prescribed standards;

(c) prohibiting or restricting the operation of bicycles on a highway or a portion of a highway;

(d) respecting protective helmets for persons driving or riding on bicycles or power-assisted bicycles, or riding on or being towed in things attached to or towed by bicycles, including prescribing suitable helmets for the purpose of section 145.0.1;

(e) prescribing how bicycles or power-assisted bicycles are to be operated on highways or, with or without conditions, exempting any of them from the application of a provision of this Act.

Règlements — bicyclettes et bicyclettes assistées
319(8) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) établir les normes et les spécifications applicables aux bicyclettes circulant sur route, notamment les normes relatives au matériel dont elles doivent être munies;

b) interdire ou limiter la vente ou l'utilisation de bicyclettes et de matériel y relatif qui ne sont pas conformes aux normes établies;

c) interdire ou limiter la conduite de bicyclettes sur une route ou section de route;

d) prendre des mesures concernant le port du casque par les personnes qui conduisent une bicyclette ou une bicyclette assistée, qui en sont passagères ou qui se trouvent sur un objet fixé à une bicyclette ou à bord d'une remorque que tire une bicyclette, y compris désigner des casques qui sont appropriés pour l'application de l'article 145.0.1;

e) prescrire la conduite sur route des bicyclettes ou des bicyclettes assistées ou soustraire les unes ou les autres, avec ou sans conditions, à l'application d'une disposition du présent code.

Regulations — low-speed vehicles
319(9) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

(a) permitting zero-emission and other low-speed vehicles to be driven on highways;

(b) establishing rules of the road for low-speed vehicles;

(c) restricting low-speed vehicles to certain types of highways, including highways with a specified maximum speed.

Règlements — véhicules à basse vitesse
319(9) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) permettre que les véhicules à basse vitesse, y compris les véhicules non polluants, circulent sur les routes;

b) établir les règles de la circulation qui s'appliquent aux véhicules à basse vitesse;

c) limiter la circulation des véhicules à basse vitesse à certains types de routes, y compris celles où s'applique une vitesse maximale spécifiée.

Regulation — transportation of hazardous commodities

319(10) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

- (a) respecting the transportation of hazardous commodities on a highway;
- (b) designating a product as a hazardous commodity for the purpose of section 181;
- (c) adopting any provision of the *Transportation of Dangerous Goods Act* (Canada), or any regulation made under that Act, as a regulation under this Act applying to and in respect of any matter, situation or circumstance within the jurisdiction of the Legislature.

Regulations — offences and enforcement

319(11) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing for the purposes of subsection 242.1(3)
 - (i) the costs and charges payable to the garage keeper on account of the towing, transportation, care, storage, disposition and other related matters or the manner in which those costs and charges are to be determined,
 - (ii) the costs and charges payable to the Minister of Finance on account of administration or the manner in which those costs and charges are to be determined, and
 - (iii) the persons who are authorized to receive costs and charges on behalf of the Minister of Finance and who are required to remit those costs and charges to that minister and the manner in which the receipt and remission of the costs and charges is to take place;

Règlements — transport des produits dangereux

319(10) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prendre des mesures concernant le transport de produits dangereux sur route;
- b) pour l'application de l'article 181, désigner certains produits à titre de produits dangereux;
- c) adopter toute disposition de la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* (Canada) ou de ses règlements d'application, à titre de règlement d'application du présent code à l'égard de toute question relevant de la compétence de la Législature.

Règlements — infractions et exécution

319(11) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) pour l'application du paragraphe 242.1(3), prescrire :
 - (i) les frais que les garagistes peuvent exiger relativement au remorquage, au transport, à la garde, au remisage ou à la disposition de véhicules automobiles, ou à toute question connexe, ou le mode de calcul de ces frais,
 - (ii) les frais administratifs que le ministre des Finances peut exiger ou leur mode de calcul,
 - (iii) les personnes qui sont autorisées à recevoir le paiement des frais pour le compte du ministre des Finances et qui sont tenues de remettre les montants reçus au ministre ainsi que les modalités de réception et de remise de ces frais;
- b) prendre des mesures concernant la saisie, la mise en fourrière ou à la disposition de véhicules automobiles pour l'application de l'article 242.4, notamment fixer les frais payables que les garagistes peuvent exiger relativement au remorquage, au transport, à la garde, au remisage ou à la disposition de véhicules automobiles, ou à toute question connexe, ou régir le mode de calcul de ces frais;

(b) respecting the seizure, impoundment and disposition of motor vehicles under section 242.4, including prescribing the costs and charges payable to a garage keeper on account of the towing, transportation, care, storage and disposition of a motor vehicle and other related matters, or the manner in which those costs and charges are to be determined;

(c) respecting image capturing enforcement systems and their use, including

(i) prescribing types of image capturing enforcement systems,

(ii) prescribing what constitutes a particular type of image capturing enforcement system and governing the features and functions that it must or may have or be able to carry out,

(iii) approving specified image capturing enforcement systems by name or other description, and governing how approved systems may be referred to in certificates under subsection 257.3(2) and other documents, or in evidence in relation to an alleged offence under subsection 88(7) or (9), subsection 95(1) or clause 134(2)(b) or (c),

(iv) authorizing individual municipalities, and peace officers on behalf of individual municipalities or the government, to use image capturing enforcement systems,

(v) governing the use of image capturing enforcement systems by municipalities and by peace officers on behalf of municipalities or the government, and

(vi) prescribing what constitutes a construction zone, playground zone or school zone for the purposes of subsection 257.1(2);

c) prendre des mesures concernant les systèmes de saisie d'images et leur utilisation, notamment :

(i) prescrire les types de systèmes de saisie d'images,

(ii) préciser ce qui constitue un type particulier de système de saisie d'images et déterminer les caractéristiques que le système doit ou peut avoir et les fonctions qu'il doit ou peut accomplir,

(iii) approuver des systèmes spécifiés de saisie d'images d'après leur nom ou d'autres caractéristiques et déterminer la façon selon laquelle des systèmes approuvés peuvent être désignés dans les certificats que vise le paragraphe 257.3(2) et dans d'autres documents, ou dans la preuve concernant une infraction reprochée visée au paragraphe 88(7) ou (9), au paragraphe 95(1) ou à l'alinéa 134(2)b) ou c),

(iv) autoriser des municipalités déterminées et les agents de la paix qui agissent au nom de municipalités déterminées ou du gouvernement à utiliser des systèmes de saisie d'images,

(v) régir l'utilisation de systèmes de saisie d'images par les municipalités et par les agents de la paix qui agissent au nom de municipalités ou du gouvernement,

(vi) pour l'application du paragraphe 257.1(2), préciser ce qui constitue une zone de construction, une zone de terrain de jeux ou une zone scolaire;

d) pour l'application du paragraphe 257.2(1), prescrire les renseignements que doivent contenir les reproductions sur papier d'images obtenues à l'aide d'un système de saisie d'images ou d'un système spécifié de saisie d'images ou qui doivent y être annexés relativement à une infraction reprochée visée au paragraphe 88(7) ou (9), au paragraphe 95(1) ou à l'alinéa 134(2)b) ou c);

e) prendre des mesures concernant la remise d'avis au registraire en vertu de l'article 273.6, y compris prescrire les circonstances dans lesquelles un avis ne doit pas être envoyé au registraire;

(d) prescribing, for the purpose of subsection 257.2(1), information to be displayed on or appended to a reproduction on paper of an image obtained through the use of an image capturing enforcement system or any specified image capturing enforcement system relating to an alleged offence under subsection 88(7) or (9), subsection 95(1) or clause 134(2)(b) or (c);

(e) respecting the issuance of notices to the registrar under section 273.6, including prescribing circumstances when a notice is not to be sent to the registrar;

(f) for the purpose of the definition "prescribed offence" in subsection 273.6(1), prescribing offences under the *Criminal Code* and the *Controlled Drugs and Substances Act* (Canada).

Regulations — traffic authorities and municipalities
319(12) The Lieutenant Governor in Council may make regulations

(a) for the purposes of clause 90(1)(o), prescribing any matter in respect of which a traffic authority may make a rule or by-law;

(b) respecting the manner in which a rule or by-law may be indicated or made known for the purpose of subsection 90(5);

(c) respecting the terms and conditions under which a traffic authority may fix a speed limit;

(d) prescribing requirements that a rule or by-law made by a traffic authority to fix a speed limit must comply with, including prescribing a form of rule or by-law that must be used.

f) pour l'application de la définition d'« infraction prescrite » figurant au paragraphe 273.6(1), prescrire les infractions visées par le *Code criminel* (Canada) et la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (Canada).

Règlements — autorités chargées de la circulation et municipalités

319(12) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) pour l'application de l'alinéa 90(1)o), prescrire les questions au sujet desquelles les autorités chargées de la circulation peuvent prendre des règles ou des arrêtés;

b) pour l'application du paragraphe 90(5), prévoir la façon dont une règle ou un arrêté est communiqué;

c) prévoir les modalités selon lesquelles une autorité chargée de la circulation peut établir une limite de vitesse;

d) prescrire les exigences qu'une règle ou un arrêté pris par une autorité chargée de la circulation visant l'établissement d'une limite de vitesse doit respecter, notamment fixer la forme de la règle ou de l'arrêté.

Adopting codes, standards and other regulations

319(13) The power to make a regulation under this Act may be exercised by adopting, by reference, all or part of a code, standard or regulation made by any other government in Canada or the United States, or by a non-governmental body. The code, standard or regulation may be adopted as amended from time to time and subject to any changes that the Lieutenant Governor in Council or the minister considers necessary.

Application of regulations

319(14) A regulation under this Act may be general or particular in its application and apply in whole or in part

- (a) to one or more classes of vehicles;
- (b) to one or more classes of persons;
- (c) to any part of the province; and
- (d) at all times or during certain times of the year or the day only.

115(1) Subsection 322.1(1) is amended

- (a) by repealing clause (g); and*
- (b) in clause (h),*
 - (i) by striking out "motor carrier" and substituting "operator", and*
 - (ii) by striking out "clauses (e) to (g)" and substituting "clauses (e) and (f)".*

115(2) Subsection 322.1(3) is amended

- (a) in the part before clause (a),*
 - (i) by striking out "Where the minister" and substituting "If a director appointed by the minister for the purpose of administering Part VIII", and*

Adoption de codes, de normes et de règlements

319(13) Le pouvoir de prendre des règlements en application du présent code peut être exercé par l'adoption totale ou partielle, par renvoi, des codes, de normes ou de règlements établis par tout autre gouvernement du Canada ou un gouvernement des États-Unis ou par un organisme non gouvernemental. Les codes, normes ou règlements peuvent être adoptés tels qu'ils sont modifiés et peuvent faire l'objet des changements que le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre juge nécessaires.

Application des règlements

319(14) Les règlements pris en vertu du présent code peuvent être d'application générale ou précise, totale ou partielle. Ils peuvent :

- a) viser une ou plusieurs classes de véhicules;
- b) viser une ou plusieurs catégories de personnes;
- c) s'appliquer à une partie de la province;
- d) s'appliquer en tout temps ou pendant certains moments de l'année ou du jour seulement.

115(1) Le paragraphe 322.1(1) est modifié :

- a) par abrogation de l'alinéa g);*
- b) dans l'alinéa h), par substitution, à « concernant ce transporteur routier comparables à ceux mentionnés aux alinéas e) à g) », de « le concernant comparables à ceux mentionnés aux alinéas e) et f) ».*

115(2) Le paragraphe 322.1(3) est modifié :

- a) dans le passage introductif :*
 - (i) par substitution, à « le ministre », de « tout directeur nommé par le ministre et chargé de l'application de la partie VIII »,*

(ii) in the English version, by striking out "the minister may do" and substituting "that director may do";

(b) in clause (a), by striking out "the minister" wherever it occurs and substituting "the director"; and

(c) in clause (c), by adding "suspend or" before "revoke".

(ii) dans la version anglaise, par substitution, à « the minister may do », de « that director may do »;

b) dans l'alinéa a), par substitution, à « le ministre », à chaque occurrence, de « le directeur »;

c) dans l'alinéa c), par adjonction, avant « révoquer », de « suspendre ou ».

115(3) The following is added after subsection 322.1(3):

Registrar to be notified of suspension or revocation

322.1(3.1) A director who suspends or revokes a safety fitness certificate under clause (3)(c) must notify the registrar of the suspension or revocation.

Registrar must cancel registration

322.1(3.2) Upon receipt of a notification under subsection (3.1), the registrar must cancel the registration of any vehicles operated under the suspended or revoked safety fitness certificate.

115(4) Subsections 322.1(5) and (6) are replaced with the following:

Appeal to minister

322.1(5) An operator in respect of whom a director exercised a power under subsection (3) may appeal the director's decision to the minister. The appeal must be in writing and delivered to the minister within 30 days after the date of the director's decision.

Minister's power on appeal

322.1(6) On an appeal under subsection (5),

(a) the minister must conduct a written or oral hearing;

(b) the director that made the decision under subsection (3) has standing at the hearing; and

115(3) Il est ajouté, après le paragraphe 322.1(3), ce qui suit :

Avis au registraire en cas de suspension ou de révocation

322.1(3.1) Le directeur qui suspend ou révoque un certificat en matière de sécurité en vertu de l'alinéa (3)c) en avise le registraire.

Annulation de l'immatriculation

322.1(3.2) Dès qu'il reçoit l'avis mentionné au paragraphe (3.1), le registraire annule l'immatriculation de tout véhicule visé par le certificat.

115(4) Les paragraphes 322.1(5) et (6) sont remplacés par ce qui suit :

Appel

322.1(5) L'exploitant que vise une décision prise par le directeur en vertu du paragraphe (3) peut en appeler au ministre. L'appel est interjeté par écrit et est remis au ministre dans les 30 jours suivant la date de la décision du directeur.

Pouvoirs du ministre

322.1(6) Dans le cadre d'un appel interjeté en vertu du paragraphe (5) :

a) le ministre tient une audience écrite ou orale;

b) le directeur qui a rendu la décision sous le régime du paragraphe (3) a qualité pour participer à l'audience;

(c) following the hearing, the minister

(i) may confirm the director's decision or quash or vary it, and

(ii) must provide written reasons for doing so.

c) après l'audience, le ministre, à la fois :

(i) confirme, annule ou modifie la décision du directeur,

(ii) fournit les motifs écrits de sa décision.

116(1) Subsection 323(1) is amended by striking out everything before "and such other" and substituting "A Director and Deputy Director of Motor Carrier Enforcement".

116(1) Le paragraphe 323(1) est modifié par substitution, à « un directeur de la Sécurité routière, un directeur adjoint de la Sécurité routière, un secrétaire de la commission du transport », de « un directeur et un directeur adjoint de la Réglementation des transporteurs routiers ».

116(2) Subsection 323(2) is repealed.

116(2) Le paragraphe 323(2) est abrogé.

117 The centred heading before section 326 and section 326 are repealed.

117 L'article 326 et l'intertitre qui le précède sont abrogés.

118 Section 327 is amended

(a) by striking out "vehicles of a prescribed class or type" and substituting "regulated vehicles or any prescribed subclass of regulated vehicle"; and

(b) by striking out everything after "in the regulations."

118 L'article 327 est modifié :

a) par substitution, à « des classes et des types prescrits », de « réglementés ou qu'une sous-classe prescrite de tels véhicules »;

b) par suppression du passage qui suit « conformément aux règlements. ».

119 Clause 331(2)(c) is amended by striking out "public service vehicles, commercial trucks" and substituting "regulated vehicles".

119 L'alinéa 331(2)c) est modifié par substitution, à « de transport public, commerciaux », de « réglementés ».

120 Section 336 is repealed.

120 L'article 336 est abrogé.

TRANSITIONAL

Transitional — speed limit or maximum permitted speed fixed by Highway Traffic Board

121(1) *Despite section 94.2 of **The Highway Traffic Act**, as enacted by section 27 of this Act, and the repeal of the **Highway Speed Regulation**, Manitoba Regulation 204/92, a speed limit or maximum permitted speed fixed under that regulation for a geographic area, highway or portion of a highway — other than a departmental road as defined in **The Transportation Infrastructure Act** as enacted by section 1 of **The Traffic and Transportation Modernization Act** — remains in effect until the earlier of*

(a) *the day that is six months after the day this section comes into force, unless extended by regulation under subsection (3); and*

(b) *the day that a speed limit for that geographic area, highway or portion of the highway is fixed by a traffic authority under **The Highway Traffic Act** after this section comes into force.*

Enforcement

121(2) *A speed limit or maximum permitted speed that remains in effect because of subsection (1) may be enforced as if it had been fixed under section 94.2 of **The Highway Traffic Act** as enacted by section 27 of this Act.*

Extension of transition period by regulation

121(3) *The Lieutenant Governor in Council may make regulations extending the six-month time period referred to in clause (1)(a).*

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Disposition transitoire — limites de vitesse ou vitesses maximales permises fixées par le Conseil routier

121(1) *Malgré l'article 94.2 du **Code de la route**, édicté par l'article 27 de la présente loi, et l'abrogation du « **Highway Speed Regulation** », R.M. 204/92, les limites de vitesse et les vitesses maximales permises fixées sous le régime de ce règlement pour toute zone géographique, route ou section de route — à l'exception des routes de régime provincial au sens de la **Loi sur les infrastructures de transport**, édictée par l'article 1 de la **Loi sur la modernisation des lois relatives à la circulation et au transport** — demeurent en vigueur jusqu'à la plus proche des dates suivantes :*

a) *la date qui tombe six mois après la date d'entrée en vigueur du présent article, à moins que ce délai ne soit prolongé par règlement en vertu du paragraphe (3);*

b) *la date à laquelle l'autorité chargée de la circulation fixe une nouvelle limite de vitesse pour la zone, route ou section de route en question en vertu du **Code de la route** après l'entrée en vigueur du présent article.*

Application

121(2) *Les limites de vitesse et les vitesses maximales permises qui demeurent en vigueur en conformité avec le paragraphe (1) peuvent être appliquées comme si elles avaient été fixées sous le régime de l'article 94.2 du **Code de la route**, édicté par l'article 27 de la présente loi.*

Prolongation du délai

121(3) *Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prolonger le délai de six mois mentionné à l'alinéa (1)a.*

Transitional — speed limit or maximum permitted speed fixed by municipality or Indian band

122 *A speed limit or maximum permitted speed fixed by a municipality or the council of an Indian band with the approval of The Highway Traffic Board before the coming into force of this section remains in effect until it is repealed or a different speed limit is fixed for the applicable geographic area, highway or portion of highway.*

Dissolution of Motor Transport Board

123 *On the coming into force of this section,*

*(a) The Motor Transport Board established under section 326 of **The Highway Traffic Act**, as that Act read immediately before the coming into force of this section, is dissolved;*

(b) the appointments of the members of The Motor Transport Board are terminated, and all rights and obligations of the members in relation to or under those appointments are extinguished;

(c) the rights and property of The Motor Transport Board are transferred to the government and all of its liabilities and obligations are assumed by the government; and

(d) a legal proceeding or action that was commenced or may be commenced by or against The Motor Transport Board may be continued or commenced by or against the government.

Operating certificates cancelled

124 *On the day this section comes into force,*

*(a) every certificate for authority to operate a public service vehicle issued by The Motor Transport Board under Part VIII of **The Highway Traffic Act** is hereby cancelled; and*

Disposition transitoire — limites de vitesse et vitesses maximales permises fixées par les municipalités et les bandes indiennes

122 *Les limites de vitesse et les vitesses maximales permises fixées par les municipalités et les conseils des bandes indiennes avec l'approbation du Conseil routier avant l'entrée en vigueur du présent article demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient abrogées ou qu'une nouvelle limite de vitesse soit fixée pour la zone géographique, la route ou la section de route visée.*

Dissolution de la Commission du transport routier

123 *À l'entrée en vigueur du présent article :*

*a) la Commission du transport routier créée en vertu de l'article 326 du **Code de la route**, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article, est dissoute;*

b) le mandat des membres de la Commission prend fin et les droits et obligations des membres qui en découlent sont éteints;

c) les droits et les biens de la Commission sont transférés au gouvernement qui assume alors ses dettes et obligations;

d) les actions et autres instances judiciaires intentées, ou pouvant l'être, par la Commission ou contre elle peuvent se poursuivre par le gouvernement ou contre lui.

Annulation des certificats autorisant l'exploitation de véhicules de transport public

124 *Le jour de l'entrée en vigueur du présent article :*

*a) les certificats autorisant l'exploitation d'un véhicule de transport public délivré par la Commission du transport routier sous le régime de la partie VIII du **Code de la route** sont annulés;*

(b) every application to The Motor Transport Board for a certificate for authority to operate a public service vehicle is deemed to be abandoned.

b) les demandes présentées à la Commission visant la délivrance de tels certificats sont réputées être abandonnées.

Transitional — pending appeals to Motor Transport Board

125(1) Subject to subsection (2), on the coming into force of this section,

Disposition transitoire — appels en instance devant la Commission du transport routier

125(1) Sous réserve du paragraphe (2), à l'entrée en vigueur du présent article :

(a) any right of appeal to The Motor Transport Board under **The Highway Traffic Act** expires; and

a) le droit d'interjeter appel auprès de la Commission du transport routier en vertu du **Code de la route** prend fin;

(b) any pending appeal to The Motor Transport Board under **The Highway Traffic Act** in which The Motor Transport Board has not issued a decision is deemed to be abandoned.

b) l'appelant dont l'appel est en instance devant la Commission du transport routier sous le régime du **Code de la route** et pour lequel une décision n'a pas été rendue est réputé s'être désisté.

Pending appeals by operator of public service vehicle

125(2) A person who, in respect of an order of the minister, has a right of appeal, or is a party to a pending appeal, under subsection 322.1(5) of **The Highway Traffic Act**, as that provision read immediately before the coming into force of this section, may apply to the minister for a reconsideration of the order.

Appels en instance — exploitants de véhicules de transport public

125(2) Les personnes qui, en vertu du paragraphe 322.1(5) du **Code de la route**, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article, ont le droit d'interjeter appel d'un ordre du ministre ou qui sont parties à un appel en instance à l'égard d'un ordre peuvent demander au ministre de réexaminer l'ordre.

Reconsideration

125(3) An application for a reconsideration must be filed with the minister within 30 days after the coming into force of this section and must set out the relevant facts and reasons for the requested reconsideration.

Demandes de réexamen

125(3) Les demandes de réexamen sont déposées auprès du ministre dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur du présent article et font état des motifs et des faits pertinents relativement à la demande de réexamination.

Minister to rescind, vary or confirm order

125(4) Upon receipt of an application for reconsideration, the minister must reconsider the order in light of the information provided and, by written notice to the applicant, affirm, rescind or vary the order.

Réexamen de l'ordre

125(4) Sur réception d'une demande de réexamen, le ministre réexamine l'ordre en tenant compte des renseignements fournis et il le confirme, l'annule ou le modifie. Il avise le demandeur de sa décision par écrit.

Decision final

125(5) *The decision of the minister on a reconsideration is final.*

Décision finale

125(5) *La décision du ministre découlant de son réexamen est finale.*

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

S.M. 2002, c. 39 amended

126 *Subsection 163(2) of **The City of Winnipeg Charter** is repealed.*

*Modification du c. 39 des **L.M. 2002***

126 *Le paragraphe 163(2) de la **Charte de la ville de Winnipeg** est abrogé.*

C.C.S.M. c. F15 amended

127 *Subsection 1(1) of **The Family Farm Protection Act** is amended in clause (b) of the definition "farm machinery and equipment" by striking out "any truck" and substituting "any motor vehicle".*

*Modification du c. F15 de la **C.P.L.M.***

127 *L'alinéa b) de la définition de « machines et matériel agricoles » figurant au paragraphe 1(1) de la **Loi sur la protection des exploitations agricoles familiales** est modifiée par substitution, à « camions enregistrés », de « véhicules automobiles enregistrés ».*

C.C.S.M. c. F192 amended

128 *Subclause 9(1)(a)(ii) of **The Fuel Tax Act** is amended*

*Modification du c. F192 de la **C.P.L.M.***

128 *Le sous-alinéa 9(1)a)(ii) de la **Loi de la taxe sur les carburants** est modifié :*

(a) by striking out "a truck" and substituting "a motor vehicle"; and

a) par substitution, à « camions immatriculés », de « véhicules automobiles immatriculés »;

(b) in the English version, by striking out "the truck" and substituting "the vehicle".

b) dans la version anglaise, par substitution, à « the truck », de « the vehicle ».

C.C.S.M. c. P250 amended

129(1) ***The Public Schools Act** is amended by this section.*

*Modification du c. P250 de la **C.P.L.M.***

129(1) *Le présent article modifie la **Loi sur les écoles publiques**.*

129(2) *Subsection 68.4(1) of the French version is amended by striking out "des routes qui se trouvent à proximité de l'emplacement des travaux" and substituting "de chaque route qui est contiguë à l'emplacement scolaire".*

129(2) *Le paragraphe 68.4(1) de la version française est modifié par substitution, à « des routes qui se trouvent à proximité de l'emplacement des travaux », de « de chaque route qui est contiguë à l'emplacement scolaire ».*

129(3) Subsection 68.4(2) is amended by striking out "or recommended".

129(3) Le paragraphe 68.4(2) est modifié par substitution, à « du réseau routier qui se trouve à proximité de l'emplacement en question dans le but d'évaluer si des modifications devraient être apportées ou proposées », de « des routes qui sont contiguës à l'emplacement en question dans le but d'évaluer si des modifications devraient être apportées ».

129(4) Subsection 68.4(3) is amended by adding "in the vicinity of the school" after "speed limits".

129(4) Le paragraphe 68.4(3) est modifié par substitution, à « et la nécessité de mettre en place ou non, sur le réseau routier situé à proximité de l'école », de « qui sont établies pour les routes situées à proximité de l'école et la nécessité de mettre en place ou non, sur les routes qui sont contiguës à l'emplacement scolaire ».

129(5) Subsection 68.4(4) is amended

129(5) Le paragraphe 68.4(4) est modifié :

(a) in the section heading, by striking out "recommendations" and substituting "changes and timelines";

a) dans le titre, par substitution, à « recommandations », de « modifications et échéancier »;

(b) by striking out "believes are appropriate" and substituting "will implement"; and

b) par substitution, à « estime indiquées », de « apportera »;

(c) by adding ", and provide an expected timeline for implementing those changes" at the end.

c) par adjonction, à la fin, de « et lui remet l'échéancier de ces modifications ».

129(6) Section 68.5 is replaced with the following:

129(6) L'article 68.5 est remplacé par ce qui suit :

Temporary safety measures

68.5 If a new or expanded school is used before a traffic authority has implemented all of its intended changes, the traffic authority — after consulting with the school division — must

(a) implement any temporary pedestrian and traffic safety measures that it considers appropriate; and

(b) maintain those measures until its changes are fully implemented.

Mesures de sécurité temporaires

68.5 Lorsqu'une école nouvellement construite ou agrandie est utilisée avant que l'autorité chargée de la circulation n'ait apporté toutes les modifications qu'elle propose, cette dernière, après avoir consulté la division scolaire :

a) met en place les mesures temporaires qu'elle estime indiquées afin d'assurer la sécurité des piétons et la sécurité routière;

b) garde ces mesures en place jusqu'à ce que toutes les modifications aient été apportées.

C.C.S.M. c. O31 amended

130(1) The Off-Road Vehicles Act is amended by this section.

130(2) Subsection 1(1) is amended

(a) in the definition "off-road vehicle",

(i) in clause (g), by striking out ", motorcycle or snow vehicle" and substituting "or motorcycle", and

(ii) in the part after clause (g), by striking out "an implement of husbandry, farm tractor, special mobile machine, garden tractor," and substituting "agricultural equipment, infrastructure equipment, or a garden tractor, lawnmower,"; and

(b) by repealing the definition "snow vehicle".

130(3) Subsection 26(3) is amended by striking out "a motorcycle, a four-wheel drive motor vehicle or a snow vehicle" and substituting "a four-wheel drive vehicle or motorcycle".

130(4) Subsection 33(3) is amended by striking out ", motorcycle or snow vehicle" and substituting "or motorcycle".

Modification du c. O31 de la C.P.L.M.

130(1) Le présent article modifie la Loi sur les véhicules à caractère non routier.

130(2) Le paragraphe 1(1) est modifié :

a) dans la définition de « véhicule à caractère non routier » :

(i) dans l'alinéa g), par substitution, à « , les motocyclettes ou les véhicules nivaux », de « ou les motocyclettes »,

(ii) dans le passage qui suit l'alinéa g), par substitution, à « , les tracteurs agricoles, les engins mobiles spéciaux, les microtracteurs, les tondeuses-tracteurs », de « et de chantier, les microtracteurs, les tondeuses à gazon et à siège »;

b) par suppression de la définition de « véhicule nival ».

130(3) Le paragraphe 26(3) est modifié par substitution, à « une motocyclette, un véhicule à quatre roues motrices ou un véhicule nival », de « un véhicule à quatre roues motrices ou une motocyclette ».

130(4) Le paragraphe 33(3) est modifié par substitution, à « , la motocyclette ou le véhicule nival », de « ou la motocyclette ».

REPEAL

ABROGATION

Unproclaimed Acts repealed

131 *The following unproclaimed Acts and provisions are repealed:*

(a) *the following provisions of **The Highway Traffic Amendment Act**, S.M. 1997, c. 37:*

(i) *section 28 insofar as it enacts the definition "charter trip",*

(ii) *subsection 29(2) insofar as it enacts subsection 281(1.4),*

(iii) *subsection 30(1) insofar as it enacts subsection 290(2.1.1),*

(iv) *subsection 30(2) insofar as it enacts subsection 290(3.5),*

(v) *section 31 insofar as it enacts section 290.3,*

(vi) *section 32 insofar as it enacts subsection 294(4),*

(vii) *subsection 33(2) insofar as it enacts subsection 300(4.2);*

(b) *sections 7 to 12, 17, 19 to 22, 24 and 26, and clauses 41(1)(b) to (n) of **The Highway Traffic Amendment Act**, S.M. 2001, c. 19;*

(c) ***The Highway Traffic Amendment Act (Charter Bus Service)**, S.M. 2013, c. 41.*

Regulations repealed

132 *The following regulations are repealed:*

(a) *the **Adjustments in Service by Scheduled-Service Buses and Other Vehicles Regulation**, Manitoba Regulation 77/2012;*

(b) *the **Bills of Lading and Rules of Carriage Regulation**, Manitoba Regulation 182/91;*

Abrogation de lois non proclamées

131 *Les lois et les dispositions non proclamées qui suivent sont abrogées :*

a) *les dispositions qui suivent de la **Loi modifiant le Code de la route**, c. 37 des **L.M. 1997** :*

(i) *l'article 28 dans la mesure où il édicte la définition de « voyage nolisé »,*

(ii) *le paragraphe 29(2) dans la mesure où il édicte le paragraphe 281(1.4),*

(iii) *le paragraphe 30(1) dans la mesure où il édicte le paragraphe 290(2.1.1),*

(iv) *le paragraphe 30(2) dans la mesure où il édicte le paragraphe 290(3.5),*

(v) *l'article 31 dans la mesure où il édicte l'article 290.3,*

(vi) *l'article 32 dans la mesure où il édicte le paragraphe 294(4),*

(vii) *le paragraphe 33(2) dans la mesure où il édicte le paragraphe 300(4.2);*

b) *les articles 7 à 12, 17, 19 à 22, 24 et 26 ainsi que les alinéas 41(1)(b) à n) de la **Loi modifiant le Code de la route**, c. 19 des **L.M. 2001**;*

c) *la **Loi modifiant le Code de la route (services d'autobus nolisés)**, c. 41 des **L.M. 2013**.*

Abrogation de règlements

132 *Les règlements qui suivent sont abrogés :*

a) ***Règlement sur la modification des services offerts par les autobus à horaire ou à trajet fixe et d'autres véhicules**, R.M. 77/2012;*

b) ***Bills of Lading and Rules of Carriage Regulation**, R.M. 182/91;*

(c) the **Designation of Limited-Use Commercial Trucks and Public Service Vehicles Regulation**, Manitoba Regulation 88/2015;

(d) the **Highway Speed Regulation**, Manitoba Regulation 204/92;

(e) the **Maximum Speed Order**, Manitoba Regulation 54/89;

(f) the **Motor Transport Board Exemption of Certain Passenger Public Service Vehicles Order**, Manitoba Regulation 112/2015;

(g) the **Motor Transport Board Exemption of Operators of Vehicles Used for the Transportation of Members of Indian Bands Order**, Manitoba Regulation 251/89;

(h) the **Motor Transport Board Fees Regulation**, Manitoba Regulation 284/88;

(i) the **Motor Transport Board Rules of Procedure**, Manitoba Regulation 150/88;

(j) the **Public Service Vehicle Exemption for Transportation of Handicapped Persons for the Department of Family Services Order**, Manitoba Regulation 152/89;

(k) the **Public Service Vehicle Exemption for Transportation of Mobility Disadvantaged Persons Order**, Manitoba Regulation 270/89;

(l) the **Public Service Vehicle Operating Certificates Exemption Regulation**, Manitoba Regulation 92/2015;

(m) the **Tariff of Tolls for Transportation of Passengers by Inter-Municipal Liveries Regulation**, Manitoba Regulation 46/2001;

(n) the **Traffic Control Device Order**, Manitoba Regulation 300/89;

(o) the **Traffic Control Devices Order**, Manitoba Regulation 264/88;

(p) the **Used Household Goods Regulation**, Manitoba Regulation 77/89;

c) **Règlement sur la désignation des véhicules commerciaux et des véhicules de transport public à usage restreint**, R.M. 88/2015;

d) **Highway Speed Regulation**, R.M. 204/92;

e) **Ordonnance prescrivant la vitesse maximale**, R.M. 54/89;

f) **Motor Transport Board Exemption of Certain Passenger Public Service Vehicles Order**, R.M. 112/2015;

g) **Motor Transport Board Exemption of Operators of Vehicles Used for the Transportation of Members of Indian Bands Order**, R.M. 251/89;

h) **Règlement concernant les frais à verser à la Commission du transport routier**, R.M. 284/88;

i) **Règles de procédure de la Commission du transport routier**, R.M. 150/88;

j) **Public Service Vehicle Exemption for Transportation of Handicapped Persons for the Department of Family Services Order**, R.M. 152/89;

k) **Public Service Vehicle Exemption for Transportation of Mobility Disadvantaged Persons Order**, R.M. 270/89;

l) **Règlement sur l'exemption relative aux certificats d'exploitation de véhicules de transport public**, R.M. 92/2015;

m) **Tariff of Tolls for Transportation of Passengers by Inter-Municipal Liveries Regulation**, R.M. 46/2001;

n) **Traffic Control Device Order**, R.M. 300/89;

o) **Traffic Control Devices Order**, R.M. 264/88;

p) **Used Household Goods Regulation**, R.M. 77/89;

q) **Various Motor Transport Board Orders Repeal Order**, R.M. 113/2015.

*(q) the Various Motor Transport Board Orders
Repeal Order, Manitoba Regulation 113/2015.*

Coming into force

*133 This Act comes into force on a day to be fixed
by proclamation.*

Entrée en vigueur

*133 La présente loi entre en vigueur à la date
fixée par proclamation.*

SCHEDULE C

THE DRIVERS AND VEHICLES AMENDMENT ACT

C.C.S.M. c. D104 amended

1 The Drivers and Vehicles Act is amended by this Schedule.

2(1) Subsection 1(1) is amended

(a) by repealing the definition "motor carrier"; and

(b) by adding the following definition:

"commercial truck" means a motor vehicle designed primarily to carry cargo and includes a semi-trailer while it is connected to a motor vehicle by way of the trailer's kingpin coupler, but excludes

(a) a vehicle used solely for personal transportation; and

(b) any vehicle excluded from this definition under the regulations. (« véhicule commercial »)

2(2) Subsection 1(2) is amended

(a) by repealing the terms "commercial truck", "farm tractor", "farm trailer", "implement of husbandry", "public service vehicle", "regulated school bus", "semi-trailer", "semi-trailer truck", "special mobile machine", "tractor", "transport board", "truck" and "truck tractor"; and

ANNEXE C

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES CONDUCTEURS ET LES VÉHICULES

Modification du c. D104 de la C.P.L.M.

1 La présente annexe modifie la Loi sur les conducteurs et les véhicules.

2(1) Le paragraphe 1(1) est modifié :

a) par suppression de la définition de « transporteur routier »;

b) par adjonction de la définition suivante :

« véhicule commercial » Véhicule automobile conçu principalement pour le transport de chargements. La présente définition vise également toute semi-remorque qui est attachée à un véhicule automobile au moyen de son pivot d'attelage, mais exclut les véhicules qui sont :

a) utilisés uniquement à des fins personnelles;

b) soustraits par règlement à l'application de la présente définition. ("commercial truck")

2(2) Le paragraphe 1(2) est modifié :

a) par suppression des termes « autobus scolaire réglementé », « camion », « commission du transport », « engin mobile spécial », « remorque agricole », « semi-remorque », « tracteur », « tracteur agricole », « véhicule articulé », « véhicule commercial », « véhicule de transport public » et « véhicule tracteur »;

(b) by adding the following terms:

"agricultural equipment"
"infrastructure equipment"
"regulated vehicle"
"restricted speed area"
"urban municipality"

b) par adjonction des termes suivants :

« matériel de chantier »
« municipalité urbaine »
« véhicule réglementé »
« zone de limitation de vitesse »

3(1) Subsection 4(1) of the English version is amended, in the part before clause (a), by striking out "may not" and substituting "must not".

3(1) Le passage introductif du paragraphe 4(1) de la version anglaise est modifié par substitution, à « may not », de « must not ».

3(2) Subsection 4(2) is amended by replacing the part before clause (a) with the following:

3(2) Le passage introductif du paragraphe 4(2) est remplacé par ce qui suit :

Driver's licence required for certain other vehicles

4(2) A person must not drive agricultural equipment or infrastructure equipment on a provincial highway, or on a highway within the City of Winnipeg, an urban municipality or a restricted speed area, unless the person

Permis de conduire obligatoire — autres véhicules

4(2) Une personne ne peut conduire du matériel agricole ou de chantier sur une route provinciale ou sur une route située dans la ville de Winnipeg, dans une municipalité urbaine ou dans une zone de limitation de vitesse que :

4 Section 33 is repealed.

4 L'article 33 est abrogé.

5 Clause 36(1)(a) is amended

5 L'alinéa 36(1)a est modifié :

(a) in subclause (i), by striking out "a farm tractor" and substituting "agricultural equipment"; and

a) dans le sous-alinéa (i), par substitution, à « un tracteur agricole », de « du matériel agricole »;

(b) in subclause (ii), by striking out "tractor's" and substituting "agricultural equipment's".

b) dans le sous-alinéa (ii), par substitution, à « tracteur agricole », de « matériel agricole ».

6(1) Clause 37(2)(a) is amended by striking out "a public service vehicle or".

6(1) L'alinéa 37(2)a est modifié par suppression de « aux véhicules de transport public ni ».

6(2) Subsection 37(4) is amended, in the part before clause (a), by striking out "a public service vehicle or".

6(2) Le passage introductif du paragraphe 37(4) est modifié par suppression de « d'un véhicule de transport public et ».

7 *Subclause 40(1)(b)(iii) is amended by striking out "public service vehicle or".*

7 *Le sous-alinéa 40(1)b)(iii) est modifié par suppression de « véhicule de transport public ou de ».*

8 *The centred heading before section 48 is amended by striking out "Public Service Vehicles and".*

8 *L'intertitre qui précède l'article 48 est modifié par suppression de « de transport public et véhicules ».*

9 *Section 48 is replaced with the following:*

9 *L'article 48 est remplacé par ce qui suit :*

Registration of commercial trucks

48 A person is eligible to register a motor vehicle or motor vehicle-trailer combination as a commercial truck only if the person meets the applicable requirements under Part VIII of *The Highway Traffic Act*.

Immatriculation des véhicules commerciaux

48 Seules les personnes qui satisfont aux exigences applicables de la partie VIII du *Code de la route* peuvent immatriculer à titre de véhicule commercial un véhicule automobile ou un train composé d'un véhicule automobile et d'une remorque.

10 *Section 51 is amended by striking out "register a truck" and substituting "register a motor vehicle".*

10 *L'article 51 est modifié par substitution, à « un camion », de « un véhicule automobile ».*

11 *Subsection 54(2) is amended by striking out "subsections 55(1) to (5)" and substituting "subsections 55(1) to (4)".*

11 *Le paragraphe 54(2) est modifié par substitution, à « paragraphes 55(1) à (5) », de « paragraphes 55(1) à (4) ».*

12 *Subsection 55(5) is repealed.*

12 *Le paragraphe 55(5) est abrogé.*

13 *The centred heading before section 56 and section 56 are repealed.*

13 *L'article 56 et l'intertitre qui le précède sont abrogés.*

14 *Clause 62(1)(a) is amended by striking out "public service vehicle or".*

14 *L'alinéa 62(1)a) est modifié par suppression de « véhicule de transport public ou d'un ».*

15 Subsections 64(4), 65(4) and 66(4) are amended by striking out everything after "for compensation".

15 Les paragraphes 64(4), 65(4) et 66(4) sont modifiés :

a) par substitution, à « Il n'est permis », de « Il est interdit »;

b) par suppression du passage qui suit « contre rémunération ».

16 Subsection 68(1) is amended

16 Le paragraphe 68(1) est modifié :

(a) by renumbering clause (a) as clause (a.1) and adding the following before clause (a.1):

a) par substitution, à la désignation d'alinéa a), de la désignation d'alinéa a.1) et par adjonction, avant l'alinéa a.1), de ce qui suit :

(a) excluding any motor vehicle, motor vehicle-trailer combination or a class of motor vehicle or motor vehicle-trailer combination from the definition "commercial truck" in subsection 1(1);

a) soustraire nommément ou par catégories des véhicules automobiles ou des trains composés d'un véhicule automobile et d'une remorque à l'application de la définition de « véhicule commercial » figurant au paragraphe 1(1);

(b) by repealing clause (l).

b) par abrogation de l'alinéa l).

17 Clause 73(3)(d) is amended by striking out everything after "four-wheel drive motor vehicle" and substituting "or a motorcycle."

17 L'alinéa 73(3)d) est modifié par substitution, au passage qui suit « roues motrices, », de « ou des motocyclettes, sauf s'il les conduit d'une manière qui n'exige pas leur immatriculation en vertu du Code de la route. ».

18(1) Subsection 125(3) is amended, in the part before clause (a), by striking out everything after "licensed to drive" and substituting "regulated vehicles and who".

18(1) Le passage introductif du paragraphe 125(3) est modifié par suppression de « , au sens du paragraphe 1(1) du Code de la route, qui ne sont pas des véhicules de transport public dont le poids en charge inscrit est d'au moins 4 500 kg ».

18(2) Subsection 125(6) is amended

18(2) Le paragraphe 125(6) est modifié :

(a) by replacing subclause (b)(ii) with the following:

a) par substitution, au sous-alinéa b)(ii), de ce qui suit :

(ii) a contravention of any of clauses 95(1)(a), (b), (c) or (d) (speeding) when the vehicle's speed is 50 km/h or more over the speed limit,

(ii) alinéa 95(1)a), b), c) ou d) lorsque la vitesse du véhicule est supérieure à la limite de vitesse d'au moins 50 km/h,

(b) by repealing subclause (b)(iii).

b) par abrogation du sous-alinéa b)(iii).

19 Subsections 133(2) and (3) are repealed.

19 Les paragraphes 133(2) et (3) sont abrogés.

Coming into force

*20 This Act comes into force on a day to be fixed
by proclamation.*

Entrée en vigueur

*20 La présente loi entre en vigueur à la date
fixée par proclamation.*

SCHEDULE D

THE MANITOBA PUBLIC INSURANCE CORPORATION AMENDMENT ACT

C.C.S.M. c. P215 amended

1 The Manitoba Public Insurance Corporation Act is amended by this Schedule.

2 Subsection 1(1) is amended

(a) by repealing the definition "semi-trailer"; and

(b) by replacing the definition "motor vehicle" with the following:

"motor vehicle" means a self-propelled vehicle but, subject to subsection (2), does not include

(a) agricultural equipment, infrastructure equipment, a motorized mobility aid or a power-assisted bicycle, as those terms are defined in *The Highway Traffic Act*,

(b) an off-road vehicle as defined in *The Off-Road Vehicles Act*, or

(c) a vehicle while it is being operated on rails; (« véhicule automobile »)

3 Subsection 27(1) is amended by striking out ", The Motor Transport Board".

ANNEXE D

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE PUBLIQUE DU MANITOBA

Modification du c. P215 de la C.P.L.M.

1 La présente annexe modifie la Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba.

2 Le paragraphe 1(1) est modifié :

a) par suppression de la définition de « semi-remorque »;

b) par substitution, à la définition de « véhicule automobile », de ce qui suit :

« véhicule automobile » Véhicule automoteur. Sous réserve du paragraphe (2), la présente définition ne vise toutefois pas :

a) le matériel agricole, le matériel de chantier, les engins motorisés ou les bicyclettes assistées, selon le sens que le *Code de la route* attribue à ces termes;

b) les véhicules à caractère non routier au sens de la *Loi sur les véhicules à caractère non routier*;

c) les véhicules pendant qu'ils sont conduits sur des rails. ("motor vehicle")

3 Le paragraphe 27(1) est modifié par substitution, à « , de la Commission du transport routier et du Registraire », de « et du registraire ».

4 Subsection 36(7) is amended by striking out "or The Motor Transport Board".

4 Le paragraphe 36(7) est modifié par substitution, à « Rien dans le présent article ne doit empêcher le registraire des véhicules automobiles ou la Commission du transport routier d'exiger des propriétaires de véhicules automobiles de toutes catégories de maintenir », de « Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher le registraire des véhicules automobiles d'exiger que les propriétaires d'une catégorie donnée de véhicules maintiennent ».

5(1) Subsection 39(9) is amended

5(1) Le paragraphe 39(9) est modifié :

(a) by striking out "or the Motor Transport Board, as the case may be," wherever it occurs; and

a) par suppression de « ou la Commission du transport routier, selon le cas, »;

(b) by striking out "or the Motor Transport board shall thereupon" and substituting "must".

b) par substitution, à « l'autorité concernée », de « le registraire ».

5(2) Subsection 39(10) is amended by striking out "or The Motor Transport Board".

5(2) Le paragraphe 39(10) est modifié par substitution, à « ou la Commission du transport routier, selon le cas doivent », de « doit ».

6 Subsection 40(10) is amended by striking out "or the Motor Transport Board, as the case may be,".

6 Le paragraphe 40(10) est modifié par suppression de « ou la Commission du transport routier, selon le cas, ».

7 Section 49 is amended by striking out everything after "relating thereto".

7 L'article 49 est modifié par suppression du passage qui suit « permis d'élève correspondants. ».

8 Clause 71(2)(b) is amended

8 L'alinéa 71(2)b) est modifié :

(a) by repealing subclause (i);

a) par abrogation du sous-alinéa (i);

(b) by replacing subclause (ii) with the following:

b) par substitution, au sous-alinéa (ii), de ce qui suit :

(ii) agricultural equipment, infrastructure equipment, a motorized mobility aid or a power-assisted bicycle, as those terms are defined in *The Highway Traffic Act*,

(ii) matériel agricole, matériel de chantier, engin motorisé ou bicyclette assistée, selon le sens que le *Code de la route* attribue à ces termes,

(c) by repealing subclause (iii);

c) par abrogation du sous-alinéa (iii);

(d) in subclause (iv) of the French version, by striking out "un véhicule" and substituting "véhicule";

(e) in subclause (v) of the French version, by striking out "une voiturette" and substituting "voiturette";

(f) in subclause (vi) of the French version, by striking out "un véhicule" and substituting "véhicule"; and

(g) in the English version of the part after subclause (vi), by striking out "subclauses (i) to (vi)" and substituting "subclauses (ii) to (vi)".

d) dans la version française du sous-alinéa (iv), par substitution, à « un véhicule », de « véhicule »;

e) dans la version française du sous-alinéa (v), par substitution, à « une voiturette », de « voiturette »;

f) dans la version française du sous-alinéa (vi), par substitution, à « un véhicule », de « véhicule »;

g) dans la version anglaise, par substitution, au passage qui suit le sous-alinéa (vi), à « subclauses (i) to (vi) », de « subclauses (ii) to (vi) ».

Coming into force

9 This Act comes into force on a day to be fixed by proclamation.

Entrée en vigueur

9 La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

SCHEDULE E

THE PROVINCIAL RAILWAYS AMENDMENT ACT

C.C.S.M. c. R15 amended

1 **The Provincial Railways Act** is amended by this Schedule.

2 Subsection 1(1) is amended

(a) by repealing the definitions "board" and "Public Utilities Board";

(b) by adding the following definition:

"superintendent" means the Superintendent of Railways appointed under section 14.1; (« surintendant »)

(c) by replacing the definitions "approval" and "order" with the following:

"approval" means an approval under section 32, 33 or 44 and includes an approval referred to in any of those sections that is issued in response to an appeal under section 27; (« autorisation »)

"order" means an order made by the superintendent under section 23, 41 or 43, and includes an order referred to in any of those sections that is made in response to an appeal under section 27; (« ordre »)

(d) in the definition "licence", by adding ", and includes a licence issued in response to an appeal under section 27" at the end.

ANNEXE E

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES CHEMINS DE FER PROVINCIAUX

Modification du c. R15 de la C.P.L.M.

1 La présente annexe modifie la **Loi sur les chemins de fer provinciaux**.

2 Le paragraphe 1(1) est modifié :

a) par suppression des définitions de « Commission » et de « Régie des services publics »;

b) par adjonction de la définition suivante :

« **surintendant** » Le surintendant des chemins de fer nommé en application de l'article 14.1. ("superintendent")

c) par substitution, aux définitions d'« autorisation » et d'« ordonnance », de ce qui suit :

« **autorisation** » Autorisation délivrée en vertu de l'article 32, 33 ou 44, notamment une telle autorisation délivrée en réponse à un appel interjeté en vertu de l'article 27. ("approval")

« **ordre** » Ordre donné en vertu de l'article 23, 41 ou 43, notamment un tel ordre donné en réponse à un appel interjeté en vertu de l'article 27. ("order")

d) dans la définition de « permis », par adjonction, après « l'article 30 », de « , notamment un tel permis délivré en réponse à un appel interjeté en vertu de l'article 27 ».

3 *The heading for Part 1 is replaced with "GENERAL PROVISIONS AND APPEALS".*

3 *Le titre de la partie 1 est remplacé par « DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET APPELS ».*

4 *The centred heading before section 3 and sections 3 to 5 are repealed.*

4 *Les articles 3 à 5 et l'intertitre qui précède l'article 3 sont abrogés.*

5 *Section 6 is renumbered as section 26.1 and added before the centred heading "APPEALS".*

5 *L'article 6 devient l'article 26.1 et est ajouté avant l'intertitre « APPELS ».*

6 *The centred heading before section 7 and sections 7 to 14 are repealed.*

6 *Les articles 7 à 14 et l'intertitre qui précède l'article 7 sont abrogés.*

7 *The following is added before section 15 and after the centred heading that precedes it:*

7 *Il est ajouté, avant l'article 15 et après l'intertitre qui le précède, ce qui suit :*

Superintendent of Railways

14.1(1) The minister must appoint a person as the Superintendent of Railways for the purposes of this Act.

Surintendant des chemins de fer

14.1(1) Le ministre nomme le surintendant des chemins de fer pour l'application de la présente loi.

Superintendent may delegate

14.1(2) The superintendent may authorize a person in the department administered by the minister to perform any of the superintendent's duties or exercise any of the superintendent's powers under this Act and the regulations.

Délégation

14.1(2) Le surintendant peut autoriser une personne au sein du ministère relevant du ministre à exercer les attributions que lui confèrent la présente loi et les règlements.

Exercise of federal powers

14.2 The superintendent may accept and exercise powers in respect of railways conferred on the superintendent under the *Canada Transportation Act* or any other federal Act.

Exercice des pouvoirs fédéraux

14.2 Le surintendant peut accepter et exercer les pouvoirs que lui confère la *Loi sur les transports au Canada* ou toute autre loi fédérale à l'égard des chemins de fer.

8 *Section 15 is replaced with the following:*

8 *L'article 15 est remplacé par ce qui suit :*

Provincial transportation policy

15 When making a decision or order under this Act, the superintendent and the minister must have regard to all applicable provincial transportation policies declared in the regulations.

Politique provinciale sur le transport

15 Le surintendant et le ministre tiennent compte, dans toute décision qu'ils prennent ou tout ordre qu'ils donnent en vertu de la présente loi, de toute politique provinciale applicable en matière de transport que désignent les règlements.

9 *Subsection 16(1) is amended*

(a) *by striking out "The board may" and substituting "The superintendent may"; and*

(b) *by striking out everything after "subject to" and substituting "terms and conditions that the superintendent considers advisable."*

9 *Le paragraphe 16(1) est modifié :*

a) *par substitution, à « la Commission », de « le surintendant »;*

b) *par substitution, au passage qui suit « aux conditions », de « qu'il juge indiquées. ».*

10 *Section 17 is amended by striking out "board" wherever it occurs and substituting "superintendent".*10 *L'article 17 est modifié :*

a) *dans le passage introductif, par substitution, à « La Commission », de « Le surintendant »;*

b) *dans le sous-alinéa a)(ii), par substitution, à « selon elle », de « selon le surintendant »;*

c) *dans l'alinéa b), par substitution, à « une ordonnance rendue », de « un ordre donné ».*

11 *Section 18 is amended by striking out "board" and substituting "superintendent".*11 *L'article 18 est modifié :*

a) *par substitution, à « La Commission », de « Le surintendant »;*

b) *par substitution, à « une ordonnance rendue », de « un ordre donné ».*

12 *Sections 19 to 22 are repealed.*12 *Les articles 19 à 22 sont abrogés.*13 *Section 23 is replaced with the following:*13 *L'article 23 est remplacé par ce qui suit :***Compliance and remedial order**

23(1) If a person is in contravention of this Act or a term or condition of a licence or approval, the superintendent may order the person to

(a) comply with this Act or the term or condition of the licence or approval; and

(b) take any measure the superintendent considers necessary to remedy the contravention.

Pouvoir d'exécution

23(1) En cas d'infraction à la présente loi ou de manquement aux conditions d'un permis ou d'une autorisation, le surintendant peut ordonner aux personnes concernées :

a) de se conformer à la présente loi ou aux conditions;

b) de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour remédier à l'infraction ou au manquement.

Superintendent's powers on default

23(2) If the person fails to comply with the order within the time specified in the order or any extension of time granted by the superintendent, the superintendent may do, or cause to be done, anything required by the order.

Right of entry

23(3) For the purpose of subsection (2), the superintendent or any other person authorized by the superintendent to do the thing may, without committing a trespass, enter on any land of the person in default or any other land that the person in default is entitled to enter.

Recovery of costs

23(4) The costs incurred by the government in doing or causing to be done anything required by the order, as determined by the superintendent, are a debt due to the government by the person in default.

14 Subsection 24(1) is amended by striking out everything after "to pay" and substituting "any expenses incurred as a result of the superintendent's exercise of the powers under subsection 23(2)."

15 Section 25 is repealed.

16 Section 26 is amended by striking out "board" and substituting "superintendent".

Pouvoir en cas de défaut

23(2) En cas de non-exécution de l'ordre dans le délai imparti ou dans le délai supplémentaire accordé par le surintendant, ce dernier peut exécuter ou faire exécuter la chose ordonnée.

Droit d'accès

23(3) Pour l'application du paragraphe (2), le surintendant et toute autre personne qu'il autorise peut, sans commettre d'intrusion, entrer sur le bien-fonds de la personne en défaut ou sur tout autre bien-fonds sur lequel elle a le droit d'entrer.

Recouvrement des frais

23(4) Les frais qu'engage le gouvernement lorsqu'il exécute ou fait exécuter une chose ordonnée, selon ce que décide le surintendant, constituent une créance du gouvernement à l'égard de la personne en défaut.

14 Le paragraphe 24(1) est remplacé par ce qui suit :

Responsabilité des dirigeants et administrateurs

24(1) Les ordres donnés en vertu du paragraphe 23(1) peuvent prévoir que les dirigeants et les administrateurs de la compagnie ferroviaire qui ont autorisé sciemment l'infraction ou le manquement sont assujettis, solidairement avec la compagnie, au paiement des dépenses engagées en raison de l'exécution, par le surintendant, d'un pouvoir visé au paragraphe 23(2).

15 L'article 25 est abrogé.

16 L'article 26 est remplacé par ce qui suit :

Dépôt

26 Les décisions et les ordres que le surintendant prend ou donne en vertu de la présente loi peuvent être déposés à la Cour du Banc de la Reine. Dès leur dépôt, ils deviennent exécutoires au même titre qu'un jugement de ce tribunal.

17 *The following is added as section 26.2 and before the centred heading "APPEALS":*

Transitional — licences, approvals and orders issued by Motor Transport Board

26.2 On the day this section comes into force, a licence, approval or order that was in effect immediately before that time continues to be in effect as if it had been issued or made by the superintendent or the minister, as the case may be.

18 *Sections 27 and 28 are replaced with the following:*

Appeal to minister

27(1) A person may file a written appeal with the minister within 30 days after the applicable decision or order if the person is affected by any of the following:

- (a) the issuance of a licence or approval by the superintendent;
- (b) a refusal by the superintendent to issue a licence or approval;
- (c) the imposition of terms and conditions in a licence or approval by the superintendent;
- (d) any order made by the superintendent.

Disposition of appeal by minister

27(2) On an appeal under subsection (1), the minister may

- (a) quash or vary the decision or order under appeal;
- (b) refer the matter back to the superintendent for reconsideration;
- (c) make any decision or order that in the minister's opinion ought to have been made by the superintendent; or
- (d) dismiss the appeal.

17 *Il est ajouté, à titre d'article 26.2 et avant l'intertitre « APPELS », ce qui suit :*

Disposition transitoire — permis, autorisations et ordres de la Commission du transport routier

26.2 Les permis, les autorisations et les ordres qui étaient en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du présent article demeurent en vigueur comme s'il s'agissait de permis, d'autorisations ou d'ordres délivrés ou donnés par le surintendant ou le ministre, selon le cas.

18 *Les articles 27 et 28 sont remplacés par ce qui suit :*

Appel auprès du ministre

27(1) Peut déposer par écrit un appel auprès du ministre dans les 30 jours suivant la décision ou l'ordre applicable toute personne qui est visée par :

- a) la délivrance d'un permis ou d'une autorisation par le surintendant;
- b) le refus du surintendant de délivrer un permis ou une autorisation;
- c) l'imposition par le surintendant de conditions à l'égard d'un permis ou d'une autorisation;
- d) tout ordre donné par le surintendant.

Décision du ministre

27(2) Dans le cas où il est saisi d'un appel interjeté en vertu du paragraphe (1), le ministre peut, selon le cas :

- a) infirmer ou modifier la décision ou l'ordre qui fait l'objet de l'appel;
- b) renvoyer l'affaire au surintendant pour qu'il l'examine de nouveau;
- c) prendre toute décision, y compris un ordre, qui, selon lui, aurait dû être prise par le surintendant;
- d) rejeter l'appel.

Appeal does not act as stay of decision or order

28 An appeal filed under section 27 does not stay a decision or order of the superintendent, but the minister may grant a stay — in whole or in part — until the disposition of the appeal.

19 Section 29 is amended by striking out "board" and substituting "superintendent".

20(1) Subsection 30(1) is amended

(a) by striking out "The board may" and substituting "The superintendent may"; and

(b) by striking out "if the board" and substituting "if the superintendent".

20(2) Subsection 30(2.1) is amended by striking out "board" wherever it occurs and substituting "superintendent".

21 Section 31 is amended by striking out "board" and substituting "superintendent".

22 Section 32 is amended

(a) in the part before clause (a), by striking out "board" and substituting "superintendent"; and

(b) in clause (a), by striking out "it" and substituting "the superintendent".

Suspension

28 L'appel déposé en application de l'article 27 n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la décision ou de l'ordre du surintendant. Toutefois, le ministre peut en suspendre l'exécution, en tout ou en partie, jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

19 L'article 29 est modifié par substitution, à « de la Commission », de « délivré par le surintendant ».

20(1) Le paragraphe 30(1) est modifié :

a) par substitution, à « La Commission », de « Le surintendant »;

b) par substitution, à « si elle est convaincue », de « s'il est convaincu ».

20(2) Le paragraphe 30(2.1) est modifié :

a) par substitution, à « La Commission », de « Le surintendant »;

b) par substitution, à « la convainc », de « le convainc ».

21 L'article 31 est modifié par substitution, à « de la Commission », de « du surintendant ».

22 L'article 32 est remplacé par ce qui suit :

Délivrance d'une autorisation

32 Le surintendant peut délivrer une autorisation de construction ou de modification visant une ligne de chemin de fer :

a) s'il juge que la construction ou la modification est dans l'intérêt public;

b) si le tracé de la ligne de chemin de fer ainsi que les plans et les précisions de construction ou de modification sont conformes à la présente loi et reçoivent l'approbation du ministre.

23(1) *Subsection 33(2) is amended by striking out "board" and substituting "superintendent".*

23(1) *Le paragraphe 33(2) est modifié par substitution, à « de la Commission », de « du surintendant ».*

23(2) *Subsection 33(3) is amended by striking out "board" wherever it occurs and substituting "superintendent".*

23(2) *Le paragraphe 33(3) est modifié par substitution, à « la Commission autorise la cessation de l'exploitation si elle est convaincue », de « le surintendant autorise la cessation de l'exploitation s'il est convaincu ».*

23(3) *Subsection 33(4) is amended*

23(3) *Le paragraphe 33(4) est modifié par substitution, à « la Commission de cesser d'exploiter une ligne de chemin de fer », de « cesser d'exploiter une ligne de chemin de fer en vertu du paragraphe (3) ».*

(a) by striking out "the board's approval" and substituting "approval under subsection (3)"; and

(b) by striking out "the board imposes" and substituting "imposed".

24 *Section 34 is amended by striking out "the board's approval" and substituting "approval under section 33".*

24 *L'article 34 est modifié par substitution, à « ait été autorisé par la Commission à cesser d'exploiter la ligne en question », de « ait reçu l'autorisation de cesser d'exploiter la ligne en question en vertu de l'article 33 ».*

25(1) *Subsection 34.2(2) is amended by striking out "board" and substituting "superintendent".*

25(1) *Le paragraphe 34.2(2) est modifié par substitution, à « à la Commission », de « au surintendant ».*

25(2) *Subsections 34.2(3), (5) and (10) are amended by striking out "board", with necessary grammatical changes, wherever it occurs and substituting "superintendent", with necessary grammatical changes.*

25(2) *Les paragraphes 34.2(3), (5) et (10) sont modifiés par substitution, à « la Commission », à chaque occurrence, de « le surintendant ».*

26(1) *Subsection 34.3(5) is amended by striking out "to the board".*

26(1) *Le paragraphe 34.3(5) est modifié par suppression de « à la Commission ».*

26(2) *Subsection 34.3(6) is amended, in the section heading and in the section, by striking out "by the board" and substituting "in trust".*

26(2) *Le paragraphe 34.3(6) est modifié par substitution, à « La Commission détient le dépôt », de « Le dépôt est détenu en fiducie ».*

26(3) *Subsection 34.3(7) is amended by striking out "to the board".*

26(3) *Le paragraphe 34.3(7) est modifié par suppression de « à la Commission ».*

26(4) *Subsection 34.3(13) is amended by striking out "the board may" and substituting "the superintendent must".*

26(4) *Le paragraphe 34.3(13) est modifié par substitution, à « la Commission peut, à la demande écrite de l'une des parties, renvoyer », de « le surintendant, à la demande écrite de l'une des parties, renvoie ».*

26(5) *Subsection 34.3(14) is amended, in the part before clause (a), by striking out "The board shall" and substituting "The superintendent must".*

26(5) *Le passage introductif du paragraphe 34.3(14) est modifié par substitution, à « La Commission », de « Le surintendant ».*

26(6) *The following is added after subsection 34.3(14):*

26(6) *Il est ajouté, après le paragraphe 34.3(14), ce qui suit :*

Arbitrator other than Canadian Transportation Agency

34.3(14.1) If no party requests the Canadian Transportation Agency to conduct the arbitration, or if that agency is not prepared to conduct the arbitration, the arbitration must be conducted

- (a) by an arbitrator agreed to by the parties; or
- (b) if the parties cannot agree to an arbitrator, by a panel of three arbitrators chosen as follows:
 - (i) one arbitrator chosen by the first party,
 - (ii) one arbitrator chosen by the second party,
 - (iii) one arbitrator jointly chosen by the two arbitrators chosen under subclauses (i) and (ii).

Arbitre autre que l'Office des transports du Canada

34.3(14.1) Si aucune des parties ne demande à l'Office des transports du Canada de procéder à l'arbitrage ou si l'Office ne consent pas à y procéder, l'arbitrage est effectué :

- a) par un arbitre choisi par les parties;
- b) si les parties ne peuvent s'entendre sur le choix d'un d'arbitre, par un comité composé des personnes suivantes :
 - (i) un arbitre choisi par la première partie,
 - (ii) un arbitre choisi par la deuxième partie,
 - (iii) un arbitre choisi conjointement par les arbitres visés aux sous-alinéas (i) et (ii).

27(1) *Subsection 37(1) is amended by striking out "an approval of the board" and substituting "the regulations".*

27(1) *Le paragraphe 37(1) est modifié par substitution, à « une autorisation de la Commission », de « les règlements ».*

27(2) *Subsection 37(3) is replaced with the following:*

27(2) *Le paragraphe 37(3) est remplacé par ce qui suit :*

Limits to liability where no agreement

37(3) In the absence of an agreement referred to in subsection (2), a railway company's liability with respect to the carriage of goods may be limited or restricted only in accordance with the regulations.

Absence d'entente — limite de la responsabilité

37(3) En l'absence d'une entente visée au paragraphe (2), la responsabilité de la compagnie ferroviaire à l'égard du transport de marchandises ne peut être limitée qu'en conformité avec les règlements.

28 *Section 38 is repealed.*

28 *L'article 38 est abrogé.*

29 *Subsection 39(2) is amended*

29 *Le paragraphe 39(2) est modifié :*

(a) by striking out "board nor any member of the board or" and substituting "superintendent nor any other"; and

a) par substitution, à « à la Commission, aux commissaires et aux », de « au surintendant et aux autres »;

(b) by striking out "of the board under clause 38(1)(c)".

b) par substitution, à « que la Commission désigne par règlement en vertu de l'alinéa 38(1)c) », de « désignés par règlement ».

30(1) *Subsection 40(1) is amended by striking out "board" and substituting "superintendent".*

30(1) *Le paragraphe 40(1) est modifié par substitution, à « la Commission », de « le surintendant ».*

30(2) *Subsection 40(2) is replaced with the following:*

30(2) *Le paragraphe 40(2) est remplacé par ce qui suit :*

Arbitration precluded in certain cases

40(2) The superintendent must not refer for arbitration any matter in respect of which a request is made under subsection (1) if the superintendent is of the opinion that an alternative, effective, adequate and competitive means of transporting the goods to which the matter relates is available to the shipper.

Aucun renvoi

40(2) Le surintendant ne renvoie pas en arbitrage une question faisant l'objet d'une demande en vertu du paragraphe (1) s'il juge que l'expéditeur a accès à un autre mode de transport efficace, approprié et concurrentiel pour le transport des marchandises visées par la question.

30(3) *Subsection 40(3) is amended*

(a) in the part before clause (a), by striking out "Subject to any rules made under clause 13(1)(e), the" and substituting "The"; and

(b) in clause (b), by striking out "board" wherever it occurs and substituting "superintendent".

30(4) *Subsection 40(4) is amended by striking out "any rules made under clause 13(1)(e)" and substituting "the rules prescribed by regulation".*

30(5) *Subsections 40(5), (6) and (8) are amended by striking out "board" wherever it occurs and substituting "superintendent".*

30(6) *The following is added after subsection 40(8):*

Transitional

40(9) If an arbitration requested before this subsection comes into force is not completed when this subsection comes into force, this section applies as if the request for referral was made to the superintendent, and, if the matter was referred to arbitration before that time, as if it had been referred by the superintendent.

31 *Subsection 41(2) is replaced with the following:*

30(3) *Le paragraphe 40(3) est modifié :*

a) dans le passage introductif, par substitution, à « Sous réserve des règles prises en vertu de l'alinéa 13(1)e, l'arbitre », de « L'arbitre »;

b) dans l'alinéa b), par substitution, à « la Commission si les parties n'en choisissent pas un ou si la Commission », de « le surintendant si les parties n'en choisissent pas un ou si le surintendant ».

30(4) *Le paragraphe 40(4) est modifié par substitution, à « prises en vertu de l'alinéa 13(1)e », de « prévues par règlement ».*

30(5) *Les paragraphes 40(5), (6) et (8) sont modifiés par substitution, à « Commission », à chaque occurrence, de « surintendant », avec les adaptations grammaticales nécessaires.*

30(6) *Il est ajouté, après le paragraphe 40(8), ce qui suit :*

Disposition transitoire

40(9) Lorsqu'une demande d'arbitrage a été présentée avant la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, mais que l'arbitrage qui en découle n'est pas terminé à cette date, le présent article s'applique à la demande comme si elle avait été présentée au surintendant. Si la question a été renvoyée en arbitrage avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, le présent article s'applique au renvoi comme s'il avait été fait par le surintendant.

31 *Le paragraphe 41(2) est remplacé par ce qui suit :*

Process where no agreement

41(2) If the railway companies operating a continuous railway line fail to agree on a joint tariff or the apportionment of a rate set out in a joint tariff under subsection (1), the superintendent, on application by any shipper intending to move traffic over that continuous route or portion of that route, may make an order

- (a) fixing the joint tariff of rates for the route;
- (b) apportioning that rate among the railway companies; and
- (c) determining the date any rate fixed under clause (a) comes into effect, which may not be earlier than the date of the application to the superintendent.

32 *Section 43 is amended, in the part after clause (c) and in clause (f), by striking out "board" and substituting "superintendent".*

33(1) *Subsection 44(1) is amended by striking out "board" and substituting "superintendent".*

33(2) *Subsection 44(2) is amended*

- (a) *in the section heading and in the section, by striking out "board" and substituting "superintendent"; and*
- (b) *by striking out "it" and substituting "the superintendent".*

34 *Subsection 46(2) and subclause 46(3)(b)(iii) are amended by striking out "minister" and substituting "superintendent".*

Absence d'entente

41(2) À défaut d'entente qui est conclue entre les compagnies ferroviaires exploitant une ligne de chemin de fer continue et qui établit une liste commune ou la répartition des prix indiqués dans la liste en application du paragraphe (1), le surintendant peut, par ordre et à la demande d'un expéditeur désirant faire transporter des marchandises ou déplacer du matériel roulant sur tout ou partie du parcours :

- a) établir la liste commune des prix pour le parcours;
- b) répartir le prix entre les compagnies;
- c) prévoir les dates auxquelles les prix établis en conformité avec l'alinéa a) prennent effet, dates qui ne peuvent être antérieures à la réception de la demande par le surintendant.

32 *L'article 43 est modifié, dans le passage qui suit l'alinéa c) et dans l'alinéa f), par substitution, à « la Commission », de « le surintendant ».*

33(1) *Le paragraphe 44(1) est modifié par substitution, à « de la Commission », de « du surintendant ».*

33(2) *Le paragraphe 44(2) est modifié :*

- a) *dans le titre, par substitution, à « de la Commission », de « du surintendant »;*
- b) *dans le texte, par substitution, à « La Commission peut autoriser une compagnie ferroviaire à exproprier des biens-fonds si elle », de « Le surintendant peut autoriser une compagnie ferroviaire à exproprier des biens-fonds s'il ».*

34 *Le paragraphe 46(2) et le sous-alinéa 46(3)(b)(iii) sont modifiés par substitution, à « ministre », de « surintendant ».*

35 *Subsection 48(1) is amended*

(a) in clause (f) of the French version, by striking out "toute ordonnance rendue" and substituting "tout ordre donné";

(b) in subclause (h)(iii), by striking out "board" and substituting "superintendent"; and

(c) by adding the following after clause (j.2):

(j.3) requiring a railway company to file with the superintendent a tariff of rates and conditions of carriage for traffic and governing the form, content and manner of filing of that tariff;

(j.4) prescribing any type of information in a confidential contract as non-confidential information;

(j.5) requiring a railway company to file with the superintendent any confidential contract between one or more railway companies and a shipper respecting the carriage of traffic at a rate less than a published rate;

(j.6) requiring a railway company to publish

(i) its tariff of rates for traffic, or

(ii) prescribed non-confidential information in a confidential contract,

and governing the manner of that publication;

(j.7) requiring and governing information returns to be provided by a railway company;

(j.8) prescribing records to be maintained by railway companies and how they are to be maintained;

(j.9) respecting the limitation or restriction of a railway company's liability to a passenger or shipper;

35 *Le paragraphe 48(1) est modifié :*

a) dans l'alinéa f) de la version française, par substitution, à « toute ordonnance rendue », de « tout ordre donné »;

b) dans le sous-alinéa h)(iii), par substitution, à « de la Commission », de « du surintendant »;

c) par adjonction, après l'alinéa j.2), de ce qui suit :

j.3) exiger que les compagnies ferroviaires déposent auprès du surintendant une liste des prix et des conditions de transport de voyageurs et de marchandises ainsi que du trafic de matériel roulant et régir la forme, le contenu et le mode de dépôt de cette liste;

j.4) prévoir quels types de renseignements des contrats confidentiels ne sont pas des renseignements confidentiels;

j.5) exiger que les compagnies ferroviaires déposent auprès du surintendant les contrats confidentiels conclus entre au moins une compagnie ferroviaire et un expéditeur à l'égard du transport de voyageurs et de marchandises ainsi que du trafic de matériel roulant moyennant un prix moins élevé que le prix publié;

j.6) exiger que les compagnies ferroviaires publient ce qui suit et en prévoir le mode de publication :

(i) la liste de prix pour le transport de voyageurs et de marchandises ainsi que pour le trafic de matériel roulant,

(ii) les renseignements non confidentiels des contrats confidentiels;

j.7) régir les déclarations de renseignements que doivent fournir les compagnies ferroviaires;

j.8) régir les dossiers que doivent conserver les compagnies ferroviaires ainsi que leur mode de conservation;

(j.10) prescribing maximum rates that may be charged by a railway company for the movement of traffic or any class of traffic on a railway, but only if the Lieutenant Governor in Council is satisfied that no alternative, effective, adequate and competitive means is available for the movement of that traffic;

(j.11) prescribing rules for the conduct of an arbitration under section 40;

j.9) prévoir la limitation de la responsabilité des compagnies ferroviaires envers les voyageurs et les expéditeurs;

j.10) régir le prix maximal que les compagnies ferroviaires peuvent exiger pour le transport de voyageurs et de marchandises ainsi que pour le trafic de matériel roulant ou une classe de transport ou de trafic sur un chemin de fer seulement si le lieutenant-gouverneur en conseil juge qu'il n'existe aucun autre mode de transport efficace, approprié et concurrentiel pour le transport de voyageurs et de marchandises ainsi que pour le trafic de matériel roulant;

j.11) pour l'application de l'article 40, régir les règles portant sur l'arbitrage;

36 *The centred heading before section 51 and section 51 are repealed.*

36 *L'article 51 et l'intertitre qui le précède sont abrogés.*

37 *Clause 52(1)(c) of the French version is amended by striking out "une ordonnance rendue" and substituting "un ordre donné".*

37 *L'alinéa 52(1)c) de la version française est modifié par substitution, à « une ordonnance rendue », de « un ordre donné ».*

TRANSITIONAL

Transitional — legal proceedings

38 *On the coming into force of this section, a legal proceeding or action that has been commenced or may be commenced by or against The Motor Transport Board in respect of any matter within its jurisdiction under **The Provincial Railways Act**, as that Act read immediately before the coming into force of this section, may be continued or commenced by or against the government.*

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Disposition transitoire — instances judiciaires

38 *À l'entrée en vigueur du présent article, les poursuites et autres instances judiciaires intentées, ou pouvant l'être, par la Commission du transport routier ou contre elle relativement à toute question relevant de sa compétence sous le régime de la **Loi sur les chemins de fer provinciaux**, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article, peuvent se poursuivre ou être intentées par le gouvernement ou contre lui.*

Transitional — pending applications to Motor Transport Board

39(1) Subject to subsection (2), on the coming into force of this section, any pending application to The Motor Transport Board under **The Provincial Railways Act** is deemed to be abandoned.

Disposition transitoire — demandes présentées à la Commission et non réglées

39(1) Sous réserve du paragraphe (2), à l'entrée en vigueur du présent article, les demandes qui ont été présentées à la Commission du transport routier sous le régime de la **Loi sur les chemins de fer provinciaux** et qui n'ont pas été réglées sont réputées être abandonnées.

Applications to discontinue operation

39(2) A person who has complied with any requirement set out in section 34.2 or 34.3 of **The Provincial Railways Act**, as those sections read immediately before the coming into force of this section, is deemed to have complied with that requirement for the purpose of an application for approval of the Superintendent of Railways under subsection 33(2) of **The Provincial Railways Act**, as amended by subsection 23(1) of this Act.

Demandes de cessation d'exploitation

39(2) La personne qui s'est conformée à l'une des exigences prévues aux articles 34.2 ou 34.3 de la **Loi sur les chemins de fer provinciaux**, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article, est réputée s'y être conformée aux fins de présentation d'une demande d'autorisation auprès du surintendant des chemins de fer en conformité avec le paragraphe 33(2) de cette loi, modifié par le paragraphe 23(1) de la présente loi.

REPEAL AND COMING INTO FORCE

S.M. 2004, c. 26 (unproclaimed Act repealed)

40 **The Provincial Railways Amendment Act**, S.M. 2004, c. 26, is repealed.

ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Abrogation du c. 26 des **L.M. 2004** (loi non proclamée)

40 **La Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer provinciaux**, c. 26 des **L.M. 2004**, est abrogée.

Manitoba Regulation 28/99 repealed

41 **The Provincial Railway Licence Application Rules of Procedure**, Manitoba Regulation 28/99, is repealed.

Abrogation du **R.M. 28/99**

41 **Les Règles de procédure s'appliquant aux demandes de permis d'exploitation de chemin de fer**, **R.M. 28/99**, sont abrogées.

Coming into force

42 This Act comes into force on a day to be fixed by proclamation.

Entrée en vigueur

42 La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.